

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N° 20. Novembre-décembre 2005. Prix : 1 €. Prix de soutien : 1,50 €.

- Défaite des travailleurs de la SNCM trahis par les dirigeants des syndicats et des forces du Non de gauche ;
- Refus de ces mêmes dirigeants de donner une suite à la mobilisation du 4 octobre malgré son succès ;
- Luites dispersées conduisant de défaites en défaites ;
- Appels à de nouvelles « journées d'action » sans lendemain ;
- Appels au « calme » dans les banlieues au lieu d'appels à la lutte de classe unie des jeunes et des travailleurs pour en découdre avec Chirac-Villepin-Sarkozy...

**ASSEZ DE DÉFAITES ET DE
TRAHISONS !**

La révolte des jeunes de banlieue et la lutte de classe des travailleurs
doivent se rejoindre :

**C'EST À LA POUDRIÈRE SOCIALE
QU'IL FAUT METTRE LE FEU !
IL FAUT VAINCRE
CE GOUVERNEMENT !**

**LA VIOLENCE DES JEUNES ET DES OPPRIMÉS RÉPOND À LA
VIOLENCE SOCIALE DU CAPITALISME ET DE SON ÉTAT :
IL LUI FAUT UN PROGRAMME ET UN PARTI
RÉVOLUTIONNAIRES !**

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (parasyndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électorale* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.
Tirage du n° 19 (septembre-octobre 2005) : 200 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, 680 personnes et groupes (français et étrangers) reçoivent ce journal par internet. — **Pour s'abonner, nous contacter.**
Contacts : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr — Site internet : <http://groupecri.free.fr>
Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

POUR EMPÊCHER DE NOUVELLES DÉFAITES ET DE NOUVELLES TRAHISONS, IL FAUT PRÉPARER ET IMPOSER UNE GRÈVE GÉNÉRALE, SEULE CAPABLE DE STOPPER ET DE VAINCRE CE GOUVERNEMENT

Plus de cinq mois après le triomphe du Non ouvrier et populaire au référendum du 29 mai, non seulement les travailleurs n'ont pas réussi à transformer l'essai par une victoire de la lutte de classe directe contre le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, mais encore leurs luttes vont de défaites en défaites. Ces luttes contre le patronat et contre ce gouvernement illégitime et honni sont pourtant nombreuses et déterminées : *tout indique que les travailleurs sont prêts au combat*. C'est ce qu'a montré encore une fois le succès de la « journée d'action » intersyndicale du 4 octobre (la sixième depuis le début de l'année !) qui, malgré son manque total de perspective, a réuni 1,2 million de manifestants, avec des taux de grévistes comparables à ceux du 10 mars¹ et le soutien de 74 % des personnes interrogées par un sondage CSA pour *L'Humanité*. La volonté de combattre des travailleurs s'est manifestée également dans toute une série de grèves poursuivies au-delà du 4 octobre ; mais leur dispersion les a toutes conduites à des défaites totales ou partielles :

- grève des bagagistes de l'aéroport de Roissy, que leur isolement a empêché de résister à l'ordre préfectoral de réquisition sous prétexte de lutte anti-terroriste ;

- grève pendant trois semaines des travailleurs de Fralsen Groupe Timex à Besançon contre le plan de suppressions de postes et de licenciements secs ; là aussi, des sanctions judiciaires contre plusieurs grévistes ont contribué à la décision de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction, même si le patron a dû payer une partie des jours de grève et s'engager à des indemnités supplémentaires pour les licenciements ;

- grève d'un mois dans la principale raffinerie du pays, à Gonfreville l'Orcher (Seine-Maritime), pour les salaires, la reconnaissance des qualifications et la sécurité au travail ; malgré leur petit nombre, les grévistes ont réussi à tenir grâce à la solidarité de la population, de leurs collègues d'autres raffineries et des travailleurs d'autres entreprises ; en paralysant l'activité de l'établissement, ils ont fait perdre plus de 60 millions d'euros à Total ; pourtant, là encore, leur isolement a fini par les conduire à reprendre le travail après n'avoir obtenu que des avancées individuelles, sans aucun acquis collectif ;

- grève de dix-sept jours dans les transports publics de Nancy, les salariés finissant par accepter des propositions du patronat (en l'occurrence la Connex), soit une augmentation de salaires de 1,7 %, alors qu'ils en demandaient 8 % ;

- poursuite de la mobilisation chez Nestlé, avec une dizaine d'heures de grève par semaine en octobre, mais sans que la direction renonce aux points essentiels de son plan drastique de restructuration et de suppression de postes ;

- grève particulièrement puissante et déterminée des tramots de Marseille contre la privatisation rampante de la RTM ; cette grève se poursuit depuis trente-six jours à l'heure où ces lignes sont écrites, mais les pressions judiciaires (le préavis initial ayant été déclaré illégal par le Tribunal de Marseille) et les menaces de réquisition risquent de la conduire à une lourde défaite si elle continue à rester isolée.

Mais c'est bien sûr la grève des travailleurs de la SNCM contre la privatisation qui, par son caractère immédiatement national, en mettant directement en cause le gouvernement, a constitué le plus grand danger pour la bourgeoisie. Or cette lutte exemplaire de 24 jours, soutenue par la grande majorité des prolétaires conscients non seulement de Marseille et de Corse, mais de tout le pays, s'est soldée par une défaite majeure, qui est une défaite pour toute la classe ouvrière.

Or cette défaite, comme les autres défaites locales successives, ne s'explique ni par une quelconque faiblesse de la mobilisation, ni par la seule détermination du patronat et du gouvernement. En réalité, ces défaites sont *avant tout* le produit d'une *politique de trahison* : celle des dirigeants des syndicats et des principales forces politiques qui se réclament des travailleurs².

Les travailleurs de la SNCM trahis par les dirigeants syndicaux

C'est ainsi que les dirigeants des syndicats et du PCF (sans parler de la direction du PS) ont refusé d'exiger ne serait-ce que la préservation de la SNCM comme entreprise nationale de service public — et ils ont encore moins exigé, comme ils l'auraient dû, le contrôle des travailleurs sur les comptes de l'entreprise nationale et le retour au monopole de la SNCM pour assurer la continuité territoriale entre la Corse et le continent. En particulier, Jean-Paul Israël, le dirigeant de la CGT-SNCM (syndicat majoritaire), a accepté de « négocier » une privatisation partielle, tout en demandant que l'État reste majoritaire dans le capital. Thibault, de son côté, est intervenu personnellement pour aller « négocier » avec Villepin qui venait pourtant d'envoyer le GIGN contre les marins du *Pascal-Paoli* et les CRS contre les dockers et travailleurs du port. Comme gage de sa bonne volonté, le secrétaire général de la CGT a fait valoir, dans sa lettre au Premier ministre du 9 octobre, le sens des « responsabilités » des syndicats de la SNCM : il a rappelé que leurs dirigeants, après une « table ronde » avec les élus locaux et les représentants du gouvernement le 17 février dernier, puis « *un cycle de huit rencontres techniques dites "structure de contact"* », étaient parvenus à « *un consensus sur les constats* ». On reconnaît là la bonne vieille méthode

² Ici, nous nous en tiendrons essentiellement à la trahison des dirigeants syndicaux, étant donné leur rôle central dans les luttes et les défaites du mois d'octobre. L'article ci-dessous de Frédéric Traille, reviendra plus précisément sur la politique similaire du PCF.

¹ Si le nombre de grévistes était en baisse dans l'éducation par rapport au 10 mars, il était équivalent ou en hausse dans les autres secteurs publics, avec près de 30 % à la poste, 40 % à France Telecom, à la RATP et à la SNCF, jusqu'à 50 % au ministère des finances... Dans le secteur privé, le nombre de grévistes était beaucoup plus limité, mais en nette hausse par rapport au 10 mars.

du « diagnostic partagé », déjà mise en œuvre par les dirigeants syndicaux lors des discussions préalables à la réforme des retraites en 2003, au changement de statut d'EDF-GDF en 2004 ou encore à la loi Fillon contre l'école en 2005. Cette méthode du « diagnostic partagé » conduit de manière systématique à la défaite et à la trahison car elle consiste, pour les dirigeants syndicaux réformistes, à reprendre à leur compte les impératifs de rentabilité et de gestion capitalistes sous prétexte de « réalisme », au lieu de les dénoncer et de leur opposer la logique ouvrière de la défense bec et ongles des acquis, du développement des services publics sous contrôle ouvrier et de la lutte de classe la plus résolue. Or, dans sa lettre à Villepin, Thibault explique qu'il regrette l'interruption de la « concertation » qui avait commencé : ce serait, selon lui, la cause même de « l'impasse actuelle dans laquelle est placée la SNCM ». Enfin, Thibault souligne que la CGT est d'accord avec la privatisation partielle de la SNCM et la suppression de postes : « Vous avez pu noter, écrit-il à Villepin, que les syndicats de l'entreprise dont les organisations de la CGT n'ont pas bloqué la négociation. Ils ont accepté la perspective d'une présence de capitaux privés et l'hypothèse d'un plan social sous couvert d'en négocier précisément les dispositions. »

Cette ligne politique de Thibault et des dirigeants de la CGT, défendue au moment même où les salariés de la SNCM poursuivaient une grève massive et déterminée, était donc clairement celle de la capitulation et de la trahison (sachant que celle des autres confédérations était équivalente ou pire encore). À partir de là, l'opération bureaucratique menée par les dirigeants syndicaux a consisté à isoler ces travailleurs : tout d'abord, les dirigeants des syndicats nationaux des dockers et des travailleurs portuaires ont refusé d'étendre la mobilisation aux autres ports du pays ; de son côté, Alain Mosconi, dirigeant du Syndicat des travailleurs corses, n'avait pas hésité à lever le blocage des ports corses, qui avait pourtant été complet pendant quelques jours et aurait pu servir de tête de pont pour l'extension du conflit. Ensuite, les dirigeants des syndicats des dockers et des travailleurs portuaires de Marseille ont appelé ces deux catégories à reprendre le travail, alors que la jonction avec les travailleurs de la SNCM et avec la puissante grève des tramontans de la RTM commencée le 4

octobre, était clairement possible. Finalement, le 13 octobre, tous les dirigeants syndicaux ont repris à leur compte le chantage du gouvernement, ils ont affirmé que « nous ne pouvons rien faire contre la justice et le processus de dépôt de bilan » (J.-P. Israël au meeting du PCF le 22 octobre) ; en fait, ils ont présenté cette issue comme une fatalité juridique (convoquant des avocats pour en convaincre les grévistes !), alors qu'il s'agissait d'une question politique : il n'est pas douteux que, face à une généralisation de la grève à l'appel des directions syndicales après le 4 octobre, le gouvernement aurait pu reculer. Les responsables syndicaux de la SNCM ont poussé l'ignominie jusqu'à faire voter les salariés, à bulletin secret, même pas simplement pour ou contre la poursuite de la grève, mais « pour la poursuite de la grève = dépôt de bilan » ou « reprendre le travail pour assurer la pérennité de l'entreprise » ! Dans ces conditions, ils ont réussi à imposer la reprise du travail alors que la grève était restée jusque-là puissante et déterminée ; ils ont ainsi offert une victoire sans précédent à Villepin, qui constitue un coup sévère pour toute la lutte de classe de ce pays.

La mobilisation du 4 octobre laissée sans suite malgré son succès

La grève des travailleurs de la SNCM a fortement contribué à faire de la « journée d'action » syndicale du 4 octobre un succès. Réciproquement, le succès du 4 octobre a accru leur détermination, car ils espéraient bien qu'elle soit le premier pas d'une généralisation de leur propre lutte. Et c'était tout à fait possible, comme l'ont montré les différentes grèves qui se sont poursuivies courageusement, malgré les directions syndicales nationales, après le 4 octobre. D'ailleurs, dans les jours qui avaient précédé cette « journée d'action », la pression des travailleurs conscients et des militants lutte de classe avait été telle que les dirigeants syndicaux s'étaient tous mis à promettre « des suites », quoique en termes bien vagues. Du côté de la bourgeoisie, la crainte d'une radicalisation des travailleurs était bien réelle. Elle avait été exprimée ouvertement, à la veille du 4 octobre, par une association de directeurs des ressources humaines, « Entreprise et Personnel », qui avait souligné le risque d'une « radicalisation d'autant plus dangereuse qu'elle est d'abord

rampante et discrète ». Citant ce propos dans *Le Monde* du 3 octobre et l'illustrant par le détournement du *Pascal-Paoli*, le journaliste Michel Noblecourt écrivait pour sa part, au sujet de la « journée d'action » : « Cette "journée-souape" rendra visible et canaliserà le mécontentement. (...) Le meilleur scénario pour le gouvernement est que ce soit une journée exutoire. » De même, dans *La Croix* du 4 octobre, l'article consacré à l'événement du jour se terminait par une citation de Jean-Marie Pernot, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires) et spécialiste du syndicalisme, pour qui « l'envers de la faiblesse des syndicats, c'est qu'ils ne contrôlent plus la conflictualité, et il y a toujours des risques de radicalisation ».

Mais, une fois de plus, les dirigeants syndicaux n'ont en réalité pas donné la moindre « suite » à leur « journée d'action », alors qu'ils en ont eux-mêmes reconnu le succès et que Villepin, quant à lui, n'a même pas fait semblant d'en tenir compte, n'envisageant même pas de recevoir les syndicats avant mi-novembre. Puis, après avoir provoqué la défaite des travailleurs de la SNCM en les laissant isolés, les dirigeants syndicaux s'en sont servis pour justifier leur refus d'appeler à une quelconque mobilisation générale. Réunis le 17 octobre, près de deux semaines après le succès du 4, les dirigeants des confédérations se sont contentés de demander au gouvernement et au patronat... de les recevoir rapidement ! La CFDT a justifié son refus de poursuivre l'action commune avec les autres organisations en leur reprochant d'être trop sévères avec le gouvernement, qui est selon elle plutôt... un allié des syndicats ! C'est ainsi que Rémi Jouan, secrétaire confédéral, avait déclaré la veille du 4 octobre : « Il n'est pas question de demander un "Grenelle des salaires". Ce que nous souhaitons, c'est faire pression sur le patronat et que le gouvernement nous y aide en utilisant les leviers dont il dispose, comme les allègements de charges. » (*La Croix*, 3 octobre, p. 10). Mailly, pour FO, a bien été obligé de constater que les travailleurs en ont assez des « journées d'action » dispersées et sans lendemain... mais il en a conclu qu'il ne fallait plus rien faire du tout — en attendant, bien sagement, de prochaines rencontres avec le gouvernement. La CGT, enfin, a justifié son propre attentisme en

arguant auprès de ses militants que la CFDT ne voulait pas poursuivre la mobilisation, sur le refrain bien connu du « c'est pas ma faute, c'est à cause des autres »... C'est ainsi que tous les bureaucrates, chacun à sa manière, se sont évertués à donner raison à Villepin qui avait déclaré le 6 octobre sur France 2 : « *Nous avons des syndicats modernes et nous pouvons élaborer des solutions ensemble.* »¹

Va-t-on laisser le gouvernement mener sa politique jusqu'en 2007 ?

Alors que, en juin, les dirigeants des syndicats et des forces politiques du Non de gauche nous avaient promis une « rentrée chaude » à l'occasion des « 100 jours » de Villepin à Matignon, le gouvernement est en réalité sorti renforcé de ses épreuves du mois d'octobre, qui constituait son baptême du feu social. Par coïncidence, le Conseil d'État a rendu public quelques jours après la défaite de la SNCM son rejet du recours déposé cet été par les syndicats contre le Contrat nouvelles embauches : la

¹ Rappelons que la tactique des « journées d'action » sans lendemain des dirigeants syndicaux ne date évidemment pas d'aujourd'hui. Pour nous en tenir aux seules mobilisations qui ont eu lieu depuis le deuxième mandat de Chirac, rappelons que, lors du puissant mouvement du printemps 2003 pour la défense des retraites et contre la « décentralisation », les dirigeants des syndicats avaient pourtant refusé d'appeler à la grève générale, même dans la Fonction publique très fortement mobilisée ; les « réformes » des retraites et de la décentralisation avaient pu passer malgré une bonne dizaine de « journées d'action » extrêmement puissantes et la « grève reconductible » de centaines de milliers de salariés, notamment de l'Éducation. De même, en avril-mai 2004, les dirigeants des syndicats, officiellement opposés au changement de statut d'EDF-GDF, avaient pourtant refusé d'appeler les salariés de cette entreprise à la grève générale, allant jusqu'à condamner les actions dites « sauvages » de ceux qui refusaient cette capitulation sans combat ; la « réforme » Raffarin-Sarkozy du statut d'EDF-GDF, phase décisive de l'actuel processus de privatisation, avait pu passer malgré plusieurs « journées d'action » couronnées de succès. De même encore, en février-avril 2005, les dirigeants des syndicats enseignants et des organisations lycéennes (FIDL, UNL, JC...), condamnant officiellement la loi Fillon, avaient pourtant refusé de préparer et d'appeler à la grève générale de l'Éducation, même après l'extension largement spontanée des actions de « blocage » des lycées par les élèves les plus combattifs ; la loi Fillon avait pu passer, malgré une demi-douzaine de « journées d'action » puissantes. *Etc.*

politique de Villepin remporte victoires sur victoires, il s'affirme pour le moment comme l'homme de la situation ouverte par la défaite cinglante de Chirac-Raffarin au référendum.

C'est pourquoi le gouvernement n'a aucune raison d'hésiter à poursuivre sa politique, même s'il est manifestement soucieux d'éviter de multiplier les risques d'affrontements majeurs. Le budget de l'État pour 2006 prévoit ainsi la suppression de milliers de postes de fonctionnaires, de nouvelles économies sur les services publics, de nouvelles exonérations de charges sociales (18,2 milliards en 2001, 22 en 2005, 24 en 2006) et plusieurs dispositifs allégeant l'impôt des plus fortunés, à commencer par l'ISF² (au total, selon l'Observatoire français des conjonctures économiques, 70 % des réductions d'impôts prévues par le Budget 2006 profiteront aux 20 % des contribuables les plus riches). De la même façon, le budget de la Sécurité sociale prévoit le déremboursement de 156 nouveaux médicaments, la baisse de 35 à 15 % du taux de remboursement de 62 autres, la poursuite de l'augmentation du forfait hospitalier d'un euro chaque année (il passe donc de 14 à 15 euros), un forfait de 18 euros sur les opérations lourdes de plus de 91 euros (hors radiologie, IRM et biologie), un prélèvement sur les intérêts des plans épargne logement (PEL) et enfin la hausse de 0,2 point de la cotisation vieillesse³.

Mais le dossier principal du gouvernement est la privatisation d'EDF. Avec une prudence qui témoigne de leur crainte d'une riposte majeure, Villepin et Breton ont enrobé l'annonce d'une « ouverture du capital » de multiples promesses et « garanties » : ils ont ainsi limité (pour le moment) cette « ouverture » à 15 % et promis de ne pas descendre en

² Alors que le PS protestait comme une vierge effarouchée contre cette mesure, le ministre du Budget, Jean-François Copé, a perfidement mais fort justement rappelé à l'Assemblée les propositions faites naguère par deux élus PS, Michel Charzat et Éric Besson, pour un « *aménagement de l'ISF* » destiné à « encourager les investisseurs » (*Le Figaro*, 19 octobre 2005).

³ Faisant mine de croire que cela pourrait suffire à appuyer la fable d'une répartition équitable des frais liés à l'augmentation des dépenses de santé, le gouvernement a aussi décidé une légère augmentation de l'impôt sur les profits pharmaceutiques... On comprendra en lisant ci-dessous l'article de Laura Fonteyn que cela ne devrait pas trop gêner les trusts florissants de cette industrie...

dessous des 70 % de capital étatique que prévoit la loi du 9 août 2004 (c'est ce qu'ils appellent « ne pas privatiser EDF ») ; ils ont en outre affirmé que le secteur nucléaire resterait sous le contrôle de l'État, et ils se sont engagés à garantir la péréquation tarifaire et une modération des tarifs pendant cinq ans. La raison de cette prudence est que le dossier de la privatisation d'EDF, entreprise nationale florissante et bastion du syndicalisme, notamment CGT, serait explosif si les dirigeants des syndicats et des forces politiques de gauche voulaient réellement l'empêcher. On se rappelle notamment la grande manifestation des électriciens et gaziers du 3 octobre 2002. On se souvient aussi de leur combat contre la réforme de leur régime de retraite spécifique que le gouvernement Raffarin avait voulu leur faire avaliser par référendum en janvier 2003 avec la complicité de la CGT — le « Non » largement majoritaire à cette contre-réforme, résultat d'une grande mobilisation militante, ayant été le prodrome du mouvement du printemps contre la réforme Fillon.

Malheureusement, on se souvient aussi de la défaite de la mobilisation contre le changement de statut d'EDF en 2004, qui a été un coup majeur. Cependant, il ne suffirait sans doute pas à lui seul pour empêcher une riposte aujourd'hui, si les directions voulaient vraiment la mener et affichaient clairement l'objectif de préserver EDF comme entreprise publique nationale *par tous les moyens*. Mais la direction de la fédération CGT se contente de faire signer... une pétition dérisoire, adressée au Premier ministre⁴ ; et elle s'est bien gardée, tout comme sa petite complice de FO, de préparer sérieusement la nouvelle « journée d'action » qu'elle avait elle-même convoquée pour le 8 novembre, et qui a dès lors été un fiasco total, avec 7 %

⁴ Rappelons que, en son temps, Denis Cohen, membre du Comité national du PCF, et qui était alors secrétaire général de la fédération CGT des mines et de l'énergie, n'avait pas hésité à dire que l'idée d'une ouverture du capital n'était pas un tabou et qu'il fallait en « examiner » les conséquences. Cette interview, donnée au journal *Le Monde* du 10 février 2002, se trouvait sur la même page que la déclaration du PDG de l'époque, Roussely, proche du PS, qui annonçait officiellement ce projet. Au congrès de l'automne 2004, Denis Cohen, trop ouvertement collaborateur, a été remplacé à la tête de la fédération par son bras droit de l'époque, Frédéric Imbrecht, plus « à gauche » en paroles, mais non en faits.

de grévistes et moins de 500 manifestants à Paris.

Les organisations d'extrême gauche (LCR, LO et PT) une nouvelle fois flancs-gardes des gros appareils

Face au comportement de capitulation et de trahison des bureaucrates syndicaux et du PCF, on serait en droit d'attendre d'organisations qui se réclament de la révolution qu'elles proposent avec force une véritable politique alternative. Malheureusement, si l'on se tourne vers les trois principales organisations d'extrême gauche (LCR, LO et PT), on est navré de constater à quel point elles couvrent la politique des bureaucrates, à laquelle elles n'ont généralement rien à opposer d'autre qu'une poignée de critiques superficielles.

Le double langage de la LCR

Interviewé dans la manifestation parisienne du 4 octobre, Olivier Besancenot a déclaré : « *C'est un succès. Cette journée a été ouverte par le bal de la mobilisation à Marseille. On espère que la gauche annoncera autant de journées de mobilisation que de candidats pour 2007.* » Autrement dit, le porte-parole de la LCR n'a rien d'autre à proposer aux travailleurs qu'une série de journées d'action sans perspective, au lieu de mettre en avant l'objectif de la grève générale comme seul moyen de vaincre le gouvernement. De fait, au lendemain du 4 octobre, la seule « perspective » proposée par la LCR était résumée par sa sempiternelle formule insipide : « *le 5, on continue* ». L'éditorial de *Rouge* du 6 octobre, écrit par Yvan Lemaitre (qui représente pourtant un courant de gauche à l'intérieur de la Ligue), prenait au mot les déclarations des dirigeants syndicaux qui faisaient mine d'envisager des « suites », au lieu de dénoncer leur refus de mettre en avant une véritable perspective de lutte et de véritables propositions pour poursuivre la mobilisation vers la grève générale. Puis, après la défaite de la SNCM le 13 octobre, la LCR a mis elle-même en avant une nouvelle « journée d'action », d'ailleurs fort lointaine, celle du samedi 19 novembre « pour la défense des services publics », conçue par ses organisateurs comme une kermesse citoyenne, évitant soigneusement la question de la grève.

Il a fallu attendre le *Rouge* du 27 octobre, pour qu'un article de bas de page, dû également à Yvan Lemaitre,

mais ne représentant manifestement par la ligne majoritaire de la LCR, dénonce enfin clairement les directions syndicales et leur « *politique délibérée* » consistant à « *étouffer la mobilisation, isoler les secteurs les plus combattifs, organiser la défaite* ». Mieux vaut tard que jamais, mais un tel article (partiellement repris sous une forme atténuée dans un tract national du 31 octobre) ne saurait faire oublier le refus de dénoncer et de combattre les directions syndicales qui a été celui de la LCR avant, pendant et après le 4 octobre, c'est-à-dire au moment où les militants ouvriers et les travailleurs combattifs, pleinement investis dans la construction de la mobilisation et enthousiasmés par la grève de la SNCM, avaient plus que jamais besoin d'un discours et d'une orientation clairs pour combattre frontalement les bureaucrates syndicaux. D'autre part, la dénonciation tardive des directions du mouvement ouvrier n'a nullement eu pour effet de modifier la ligne générale de la LCR consistant à couvrir la tactique des « journées d'action » appelées par ces mêmes directions. Par exemple, l'article « premier plan » de *Rouge* du 3 novembre, dû à Dominique Mezzi, se termine par : « *Oui, il faut que toute la gauche, tous les syndicats, tout le mouvement du 29 mai, soient dans la rue le 8 novembre, puis le 19 novembre, pour tous les services publics !* » Là encore, le lecteur ne trouve ni dénonciation des bureaucrates, ni perspective de grève générale. D'ailleurs, dans la manifestation en question du 8 novembre, on n'a pas vu le moindre drapeau de la LCR parmi les manifestants, pourtant fort peu nombreux : cette organisation n'a donc même pas la volonté de faire ce qu'elle dit !

Mais c'est sans doute sur la question centrale de la grande grève des travailleurs de la SNCM que la LCR a le mieux montré la duplicité qui est la sienne, couvrant l'opération bureaucratique qui a abouti à la casse de la grève. D'un côté, elle a certes dénoncé la privatisation, se prononçant plusieurs fois pour une SNCM « 100 % publique » ; mais, d'un autre côté, on lit dans son communiqué officiel du 6 octobre — donc en plein cœur du conflit — : « *La lutte continue et ils (les grévistes de la SNCM et leurs syndicats — NDR) maintiennent leur juste revendication : que la SNCM reste une compagnie publique, que l'État reste majoritaire.* » La LCR a ainsi repris à

son compte la capitulation des bureaucrates syndicaux qui acceptaient la privatisation partielle au lieu de défendre bec et ongles l'entreprise publique nationalisée. Cette duplicité se retrouve de manière flagrante dans le numéro de *Rouge* du 20 octobre, le premier après la défaite de la SNCM : d'un côté, l'éditorial d'Yvan Lemaitre dit à juste titre que « *les directions syndicales ont voulu faire croire qu'il y avait quelque chose à négocier au lieu de maintenir l'exigence des travailleurs : non à la privatisation !* » ; mais, d'un autre côté, à la page suivante, l'article de Samuel Johsua, qui fait le bilan de la grève (et auquel renvoie expressément l'éditorial d'Yvan Lemaitre...), réaffirme que la « *revendication centrale de la grève* » aurait été « *51 % à l'État* » — c'est-à-dire qu'il confirme l'amalgame de la LCR (ou d'une partie de sa direction) entre la revendication des grévistes et celle des bureaucrates syndicaux qui ont brisé la grève ! Quant aux travailleurs et aux militants de la Ligue eux-mêmes qui comptent sur leur direction pour les orienter clairement dans la lutte de classe, ils peuvent toujours se débrouiller avec cet écheveau de positions contradictoires ! En tout cas, ce confusionnisme entretenu par les sommets de la LCR revient globalement à une évidente couverture sur la gauche des appareils.

L'attentisme capitulaire de LO

La politique de couverture des appareils pratiquée par LO n'a pas été essentiellement différente de celle de la LCR. D'un côté, on a pu lire exceptionnellement dans l'éditorial de *Lutte ouvrière* du 30 septembre qu'« *il n'y a pas d'autre issue pour les travailleurs que de contraindre les centrales syndicales à organiser des luttes et à les fusionner dans une lutte unique susceptible de frapper le grand patronat là où il est sensible, dans ses profits* ». Ce passage a le tort de ne pas cibler sur le gouvernement et de ne pas indiquer clairement l'objectif de la grève générale ; mais il a au moins le mérite d'en appeler au combat pour l'unification des luttes et à faire pression sur les directions. Cependant, cette ligne à moitié correcte n'a été ni systématique, ni adressée aux masses.

C'est ainsi qu'Arlette Laguiller, porte-parole de *Lutte ouvrière*, interviewée par les grands médias dans la manifestation du 4 octobre, n'a pas plus contesté que Besancenot la tactique des « journées d'action » mise

en œuvre par les bureaucrates syndicaux, mais l'a au contraire défendue à sa manière, sur la « gauche », en déclarant : « *Aujourd'hui dans la rue, demain préparons la suite. Il faut qu'il y ait rapidement une autre journée d'action pour que ceux qui hésitent dans le privé sentent que les organisations syndicales sont décidées à aller jusqu'au bout.* » Il ne s'agit pas de propos isolés, puisque, dans une interview au *Figaro* du 6 octobre, A. Laguiller répète que, « *maintenant, il faut d'autres journées, mais à une brève échéance, pour obliger le gouvernement non seulement à négocier mais aussi à céder.* ». Autrement dit, LO refuse de combattre réellement les directions syndicales et leur tactique démobilisatrice, surtout quand elle s'adresse aux médias.

D'autre part, LO n'est pas complètement contre l'objectif de « négociation » avec ce gouvernement, même si elle conçoit cette « négociation » dans le cadre d'un rapport de forces où celui-ci reculerait. Dans l'éditorial de *Lutte ouvrière* du 28 octobre (bulletin d'entreprises du 24), A. Laguiller va jusqu'à écrire à ce sujet que, « *quel que soit le gouvernement, il faut le contraindre à changer de politique.* ». Autrement dit, LO confond les défaites que les travailleurs peuvent infliger à un gouvernement bourgeois par la lutte de classe avec la position purement réformiste, typique des directions syndicales, selon laquelle on pourrait faire pression sur un gouvernement bourgeois jusqu'à ce qu'il « change de politique » ! En ce cas, on ne voit vraiment pas pourquoi les travailleurs devraient se battre dans l'objectif de constituer leur *propre* gouvernement, pour faire *eux-mêmes* une politique conforme à leurs intérêts ! De fait, LO ne parle jamais de cet objectif dans sa presse et ses bulletins d'entreprise, se contentant d'évoquer vaguement le « communisme » lors de ses meetings, les jours de fête...

Certes, il arrive que LO dénonce les directions syndicales, comme dans *Lutte ouvrière* du 21 octobre, p. 3 ; mais c'est pour conclure simplement que, « *si les syndicalistes [sic !] n'en veulent pas (de la lutte d'ensemble, NDR), les travailleurs devront l'imposer* » ; certes, mais comment, avec quel objectif, par quels moyens, en suivant quelle initiative politique précise ? Cela, LO ne le dit jamais, elle ne propose rien ! En revanche, dès que survient une lutte concrète, qui exige d'en découdre avec les

bureaucrates syndicaux briseurs de grève, LO renonce à tout véritable combat contre les bureaucrates. La grève majeure de la SNCM, test décisif pour apprécier la politique des différentes organisations, en fournit la preuve.

Dans la même interview au *Figaro* du 6 octobre, Arlette Laguiller déclare : « *À la SNCM, les travailleurs ont obtenu un premier recul du gouvernement qui accepte désormais de rester à hauteur de 25 % du capital. Mais ce n'est pas suffisant car le projet de privatisation reste et, surtout, les menaces de licenciement.* ». Autrement dit, premièrement LO a repris à son compte le mythe d'un « recul » du gouvernement, alors qu'il s'agissait d'une manœuvre grossière et éculée de Villepin pour aider les bureaucrates syndicaux à faire croire que des « négociations » étaient possibles, qu'un terrain d'entente pouvait être trouvé au moyen de concessions réciproques. Et, deuxièmement, LO a relativisé la question de la privatisation, jugée moins importante que celle des licenciements, ce qui revenait en réalité à capituler sur l'exigence du maintien de la SNCM comme entreprise nationale publique. De fait, dans le numéro de *Lutte ouvrière* en date du 30 septembre, la page consacrée à la SNCM, signée par un « correspondant » comme s'il ne s'agissait que d'un conflit local, affirme elle aussi que le gouvernement « *a déjà reculé* » et se contente de mentionner que les syndicats, « *pour la plupart, s'étaient dits prêts à accepter une entrée de capitaux privés même assortie de suppressions d'emplois sans licenciements secs, mais non la privatisation complète.* ». Mais le rédacteur ne fait aucun commentaire, comme s'il trouvait normal d'accepter la privatisation partielle ! Et l'article se conclut sans la moindre proposition, sans la moindre perspective : « *Les marins, les ouvriers et les employés de la SNCM sont résolus à se défendre. Et ils ont la sympathie des autres travailleurs de la ville.* »

Enfin, dans le numéro de *Lutte ouvrière* du 21 octobre, le premier après la défaite de la SNCM, l'éditorial, diffusé par ailleurs sous la forme d'un bulletin d'entreprises à des centaines de milliers d'exemplaires, nous parle de... « *la pauvreté dans le monde* » et de la nécessité de « *mettre fin au capitalisme* » ! Certes, mais trois jours après la défaite politique majeure des travailleurs de la SNCM,

les lecteurs de LO, comme tous les travailleurs conscients du pays, attendaient sans doute *avant tout* des explications politiques claires pour comprendre la défaite d'une grève pourtant si puissante et déterminée. Certes, l'article qui se trouve sous l'éditorial dénonce à juste titre le refus des organisations syndicales de donner une suite au 4 octobre, leur demande de « négociations » et leur refus d'« étendre le mouvement, ne serait-ce qu'à tous les secteurs menacés de privatisation » ; mais ce même article parle une nouvelle fois des prétendus « reculs du gouvernement devant la grève déterminée et combative de la SNCM », au lieu de caractériser la défaite-trahison comme ce qu'elle est ; puis il affirme que cette grève, « *grâce à son caractère décidé, a pu gagner l'opinion ouvrière de deux régions* », confirmant que, pour LO, l'affaire de la SNCM n'était que locale — alors que le Premier ministre et le secrétaire général de la CGT s'y sont personnellement investis !

De fait, c'est seulement dans la rubrique « *Dans les entreprises* » que l'article de bilan sur la SNCM se situe : LO en fait bien une question « marseillaise ». Sous un titre insipide (« *Une bataille se termine* »), le rédacteur (là encore un « correspondant ») nous fait le récit des faits, presque sans dénonciation des responsables syndicaux : il insiste même pour dire que la CGT s'est d'abord battue pour renforcer les grévistes, au lieu de mettre en évidence sa tactique perverse de trahison. Même sur la question du chantage au dépôt de bilan, le rédacteur se contente de s'interroger : « *Un coup de bluff du gouvernement ? (...) Peut-être y était-il réellement décidé.* » Certes, « peut-être », mais tout le problème, c'est que les directions syndicales, elles, étaient bien « réellement décidées » à ne pas en découdre avec ce gouvernement : c'est cela qu'il fallait avant tout dénoncer, au lieu de suggérer que, finalement, ce n'était « peut-être » pas si déraisonnable d'arrêter la grève ! En fait, la seule conclusion de cet article, c'est qu'« *on peut être fiers de notre grève qui a fait reculer le gouvernement* » ! Bref, il n'y aurait pas vraiment de défaite, il faudrait considérer en somme que la grève n'a été qu'un « baroud d'honneur », comme s'il était évident qu'elle ne pouvait pas vaincre.

Certes, l'article dit, mais en passant, qu'« *il aurait fallu rallier les travailleurs d'autres entreprises* »

Cependant, non seulement LO ne l'avait guère écrit dans les articles consacrés à la SNCM les semaines précédentes, mais encore, l'article de la page d'à côté, consacré à la grève à la RTM, elle aussi très puissante, n'appelle absolument pas à l'extension de la grève (pas plus que celui paru dans le numéro suivant), mais préfère se terminer en annonçant... une « grande paella vendredi 14 octobre » et un « pique-nique sur le Vieux-Port » le 20...¹

Enfin, en ce qui concerne la privatisation d'EDF, l'éditorial de *Lutte ouvrière* du 28 octobre (bulletin d'entreprises du 24) n'a pas la moindre proposition pour essayer de l'empêcher : A. Laguiller se contente de la dénoncer, tandis qu'un article à l'intérieur du journal, revenant correctement sur la politique de capitulation et de trahison des dirigeants syndicaux d'EDF, en conclut à mots à peine couverts... qu'il n'y a plus rien à faire : « Il y a trois ans, les travailleurs d'EDF étaient dans la rue. Les dirigeants syndicaux ont tout fait pour les décourager. Il ne faut donc pas s'étonner qu'ils mobilisent difficilement aujourd'hui... » Au demeurant, lors du meeting unitaire du 8 novembre, convoqué par la CGT-EDF, le PCF, les Verts, la LCR, etc., A. Laguiller, qui a décidé au dernier moment d'y participer, s'est bien gardée de dénoncer publiquement cette politique des dirigeants syndicaux, se contentant comme les autres intervenants d'un appel sans contenu au « tous ensemble ». Cette attitude est typique de LO : officiellement, et parfois dans le journal, on dénonce les dirigeants traîtres des syndicats et du PCF ; mais en cas de lutte, au moment où se pose concrètement la question de les combattre pratiquement, d'aider les travailleurs à surmonter l'obstacle des appareils, on plonge dans un silence complice. C'est la définition même de l'opportunisme politique.

¹ Notons que, dans sa tribune qui dresse elle aussi le bilan de la grève de la SNCM dans le même numéro de *Lutte ouvrière* en date du 21 octobre, la Fraction de LO est beaucoup plus correcte que la direction : elle souligne le caractère national de cette grève et dénonce avec clarté et virulence la politique des bureaucrates syndicaux, à laquelle elle oppose à juste titre une réelle démocratie dans la grève. Cependant, l'article se conclut en versant dans un certain gauchisme anti-syndical, au lieu d'appeler les syndiqués à s'organiser pour en découdre avec les bureaucrates traîtres et pour se réapproprier leurs syndicats.

Le PT, sectaire et réformiste

Quant au Parti des travailleurs, il n'a ni appelé les travailleurs à participer à la mobilisation du 4 octobre, ni dénoncé dans son journal *Informations ouvrières (IO)* ou dans ses tracts la tactique des directions syndicales, ni proposé quoi que ce soit pour aider les travailleurs à surmonter l'obstacle des appareils. Après le 4, *IO*, daté du 6, s'est contenté de reproduire quelques extraits d'une dépêche de l'AFP qui citait elle-même de simples témoignages de manifestants ; la rédaction annonçait : « nous reviendrons la semaine prochaine sur cette journée » ; mais, en réalité, dans les numéros suivants, on a cherché en vain *quelque article que ce soit* sur cette « journée d'action » : seul l'éditorial l'évoque, en indiquant à juste titre que « les travailleurs sont prêts ». Mais, au lieu de dénoncer le refus des directions syndicales de donner une suite et d'appeler à la généralisation de la grève, Daniel Gluckstein conteste la position de Thibault sur la question de la SNCM, en épargnant les autres directions syndicales ; puis il cite, en la prenant au mot, la « demande » de J.-P. Israël, adressée à la confédération CGT, d'une « généralisation de la grève »... sans rappeler que le même Israël avait en même temps accepté le principe d'une privatisation partielle.

D'ailleurs, même en s'appuyant sur le propos cité d'Israël, le devoir d'un parti ouvrier indépendant n'était-il pas avant tout de proposer des moyens concrets pour aider les travailleurs à imposer la grève générale aux directions syndicales traîtres, en dénonçant clairement celles-ci comme traîtres ? Or, le PT n'a rien fait pour combattre les bureaucrates, pour aider à la mobilisation des travailleurs qui voulaient une suite au 4 octobre, pour la réalisation concrète d'un véritable front unique. Et, après la défaite de la SNCM, il n'a pas dressé le moindre bilan pour l'expliquer à ses lecteurs, il n'a même pas publié le moindre article, participant ainsi à distiller un sentiment d'impuissance chez les travailleurs confrontés à une défaite qu'aucune organisation de taille nationale ne leur a expliquée correctement.

En fait, pendant tout le mois d'octobre, la principale préoccupation du PT a été comme d'habitude non pas d'aider à la mobilisation des travailleurs et à la réalisation du front unique des organisations, mais

d'assurer le succès... de sa propre initiative auto-isolée, à savoir sa « Convention nationale pour la reconquête de la démocratie », pour la défense de la « République » et de la « nation ». D'ailleurs, même dans ce cadre auto-isolé, ce n'est pas tant le gouvernement Chirac-Villepin que l'Union européenne, présentée comme cause de tous les maux, que le PT appelle à combattre ! Même la privatisation de la SNCM n'a pas été combattue avant tout comme une décision du gouvernement français, mais comme une « décision de Bruxelles »... ce qui conduisait de fait à déplacer le problème en refusant de centrer le combat sur Chirac-Villepin.

À la politique de Bruxelles et ses conséquences, le PT et ses alliés opposent une « démocratie sociale » qui aurait existé... avant Maastricht ! En reprenant à son compte cette notion de « démocratie sociale », le PT vient de franchir encore un pas dans cette fuite en avant petite-bourgeoise qui, à partir d'une défense para-syndicale des acquis sociaux, le conduit toujours plus loin dans l'idéalisation du « bon » capitalisme des années 1950-70, de la « bonne » République bourgeoise et même de la « bonne » « nation souveraine » d'autrefois. Tout militant révolutionnaire reconnaît à l'enfoncement de plus en plus explicite de la direction du PT dans le cadre de pensée et d'action qui est celui du vieux réformisme traditionnel, collaborateur et chauvin, celui du prétendu « État social » en Allemagne... et des bureaucrates de FO en France...

Les militants et travailleurs d'avant-garde doivent se coordonner et agir ensemble contre la collaboration de classe

Face à l'actuelle disponibilité manifeste des travailleurs au combat, à la nouvelle série de défaites et de trahisons qui frappent leur lutte de classe et à la politique de flancs-gardes des appareils bureaucratiques pratiquée par les dirigeants des principales organisations d'extrême gauche, les militants révolutionnaires, les militants ouvriers combattifs et les travailleurs conscients qui veulent en découdre avec le gouvernement — c'est-à-dire *l'avant-garde du prolétariat* — doivent se rassembler pour discuter et agir ensemble au-delà de leurs différences idéologiques et organisationnelles. Ils doivent se réunir en constatant que *la principale*

condition d'une riposte d'ensemble réside dans la rupture avec la collaboration de classe pratiquée par les appareils bureaucratiques des syndicats, du PCF, etc. : rupture des prétendues « négociations » avec le gouvernement, rupture avec la tactique des « journées d'action » dispersées et sans lendemain.

Cette lutte politique intransigeante contre les collaborateurs de tout poil qui dirigent le mouvement ouvrier officiel est possible, nécessaire et urgente. Elle dépend avant tout de la conscience et de la détermination politiques dont doivent faire preuve les militants d'avant-garde et les travailleurs combattifs. Elle doit avoir pour objectif de préparer et d'imposer

la seule riposte capable de stopper le gouvernement : la grève générale. Celle-ci ne se décrète pas, mais il est clair que, sans cet objectif politique ouvertement affiché, les travailleurs ne pourront l'imposer, ils ne pourront surmonter l'obstacle des appareils et ne subiront que des défaites. C'est donc sur cet axe qu'il faut intervenir, d'une part en soumettant à la discussion et au vote des résolutions en ce sens dans les structures syndicales, dans les cellules des organisations politiques et dans tous les collectifs pour le Non que les bureaucrates n'ont pas réussi à liquider ; d'autre part, en convoquant des réunions de travailleurs pour débattre de cette orientation partout où

c'est possible et pour constituer des comités politiques pour la préparation de la grève générale.

C'est dans ce cadre que le Groupe CRI propose aux militants syndicaux partisans de la véritable lutte de classe, aux organisations, groupes et courants adversaires de toute collaboration de classe, de se rassembler tout particulièrement pour constituer une *tendance intersyndicale lutte de classe et anti-bureaucratique* ; un projet d'appel en ce sens est en cours d'élaboration et sera prochainement soumis à la discussion. Pour y participer, contactez-nous !

Nina Pradier

LE PCF ET LA « GAUCHE RENOUVELÉE » : POUR QUOI FAIRE ?

Dans son discours, le Parti communiste français, contrairement au Parti socialiste, semble avoir tiré les leçons du gouvernement de « gauche plurielle ». Il s'agit en effet de limiter l'effondrement de son influence, causé par sa ligne d'accompagnement et de couverture d'une politique de casse sociale. Ainsi Marie-George Buffet n'hésite-t-elle pas à dire qu'il faudra abroger les « mesures libérales de la droite, mais aussi celles prises sous emprises libérales par la gauche ».

Un autre indice de ce infléchissement apparent vers la gauche est que le PCF a su s'émanciper du PS lors de la campagne référendaire et se poser en rassembleur du « Non de gauche », dans une démarche d'ouverture incluant même les ennemis d'hier, les « trotskystes » de la LCR.

Alors que le PCF annonce en ce moment de nouvelles propositions, peut-il être un point d'appui pour une véritable politique anticapitaliste, au service des travailleurs ?

Un programme réformiste typique

Lors du meeting « La parole à celles et ceux qui luttent », organisé à Paris le 22 octobre dernier, Marie-George Buffet a tracé les grandes lignes d'un futur programme en 12 propositions¹, souvent floues et imprécises, mais qui permettent tout de même de tirer certains enseignements. Marie-George Buffet se fait fort d'annoncer que ces propositions « sont anticapitalistes

parce qu'elles mettent à mal concrètement les logiques de ce système qui broie les vies et fait marcher le monde sur la tête ». Pourtant, en entrant dans le détail des propositions, on constate que le PCF en reste en réalité à une politique réformiste d'accompagnement du capitalisme, dans l'espoir (vain) de le rendre plus humain.

Prenons l'exemple de la première proposition : « Redonner des moyens financiers à l'État via une réforme fiscale, changer de politique monétaire et faciliter le crédit par un pôle bancaire public. » Il devrait s'agir par là de favoriser le bon capitalisme productif, le bon patron, aux dépens des « produits financiers et (des) mouvements de capitaux ». Le levier de cette politique serait l'impôt sur les sociétés, dont il conviendrait de faire un « impôt intelligent, modulable en fonction de la politique de l'entreprise ». Le seul aspect par lequel une telle mesure s'oppose « aux logiques de ce système », c'est son anachronisme, exprimant la volonté d'un retour utopique à un capitalisme pacifié, au lieu de remettre en cause la propriété privée des moyens de production.

Ce renoncement à proposer une véritable perspective de rupture anticapitaliste se retrouve tout au long des propositions du PCF. Un autre exemple marquant en est « l'objectif d'éradiquer le chômage » et de mettre en place une « sécurité d'emploi et de formation » qui permette à chacun « d'avoir les moyens de changer d'emploi, sans se retrouver démuné ». Mais l'existence d'une armée industrielle de réserve et la soumission

de la force de travail au bon vouloir des capitalistes sont inévitables dans le cadre du système capitaliste ! Sans une politique de rupture révolutionnaire avec celui-ci, ces maux ne pourront en aucun cas être éradiqués, et moins encore aujourd'hui qu'hier, avec l'accélération de la mondialisation capitaliste.

Si le capitalisme en tant que tel n'est pas remis en cause par le PCF, il est logique que les institutions qui permettent sa bonne marche ne le soient pas non plus. Ainsi, à la dictature de la bourgeoisie organisée, en France, dans et par les institutions de la Ve République, le PCF n'oppose-t-il pas, on le sait, la dictature du prolétariat, mais une VIe République qui ne serait qu'un réaménagement de l'État bourgeois : moins présidentielle et plus parlementaire que la Ve, avec des élections à la proportionnelle et le droit de vote aux étrangers. Même les institutions qui sont le symbole de ce que le PCF et ses alliés appellent le « libéralisme » ne devraient pas être détruites, mais réformées : « Il faut réorienter fondamentalement la politique de la Banque Centrale Européenne » et « que l'OMC organise la coopération plutôt que la concurrence ».

Cette ligne de renoncement à un anticapitalisme véritable se retrouve dans les références utilisées dans ce discours de Marie-George Buffet. À deux reprises, elle évoque avec fierté les grandes heures des trahisons des luttes ouvrières par le PCF et ses appareils syndicaux. Elle propose ainsi l'organisation par un futur gouvernement de gauche d'un « Grenelle des salaires », en référence

¹ Cf. www.pcf.fr/actu.php?iddoc=5159&idgd=0&id_actu=61

aux accords de Grenelle de 1968 qui ont vu les syndicats voler au secours du gouvernement menacé d'être emporté par la grève générale, sous prétexte d'avantages minimes comparés à la puissance de la mobilisation. Marie-George Buffet évoque aussi « *ce que nous avons fait en 1945* » avec la création de la Sécurité Sociale. C'est évidemment une conquête essentielle de la classe ouvrière, arrachée dans la situation révolutionnaire de l'après-guerre ; mais le rôle du PCF dans cette période a été d'œuvrer, via sa participation au gouvernement d'union nationale derrière De Gaulle, à empêcher la révolution, conformément aux vœux de Staline ; le prix à payer par la bourgeoisie a été de faire des concessions majeures au prolétariat, mais en assurant l'essentiel : la survie du capitalisme et de son État bourgeois.

Même les références à ce qui fait l'identité d'un parti ouvrier, à savoir la défense des intérêts spécifiques de la classe ouvrière, disparaissent une fois le voile des formules d'accroche (« *La parole à celles et ceux qui luttent* ») écarté. Ainsi, dans sa deuxième proposition, le PCF affirme-t-il prendre à bras le corps le drame des licenciements, en donnant le droit aux salariés de « *contester le bien-fondé des plans de licenciements* ». Soit, mais le PCF semble craindre que les salariés n'aillent trop loin dans la défense de leurs intérêts contre ceux du patronat : il n'évoque pas les grèves et occupations, spontanément utilisées par les travailleurs pour se défendre, mais il préfère demander que soient facilités les recours juridiques, avec droit de saisine du juge, et autres moratoires. Il n'est pas question pour les salariés d'imposer leurs revendications par la *lutte de classe*, mais que des « *propositions alternatives [...] soient examinées par des commissions publiques comprenant la direction de l'entreprise, des représentants du personnel, des élus des différentes collectivités concernées, et tous les acteurs économiques y compris les représentants des consommateurs* », sans oublier « d'interpeller » les grands groupes donneurs d'ordre... Le PCF semble avoir oublié que l'émancipation des travailleurs viendra des travailleurs eux-mêmes et préfère s'en remettre, « *en somme, [à] une commission de garantie de l'intérêt général* » !

Le PCF rassemble aujourd'hui autour de soi... pour mieux se rassembler avec le PS d'ici 2007

Dans l'esprit de la campagne référendaire, la ligne du PCF continue à être de regrouper autour de soi, à donner une image ouverte, officiellement pour permettre à tous de discuter des orientations à mettre en avant. C'est ainsi que les 12 propositions du PCF sont présentées comme une base de discussion pour l'élaboration du programme d'une gauche antilibérale pour 2007. Ainsi, face aux coups portés par le gouvernement *actuel*, les travailleurs devraient attendre 2007. Certes, Marie-George Buffet martèle : « *Faisons- le sans attendre 2007 !* » ; mais il s'agit seulement de ne pas attendre 2007 pour se rassembler et discuter des alternatives qui permettront à la « gauche » de gouverner... en 2007 !¹

Pour mener ces discussions, le PCF propose aux forces « de gauche » (y compris donc le PS des partisans du Oui) de participer aux 1000 forums qui devraient se tenir dans les semaines à venir dans toute la France. Cette volonté de faire participer la base, via des structures locales, rappelle immanquablement les Collectifs pour le Non de gauche, présentés comme une grande réussite ayant permis l'ancrage de la campagne référendaire et son succès. Le PCF note d'ailleurs que ces Collectifs existent toujours et qu'ils peuvent aussi se saisir des propositions du PCF. Mais en réalité, il a décidé dès le mois de juin de les liquider pour empêcher qu'ils deviennent, après la victoire du Non au référendum, des outils de combat contre la politique gouvernementale ici et maintenant (cf. à ce sujet le précédent numéro du CRI des travailleurs). L'outil essentiel proposé par le PCF est désormais la multiplication de ses « forums citoyens », dans l'objectif explicite de

¹ De fait, le dernier Conseil National du PCF, qui avait en charge la préparation du congrès de mars prochain, a semblé se désintéresser du contenu du programme pour se préoccuper surtout de *qui* l'incarnerait lors de la prochaine élection présidentielle : de nombreux membres se sont ainsi prononcés pour que ce soit un communiste qui porte ce programme, redoutant quelque tractation secrète en vue de présenter un candidat commun de la gauche de la gauche.... (Cf. le compte-rendu de ce CN paru dans le supplément *CommunisteS* de l'*Humanité* du 19 octobre.)

construire un programme de gouvernement antilibéral pour 2007.

Le PCF annonce tout particulièrement un grand forum national le 26 novembre, point d'étape crucial de sa stratégie, où toutes les forces de gauche sont invitées. Il ne peut échapper à personne que ce grand forum national aura lieu quelques jours après le congrès du PS, qui reste l'horizon indépassable d'un PCF soucieux de revenir au pouvoir aux basques du principal parti de la « gauche ». Il n'est donc pas indifférent pour le PCF de prévoir une adaptation de sa stratégie aux résultats du congrès du PS. En tout cas, la direction de celle-ci ne devrait guère s'offusquer du programme proposé par le PCF, qui est une parfaite couverture de gauche pour un futur gouvernement PS-PCF, comme nous l'avons vu. En revanche, la pilule sera probablement difficile à avaler pour les militants du PCF lorsqu'ils comprendront que, en fait de projet pour une gauche antilibérale majoritaire, le programme du PCF ne constitue qu'une liste de vœux pieux pour gouverner avec les tenants du Oui au PS qu'il leur a fallu combattre pendant toute la campagne référendaire...

En bref, pour les victimes de la politique gouvernementale, il est à craindre que, après avoir attendu jusqu'à 2007, elles aient à attendre encore longtemps si elles s'en remettent à la « gauche renouvelée » que propose le PCF ! Il est clair en effet que l'agrégation que le PCF constitue autour de lui, et dans laquelle s'engouffrent ceux qui sont aveuglés par « l'unité des luttes », ne sert pour lui que de passeport pour ses tractations avec le PS.

L'intervention pratique du PCF dans la lutte de classe : renoncements et trahisons

C'est probablement dans les prises de positions et les interventions pratiques du PCF dans la lutte de classe que s'expriment le mieux ses renoncements à être un véritable point d'appui pour « *ceux qui luttent* », et souvent ses trahisons pures et simples.

Refus de préparer la grève générale

Plus de 4 mois après la victoire du Non au référendum, certains auraient pu penser que la « journée d'action » du 4 octobre constituerait un point de départ pour enfin entamer une lutte politique décisive contre le gouvernement illégitime. Les

directions syndicales ont su prévenir de tels débordements (voir ci-dessus l'article de Nina Pradier). Mais le PCF lui aussi, par la voix de son organe de presse, avant même la journée du 4 octobre, avait dissuadé ses adhérents et ses sympathisants de toute velléité d'amplifier la lutte. C'est ainsi que, lorsque *L'Humanité hebdo* des 17 et 18 septembre pose la question « *Que faire pour gagner ?* », certains des travailleurs que le journal interroge trouvent une réponse qui bouscule le train-train prévu jusqu'en 2007. Une bibliothécaire déclare ainsi que « *le seul choix qui nous reste, c'est de durcir le combat. S'il y a une grève générale, je la ferai.* » Heureusement, une question habile du journaliste la fait réfléchir : ce n'est sans doute pas à l'ordre du jour aujourd'hui, « *et puis, il faut préserver l'unité syndicale* »... Bref, la direction de la CGT et celle du PCF ne sont pas responsables de ne pas préparer la grève générale : le manque de combativité des salariés et la couardise des autres directions syndicales la rendent par avance impossible ! De fait, après le 4 octobre, le PCF n'a même pas défendu l'objectif d'une suite, il a parlé à l'unisson avec les directions syndicales qui renonçaient au combat en « attendant » que Villepin veuille bien les « entendre » et « négocier » avec elles.

Le PCF participe à la trahison des travailleurs de la SNCM

La lutte des travailleurs de la SNCM, commencée avant le 4 octobre et poursuivie après, a constitué un enjeu important dans la lutte des classes et pour le gouvernement. Évidemment, celui-ci a utilisé toutes les armes à sa disposition, et celle qui s'est révélée décisive a été la menace d'un dépôt de bilan. Or le PCF a fait évoluer sa ligne sur cette question au fur et à mesure que les dirigeants syndicaux trahissaient le mouvement. Ainsi, dans *L'Humanité* du 10 octobre, il est noté avec raison que le dépôt de bilan est « *juridiquement possible, mais politiquement risqué* » pour le gouvernement. Mais, alors que, le 13 octobre, les dirigeants de la CGT ont mis tout leur poids pour la reprise du travail en reprenant explicitement la menace gouvernementale du dépôt de bilan, *L'Humanité hebdo* titre le 15 octobre : « *Les marins, pas coupables mais salariés responsables.* »

L'argument du journal est qu'il n'y avait pas d'autre décision à prendre « *face à l'imminence du dépôt de bilan* », à partir du moment où les dirigeants CGT avaient obtenu « *la confirmation, via le tribunal de commerce, de l'inéluctable dénouement* ». Bref, le PCF reprend à son compte l'habillage juridique du chantage politique du gouvernement pour mieux cacher que le gouvernement n'aurait pas eu la force politique de déposer le bilan de la SNCM si les directions syndicales et le PCF lui-même avaient appelé à la généralisation de grève.

Le PCF peut bien promettre, après la bataille, comme il l'a fait en donnant la parole à J.-P. Israël au meeting du 22 octobre, que « *la gauche* » renationalisera la SNCM... en 2007, cela ne fait que l'enfoncer dans son renoncement évident à combattre ici et maintenant, par tous les moyens de la lutte de classe, le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy.

Privatisation d'EDF : l'empêcher ici et maintenant... ou faire de belles promesses pour 2007 ?

Rappelons tout d'abord que c'est le gouvernement de la « gauche plurielle » qui a fait passer la loi du 10 février 2000 interdisant les monopoles en application d'une directive européenne, préparant ainsi l'ouverture à la concurrence et, par conséquent, le processus de privatisation des entreprises publiques. D'autre part, c'est Jospin qui, en mars 2002, a signé avec Chirac l'accord du sommet européen de Lisbonne qui a lancé la libéralisation effective du marché de l'énergie. Or deux ministres du PCF (Gayssot et Buffet) siégeaient dans ce gouvernement Chirac-Jospin !

Certes, aujourd'hui, le PCF se présente comme offensif contre la privatisation d'EDF ; il fait valoir que « *partout en France, des comités de défense d'EDF ont été mis en place par les communistes et républicains* ». Et il propose à toutes les forces de « gauche » de le rejoindre dans ce combat, aboutissant à un communiqué de presse commun avec des partis de « gauche » (les Alternatifs, la Coordination Nationale de la Gauche Républicaine, la Ligue Communiste Révolutionnaire, le Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale, le Mouvement Républicain et Citoyen et les Verts) qui appelle à une « *grande mobilisation politique et populaire* ». Mais le meeting du 8

novembre a surtout montré que le PCF et ses alliés ne croient pas qu'il soit encore possible de faire échec à la privatisation : leur seul horizon immédiat était la manifestation pour la défense des services publics du samedi 19 novembre, alors que le seul moyen de gagner maintenant contre ce gouvernement déterminé, c'est la grève générale des services publics menacés de privatisation (EDF, mais aussi La Poste et la SNCF), ainsi que des entreprises déjà privatisées, pour leur renationalisation.

En fait, là encore, le PCF s'en remet à un gouvernement de « gauche » en 2007 : le 22 octobre, Marie-George Buffet a tenu à prévenir « *ceux qui se préparent à investir dans ces privatisations [...] : ne vous précipitez pas, la gauche que nous voulons rendra dès que possible au peuple les biens qui lui appartiennent* »... D'ailleurs, non seulement cette annonce est démobilitatrice pour le présent immédiat, mais elle passe sous silence le fait que le PS ne s'engage nullement à renationaliser en 2007 EDF et les autres entreprises privatisées. Tout en contestant officiellement l'ouverture du capital d'EDF, Hollande a ainsi déclaré le 18 octobre, contre la gauche du PS : « *On en aurait du travail si l'on avait à renationaliser ce que l'on a nous-mêmes privatisé !* » Et, en ce qui concerne EDF, il n'a pas proposé la renationalisation sans indemnités ni rachat, mais sa « solution » « *pour qu'EDF soit de nouveau 100 % publique* », ce serait que des organismes financiers publics, comme la Caisse des dépôts, rachètent les actions EDF sur le marché, c'est-à-dire que les contribuables déjà lésés par la privatisation le soient encore une fois par un rachat au prix fixé par la Bourse ! Quant à Fabius, sa proposition est à peine différente, puisque lui aussi estime que EDF « *pourrait racheter ses propres actions sur une partie de ses bénéfices, c'est tout à fait possible, car l'entreprise est en situation de récupérer son propre capital* ». C'est ainsi que la « *reconquête, nécessairement progressive [...] de la propriété publique* » sera surtout, pour Fabius aussi, un moyen d'offrir aux actionnaires de substantielles plus-values, étant donné la hausse prévisible des actions d'EDF cédées aujourd'hui à vil prix.

Conclusion

Les militants réellement anti-capitalistes du PCF doivent bien mesurer la duplicité de la direction du PCF. Au lieu de construire toute sa politique dans l'optique de 2007 et d'une alliance électorale avec le PS, il faut exiger de la direction du PCF qu'elle mette tout le poids de ce parti, qui revendique 120 000 adhérents, dans les luttes actuelles, qui sont nombreuses, mais dispersées et sans perspective politique claire, et qui posent la question de la *grève générale* pour stopper et pour vaincre ce gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy sans attendre 2007.

Quant au programme d'une véritable alternative politique, les militants réellement anti-capitalistes du PCF doivent d'abord faire valoir leur refus, largement partagé, que leur parti soit de nouveau l'otage du PS,

parti purement et simplement bourgeois, vauté jusqu'au cou dans le soutien au projet de Constitution européenne et au « libéralisme » que le PCF dit combattre. En second lieu, il faut prendre au mot Marie-George Buffet quand elle parle de rompre avec la logique capitaliste et quand elle invite à la prise de parole de « ceux qui luttent ». Ils doivent exiger que les mesures annoncées soient clarifiées, réorientées sur un axe ouvertement anti-capitaliste et étroitement liées aux méthodes de la lutte de classe, pour la grève générale, contre les combinaisons électorales et parlementaires. Il faut notamment exiger que le PCF se prononce pour un gouvernement au service des travailleurs, qui renationaliserait les entreprises privatisées, abrogerait purement et simplement les contre-

réformes prises par la droite, mais aussi par la gauche plurielle, régulariserait tous les sans-papiers et mettrait en œuvre une authentique politique anti-capitaliste, s'appuyant sur la lutte de classe des travailleurs, pour financer des mesures d'urgence sociale contre le chômage, la misère, la précarité, pour le droit au travail, à l'instruction, à la santé, au logement, aux loisirs...

Ce n'est qu'en menant un tel combat que les militants authentiquement communistes participeront à la nécessaire reconstruction du mouvement ouvrier et contribueront à le sortir de la crise historique qui le frappe aujourd'hui.

Frédéric Traille

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT... ?

Vous voulez discuter des analyses et positions exprimées dans ce journal ?

ALORS CONTACTEZ-NOUS !

Tél. : 06 64 91 49 63 — Courriel : groupecri@free.fr

RÉVOLTE DES BANLIEUES

LA VIOLENCE DE LA JEUNESSE POPULAIRE RÉPOND À LA VIOLENCE DU CAPITALISME ET DE SON ÉTAT : IL LUI FAUT UN PROGRAMME ET UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRES !

Alors que les dirigeants du mouvement ouvrier officiel faisaient tout leur possible, depuis le triomphe du Non ouvrier et populaire au référendum du 29 mai, pour empêcher l'explosion sociale (cf. nos deux articles précédents), celle-ci a éclaté là où on ne l'attendait pas, sous la forme d'une révolte spontanée et massive de la jeunesse populaire, notamment d'origine immigrée. Cet embrasement des banlieues, qui couvrait depuis les déclarations odieuses et les provocations du ministre de l'Intérieur, a commencé le 27 octobre, suite à la mort de deux jeunes collégiens réfugiés dans un transformateur électrique, alors qu'ils étaient poursuivis par la police, à Clichy-sous-Bois. Les mensonges de la police et du gouvernement, le jet d'une bombe lacrymogène devant une mosquée et les insultes ignobles de la police contre les femmes qui en sont sorties, ont accéléré et approfondi l'explosion de colère spontanée et massive de la jeunesse populaire, mais

aussi de bien d'autres habitants des banlieues. La révolte s'est finalement répandue comme une traînée de poudre à travers tout le pays, sortant de leur torpeur des pans entiers de la population, et semant la panique au sommet de l'État, obligé de décréter l'état d'urgence par le recours à une loi coloniale de 1955 pour essayer de rétablir l'ordre bourgeois.

On assiste manifestement ici à l'un de ces brusques bouleversements de la situation dont l'Histoire a le secret : quelles que soient les suites immédiates de cette irruption spontanée et spectaculaire de la jeunesse populaire sur le devant de la scène sociale et politique, la question de la résistance contre les coups du capital et de son État, la question de la riposte sociale et politique, et en dernière instance la question de la révolution elle-même, ne se poseront plus comme avant. En même temps, comme tous les grands événements de la lutte de classe, cette révolte de la jeunesse populaire révèle dans toute

son ampleur, plus encore que la politique quotidienne, largement routinière, des uns et des autres, la véritable béance qui sépare les positions des organisations réformistes — suivies ou couvertes dans une large mesure par leurs flancs-gardes d'extrême gauche —, d'une part, et celles des véritables révolutionnaires, de l'autre.

Une révolte légitime contre le capitalisme et son État

Chirac et son gouvernement — uni comme un seul homme sur ce point — répondent à la révolte de la jeunesse populaire en franchissant un seuil décisif dans leur logique de répression : ils instaurent l'état d'urgence pour restreindre les libertés démocratiques, révélant le vrai visage de la prétendue « République démocratique » bourgeoise ; et ils déploient un impressionnant dispositif policier et judiciaire, avec des milliers d'hommes en armes quadrillant les

quartiers, des milliers d'arrestations, des centaines de comparutions immédiates et de condamnations, le plus souvent sur la base des seules paroles des policiers assermentés. D'un autre côté, ils annoncent une nouvelle attaque contre le Code du travail, avec l'envoi en « apprentissage » des jeunes de 14 ans : cela revient à la fois à augmenter encore le chômage, à accroître le « taux d'emploi » de la population (parallèlement aux mesures visant à remettre les « seniors » sur le marché du travail)¹, à fournir une main-d'œuvre corvéable au patronat et à briser les acquis partiels du combat pour l'instruction générale et professionnelle jusqu'à 16 ans. Le gouvernement annonce aussi un plus grand nombre de bourses au mérite, pour opposer les « bons » et les « mauvais » jeunes, au lieu de donner à tous ceux qui en ont besoin les moyens matériels de suivre leur scolarité. Enfin, l'annonce de 100 millions pour des associations officielles participe en fait de la privatisation des services publics, dont les missions sont de plus en plus transférées au privé, qu'il soit mercantile ou « bénévole », avec tout ce que cela implique en termes de discriminations et de manque de compétences.

En bons chiens de garde de l'État bourgeois, les principaux médias, les responsables politiques de tous bords et leurs acolytes imams auxquels les précédents font appel pour encadrer cette jeunesse, condamnent unanimement les « violences ». Ils font croire à la population que l'essence de la révolte en cours consisterait dans les quelques actes odieux commis dans son sillage par d'authentiques voyous. En insistant complaisamment sur ces actes peu nombreux perpétrés contre des conducteurs de bus ou de simples passants, en particulier contre une handicapée et une femme portant son nourrisson, les médias ne nous abreuvant pas seulement du « spectaculaire » dont ils sont toujours si friands pour faire monter leur audience : ils préparent en outre l'« opinion publique » à accepter, voire à demander, la répression la plus dure de la révolte des jeunes, présentés comme des hordes de barbares.

En même temps, ne serait-ce que pour contribuer à leur façon au retour au calme, de nombreux journalistes

sont bien obligés de s'interroger, quoique de manière souvent superficielle, sur les causes profondes de cette révolte : ils font mine de découvrir l'exclusion, les discriminations, le chômage de masse et l'absence d'avenir qui frappent massivement les habitants des banlieues populaires, tout particulièrement ceux qui sont issus de l'immigration. De fait, contrairement à ce que prétendent les organisations de gauche, ce n'est évidemment pas Sarkozy qui a causé la révolte des banlieues : celle-ci aurait de toutes façons éclaté tôt ou tard. Et, contrairement à ce qu'affirme de leur côté la plupart des organisations d'extrême gauche, ce n'est pas non plus la seule politique des gouvernements de droite et de gauche qui se succèdent à la tête de l'État depuis vingt-cinq ans : *cette politique n'est elle-même que la manifestation évidente de mécanismes socio-économiques beaucoup plus profonds, qui sont inhérents au capitalisme et exacerbés par la phase actuelle, « mondialisée », de celui-ci.*

Rappelons donc simplement ici que le chômage de masse — globalement inévitable dans le cadre du système capitaliste — touche officiellement (soit en réalité beaucoup plus) 10 % de la population, mais 40 % des personnes originaires du Maghreb et de l'Afrique noire. Le chômage des jeunes de moins de 29 ans frappe 16 % des Français de naissance, mais 26 % des étrangers, et il atteint des taux deux fois supérieurs dans bien des villes de banlieue. Rappelons aussi que, dans le cadre de l'école bourgeoise, au-delà de la prétendue « égalité républicaine », seuls 53 % des enfants d'ouvriers réalisent au collège un cycle complet sans redoublement, contre 80 % des enfants de cadres et d'enseignants ; 42 % des premiers accèdent à un second cycle général ou technologique contre 90 % pour les seconds ; moins de 25 % des jeunes dont les parents sont ouvriers ou employés peu qualifiés décrochent un diplôme de l'enseignement supérieur, contre 80 % des jeunes dont les parents sont cadres, enseignants ou membres de professions libérales. De plus, les jeunes des cités, notamment ceux qui sont d'origine immigrée, sont tous les jours victimes des discriminations, du racisme, des contrôles au faciès, de la chasse aux sans-papiers et des peines judiciaires les plus lourdes en cas de

délits². C'est évidemment dans le contexte de toute cette violence économique, sociale et étatique qu'il faut replacer la révolte de la jeunesse populaire : de ce point de vue, l'explosion de violence de la jeunesse populaire, pour spectaculaire qu'elle soit, n'est rien par rapport à la violence du capitalisme et de son État, qui pourrit la vie des gens au quotidien. D'ailleurs, non seulement il y a eu d'autres révoltes de jeunes par le passé, mais surtout il y en aura d'autres, beaucoup plus violentes encore, et pas seulement de la part des jeunes : un peu plus tôt, un peu plus tard, l'exploitation, l'oppression et les contradictions fondamentales sur lesquelles repose le système capitaliste conduiront inévitablement à des luttes de classes de plus en plus dures, auxquels il faut donc se préparer.

Effrayés par la révolte populaire, les réformistes avoués ou cachés montrent dans toute sa hideur leur visage de valets de l'ordre bourgeois : ils pleurnichent sur les « violences », ils appellent au « calme » et ils se posent comme donneurs de leçons à l'égard d'une jeunesse qu'ils n'ont pourtant jamais fait le moindre effort pour organiser. Contre tous ces

² Rappelons que, pendant que des milliers d'habitants de banlieue, notamment d'origine maghrébine et africaine, croupissent dans les prisons françaises (par ailleurs bien connues pour leurs conditions indécentes) pour des délits mineurs, la « justice » bourgeoise trouve toujours un moyen de couvrir ou de punir avec une grande clémence les hommes politiques et autres affairistes véreux quand ils sont pris la main dans le sac. C'est ce qu'a montré une fois de plus, quelques jours avant le début de la révolte des banlieues, le verdict du procès concernant les marchés publics truqués des lycées d'Ile-de-France. Ce procès a duré quatre mois, quinze ans après les faits — alors que les jeunes révoltés d'aujourd'hui passent en comparution immédiate avec des procès bâclés et des avocats commis d'office. Or les principaux prévenus ont été pour la plupart relaxés, alors que les principaux partis bourgeois (RPR, PR et PS) et le Conseil régional d'Ile-de-France étaient accusés d'avoir détourné des millions d'euros de fonds publics (pour un montant équivalent à 2 % des marchés publics, soit 1,2 % pour le RPR et le PR et 0,8 % pour le PS). Même ceux qui ont été reconnus coupables, comme Michel Giraud, ex-président RPR du Conseil régional, et Michel Roussin, ex-bras droit de Chirac à la Mairie de Paris, n'ont été condamnés qu'à de la prison avec sursis et à des amendes très limitées. Mais il est vrai que ces prévenus n'étaient eux-mêmes que les exécutants de personnages bien plus haut placés, auxquels la « justice » bourgeoise sait ne pas devoir toucher...

¹ Cf. à ce sujet l'article de Gaston Lefranc dans Le CRI des travailleurs n° 18 (mai-juin 2003).

bourgeois et petits-bourgeois, les communistes révolutionnaires doivent d'abord proclamer haut et fort que *les jeunes révoltés ne sont pas des voyous*, mais des opprimés qui n'en peuvent plus de cette société où ils savent n'avoir aucun avenir. Mais, plus profondément, les communistes révolutionnaires saluent avec enthousiasme la *révolte parfaitement légitime de ces jeunes* : les opprimés ont toujours raison de se révolter ! Ces jeunes ne sont nullement des « désespérés » : ils ont raison de pas accepter de se laisser mépriser et écraser indéfiniment par cette société et son État, *ils ont raison de refuser de n'être que des victimes, de se dresser comme sujets agissants.*

Rationalité de la révolte et de ses méthodes

Mais, disent les organisations de gauche et même d'extrême gauche, la conscience dont témoignent ces jeunes n'est pas politique, leur violence est irrationnelle et contre-productive, puisqu'elle détruit des biens publics, des entreprises et même les voitures de leurs voisins... Certes, il est normal que, spontanément, nombre de travailleurs, soumis à l'idéologie bourgeoise du travail méritant et de la réussite individuelle, ne comprennent et n'acceptent pas qu'on brûle leur voiture et qu'on s'en prenne à leurs lieux de travail, aux bus ou aux écoles. Mais les réformistes de tout poil qui flattent démagogiquement cette réaction immédiate compréhensible et qui en appellent à l'arrêt des violences, se comportent en valets de l'ordre bourgeois. Car, en réalité, *le mode d'action choisi par les jeunes révoltés des banlieues est tout à fait rationnel*, quoique débridé, et il ne sera pas abandonné tant que les organisations authentiquement révolutionnaires ne seront pas capables de rassembler ces jeunes, avec les travailleurs, dans l'objectif de la prise du pouvoir politique.

Tout d'abord, il faut noter que les jeunes révoltés ne s'attaquent pas aux habitants des cités eux-mêmes. Au-delà de faits divers mis en avant par les médias, mais qui arrivent en réalité tous les jours, les jeunes révoltés s'en prennent *avant tout* à la police : c'est de manière tout à fait consciente qu'ils affrontent le bras armé de l'État, dans une situation qui relève à la fois de la légitime défense contre les récentes exactions et provocations qu'ils ont subies, et, plus largement, d'une vengeance bien compréhensible contre

les brimades et injustices quotidiennes dont ils sont victimes de la part des « forces de l'ordre » en raison de la couleur de leur peau ou de leur lieu de résidence.

Quant aux incendies de voitures, ils s'expliquent par deux raisons principales. D'une part, ils servent à attirer la police dans les quartiers, dans le but de l'affronter dans le cadre d'une stratégie de guérilla (inévitabile, étant donné la disproportion dans le rapport de force) ; c'est aussi pour piéger les véhicules de police que les émeutiers mettent des voitures en feu au milieu des chaussées et des voies d'accès menant à leurs cités. D'autre part, les incendies, parce qu'ils sont par définition spectaculaires, sont l'un des seuls moyens dont disposent ces jeunes pour se faire voir et entendre tout en restant dans leurs quartiers : abreuvés de télévision en période normale, ils savent pertinemment, au moment où ils se dressent pour exprimer leur colère et leur rage, qu'ils n'ont pas d'autre moyen à leur disposition pour attirer l'attention des médias, des hommes politiques et du pays tout entier ; de fait, nul ne peut nier que, sans cette stratégie des incendies, ces gens-là ne s'intéresseraient pas soudain aujourd'hui aux banlieues, comme c'est le cas en temps normal.

Mais le point essentiel, pour les révolutionnaires, est le suivant : *la conscience dont font preuve les jeunes révoltés des banlieues est sans doute confuse, mais elle a en tout cas ceci de très supérieur à celle de bien des bonnes âmes de gauche et même d'extrême gauche qu'elle ne se fait, quant à elle, aucune illusion envers la société et l'État bourgeois.* En particulier, ces bonnes âmes de gauche et d'extrême gauche, effrayées par la violence populaire débridée, ne comprennent pas que les jeunes révoltés puissent s'en prendre aux « services publics » et se permettent de les traiter d'imbéciles, du haut de leur morgue bureaucratique. Mais comment cette jeunesse pourrait-elle considérer comme des acquis ce qu'il reste des services publics dans les banlieues populaires, quand elle constate leur incapacité à remédier réellement aux maux qui accablent les habitants ? Au-delà d'actes manifestement commis par de vrais voyous ou des provocateurs, la révolte des jeunes de banlieues, loin d'être irrationnelle, s'en prend aux symboles des institutions étatiques et municipales, dans lesquelles ils ont *parfaitement raison* de voir des

instruments de tout un « ordre social » qui organise leur relégation, leur exclusion, leur ghettoïsation. Même quand certains s'en prennent aux bus et aux abris-bus, ils provoquent certes l'incompréhension, la peur et la colère des travailleurs, mais comment ne pas voir qu'ils expriment aussi à leur manière leur haine des municipalités hypocrites ou impuissantes, leur rage contre les contrôles musclés de la RATP et contre la police qui ne cesse de les harceler dans les rames et les gares ? Même dans les cas où des jeunes révoltés attaquent des écoles, les communistes révolutionnaires ne peuvent qu'y voir l'expression de leur colère légitime, quoique confuse, contre une institution qui en fait ne les instruit guère, mais participe elle-même à leur exclusion sociale par l'intermédiaire d'un « échec scolaire » qui s'apparente souvent à une ghettoïsation, faute de moyens et de perspectives d'avenir. Car, s'il est juste et politiquement nécessaire de revendiquer le droit à l'instruction pour tous et les acquis de l'école publique contre les gouvernements qui les mettent en cause, cela ne saurait conduire à oublier que *l'école reste avant tout une institution de l'État bourgeois.* Contre les thuriféraires de la prétendue « école républicaine » (y compris ceux des organisations d'extrême gauche, qui comptent une forte proportion d'enseignants), il faut dire clairement qu'il est juste de dénoncer la fonction fondamentale de l'institution scolaire, qui n'est pas tant d'instruire le peuple que d'assurer la reproduction sociale et la répartition des forces de travail selon les besoins généraux du capital et de la société bourgeoise. Au demeurant, c'est justement pour lui faire encore mieux assurer cette fonction que les gouvernements successifs s'évertuent de briser les acquis insérés au sein même de l'institution scolaire, en mettant en cause la qualité de l'enseignement et les diplômes nationaux, en refusant les moyens nécessaires pour enseigner dans de bonnes conditions, etc.

Quant au pillage et aux incendies des supermarchés et des entrepôts de marchandises, en particulier automobiles, ils expriment clairement le rejet d'une société qui leur vante d'un côté, à longueur de publicités, les joies de la consommation, mais qui d'un autre côté les prive du droit de vivre correctement, de travailler et de « consommer » selon leurs besoins.

De la révolte à la révolution

En un mot, la révolte actuelle des jeunes des banlieues doit être d'abord et avant tout, pour les travailleurs et les militants révolutionnaires eux-mêmes, l'occasion d'une réflexion radicale contre la société bourgeoise, et notamment contre les réformistes de tout poil qui croient et font croire à son amélioration possible par les seules vertus de la bonne volonté pacifiste et du « dialogue ». En ce sens, quelles que soient ses limites, *l'actuelle révolte de la jeunesse populaire pose à sa manière, dans l'ordre de la spontanéité, la question de la révolution sociale.*

Seule une telle reconnaissance des potentialités révolutionnaires de la révolte populaire peut permettre aux communistes d'engager un véritable *dialogue politique* avec les jeunes révoltés, dans le but de mener une *activité politique commune* avec eux. C'est dans ce cadre, et dans ce cadre seulement, qu'on pourra leur dire que leur mode d'action, s'il est tout à fait compréhensible et rationnel, n'est pas *efficace* pour vaincre l'État bourgeois, car il est privé de l'objectif stratégique de la prise du pouvoir. En outre, les incendies de voitures et d'infrastructures utiles à la population sont dangereux *du point de vue même de la révolte*, dans la mesure où ils isolent les jeunes révoltés des travailleurs, introduisant des divisions difficiles à surmonter au sein même des classes populaires, alors que leurs intérêts sont en fait communs et qu'ils doivent donc combattre ensemble contre la société et l'État bourgeois. Justement parce qu'ils n'ont pas de travail, ces jeunes de banlieue ne peuvent pas avoir recours spontanément aux armes traditionnelles de la lutte de classe prolétarienne, lesquelles ne se réduisent d'ailleurs nullement à leurs formes pacifiées, telles que la grève légale bien encadrée et la manifestation. Ils peuvent d'autant moins connaître les méthodes du mouvement ouvrier que les organisations de gauche et d'extrême gauche, qui regroupent avant tout l'aristocratie ouvrière et les salariés protégés, n'ont jamais fait d'efforts sérieux pour rompre avec leur inertie routinière et organiser cette jeunesse populaire dans leurs rangs.

Les principales forces de gauche et d'extrême gauche se désolidarisent de la révolte populaire et protègent le gouvernement

Sans parler du PS, qui va jusqu'à soutenir ouvertement l'instauration de l'état d'urgence, force est de constater que les principaux syndicats, les forces politiques de gauche et leurs flanc-gardes d'extrême gauche n'ont rien à proposer aux jeunes révoltés : tout en jetant un regard plein de paternalisme et de sollicitude sur ces jeunes « défavorisés » et « désespérés », la plupart condamnent la révolte et s'en remettent au gouvernement Chirac-Villepin pour prendre des « mesures d'urgence », pour apporter des réponses au « malaise » des cités, voire une meilleure « prévention », une « police de proximité », etc.

En particulier, le PCF (dont il faut rappeler que la secrétaire nationale, Marie-George Buffet, fut ministre... de la Jeunesse pendant cinq ans dans le gouvernement Chirac-Jospin) ne se contente pas de demander à ce gouvernement privatiseur qu'il améliore et développe les services publics ; il ne se contente pas de demander à ce gouvernement illégitime et honni qu'il organise un « dialogue » avec la population des banlieues ; en outre, le PCF n'hésite pas à soutenir la répression en regrettant que « *les forces de police mobilisées ne parviennent (...) pas à maintenir l'ordre* » et en parlant de « *la nécessaire réponse de sécurité pour mettre fin aux violences inacceptables* » (tract du 8 novembre) ; pour le PCF, ce sont les violences des jeunes révoltés qui sont « inacceptables », mais il cautionne celles du capitalisme en général et de la police en particulier contre les jeunes et les travailleurs.

Certains responsables de la gauche du PS, les Verts et la LCR demandent la tête du seul Sarkozy, accusé d'être un « pompier pyromane », comme si Chirac et Villepin (sans revenir ici sur l'ensemble des forces politiques de droite et de gauche qui se succèdent à la tête de l'État bourgeois) n'étaient pas tout aussi responsables politiquement que le ministre de l'Intérieur ! En réalité, en se focalisant sur Sarkozy, ces organisations s'en remettent comme le PCF à Chirac-Villepin pour sortir de la crise. De fait, même la LCR, tout en dénonçant la « *combinaison du libéralisme et du sécuritaire* », demande à Chirac-Villepin « *le départ de Sarkozy, l'arrêt des réformes libérales, la priorité aux services publics, à l'école, au logement, à la prévention et à la création d'emplois stables* » (Rouge du 10 novembre, éditorial d'Olivier

Besancenot). Au demeurant, dans la pratique, la LCR refuse de prendre ses propres responsabilités, se couchant devant les exigences du PCF au nom de « l'unité ».

La position de Lutte ouvrière n'est pas moins inadmissible : tout en accusant certes le gouvernement, le PS et « *l'organisation capitaliste de la société* », elle condamne également les jeunes révoltés, coupables selon elle de commettre des actes « *stupides* », de faire preuve d'une « *absence de conscience sociale et de solidarité* », de manquer du « *minimum d'éducation* » et même de ne pas « *parler correctement* » ! (Tract reproduisant une déclaration d'A. Laguiller, 7 novembre 2005.) En un mot, LO se contente d'afficher son mépris et de donner des leçons aux jeunes qui se dressent aujourd'hui contre la société et l'État bourgeois ; dans l'éditorial des bulletins d'entreprise du 10 novembre, A. Laguiller va jusqu'à dire, comme Sarkozy, que les jeunes révoltés sont en fait manipulés par des voyous et elle déclare avec un regret manifeste que, « *même sur le plan policier, il n'y a pas, dans les quartiers dits sensibles, plus de police de proximité ou de postes de police permanents* » ! Et cette organisation se dit révolutionnaire ! En fait, elle n'a rien à leur proposer : « *Il faudrait, pleurniche-t-elle, que le mouvement ouvrier retrouve sa capacité de lutte et surtout la volonté politique d'incarner un espoir de transformation sociale* »... Certes, « il faudrait », mais il faudrait déjà que LO balaie devant sa porte, qu'elle ait elle-même cette « volonté politique » au lieu de persister dans son attentisme impuissant : « il faudrait » qu'elle ait le courage de proposer à ces jeunes et aux travailleurs un véritable programme politique capable de les faire passer de la révolte spontanée au combat pour la révolution socialiste et pour en découdre immédiatement avec ce gouvernement.

Quant au Parti des travailleurs (PT), non seulement il refuse lâchement de prendre position en tant que tel, préférant se camoufler derrière la coquille vide du « Comité national pour la reconquête de la démocratie » qu'il a constitué avec quelques-uns de ses amis, mais en outre, au lieu de se prononcer sur la révolte de la jeunesse populaire, au lieu d'appeler au combat uni des travailleurs et des jeunes pour en découdre avec ce gouvernement et préparer une alternative anti-capitaliste, il nous livre des balivernes

sur « *la reconquête de la démocratie* », expressément assimilée à un « *appel à la raison* » ! Dans les circonstances présentes, qu'est-ce que cela signifie sinon un appel au calme, contre la légitime révolte des jeunes, à l'unisson des pires réformistes ?

La révolte du peuple a besoin d'un programme et d'une organisation révolutionnaires

Loin d'en appeler à l'ordre et de donner des leçons de « civisme » bourgeois ou petit-bourgeois aux jeunes révoltés, les révolutionnaires doivent leur proposer de poursuivre et d'amplifier leur combat en s'auto-organisant aux côtés des travailleurs sur la base d'un programme politique : celui de la révolution socialiste. Le centre de ce programme, c'est la conquête du pouvoir par le prolétariat allié aux autres classes populaires, dans le but de détruire l'État bourgeois et de construire une société gérée et gouvernée par les travailleurs et les opprimés eux-mêmes. C'est sur cet axe, et non en leur faisant la leçon ou en adoptant un discours paternaliste, et encore moins en faisant appel au gouvernement Chirac-Villepin, que les communistes révolutionnaires peuvent et doivent intervenir auprès de ces jeunes, les aider à orienter politiquement leur révolte légitime contre l'État. C'est seulement ainsi que ces jeunes comprendront les limites de leur tactique de guérilla urbaine contre la police et accéderont à une véritable conscience politique révolutionnaire, avec l'objectif de la prise du pouvoir. C'est seulement ainsi qu'ils comprendront la nécessité de ne pas provoquer l'hostilité des habitants des cités et s'allieront au contraire avec eux pour combattre le capitalisme et son État.

En même temps, il faut proposer aux jeunes révoltés de rejoindre le combat *immédiat* des travailleurs qui cherchent les moyens d'en découdre avec le patronat et le gouvernement. Car, si la révolte des jeunes a beaucoup à apprendre aux travailleurs

et aux militants ouvriers, il est clair que, réciproquement, elle ne pourra déboucher sur des résultats réellement positifs qu'à condition de converger avec leur propre lutte de classe. Aujourd'hui, le point de convergence, la cible commune des jeunes révoltés et de la lutte de classe des travailleurs est et doit être le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy dans son ensemble. La « convergence des luttes » met à l'ordre du jour le combat pour stopper et vaincre ce gouvernement illégitime et honni. C'est dans la perspective de la préparation d'une grève générale et par la méthode de l'auto-organisation indépendante des jeunes et des travailleurs que ce combat pourra être mené. Et c'est sur cette orientation, pour une véritable alternative anti-capitaliste, que devraient se rassembler aujourd'hui toutes les forces ouvrières et populaires (syndicats, partis, associations de quartiers) :

- **À bas l'état d'urgence ! Non au couvre-feu !**

- **Retrait inconditionnel et immédiat des forces de répression de tous les quartiers où elles interviennent !**

- **Autodéfense des jeunes et des habitants contre les exactions et provocations policières dans leurs quartiers !**

- **Que toute la lumière soit faite sur la mort de Bouna et Zyed, sur la grenade lancée dans la mosquée et sur toutes les insultes et violences policières de ces dernières semaines ! Que les responsables soient révoqués et punis !**

- **Arrêt des poursuites contre les jeunes révoltés, libération immédiate des condamnés ! Non à l'expulsion des étrangers condamnés !**

- **À bas les contrôles au faciès et les harcèlements policiers !**

- **Régularisation de tous les sans-papiers !**

- **Abrogation de toutes les lois anti-immigrés et anti-étrangers ! Droit du sol intégral ! Droit de vote à toutes les élections pour les**

étrangers qui vivent et travaillent en France ! Naturalisation après cinq ans d'installation pour ceux qui le souhaitent !

- **Remboursement intégral par les compagnies d'assurance et l'État de tous les dégâts résultant des émeutes !**

- **À bas les ordonnances Villepin (« contrat nouvelle embauche », etc.), à bas le prétendu « apprentissage » dès 14 ans : défense du Code du travail !**

- **Droit à l'instruction, à la formation et à de vrais diplômes nationaux pour tous : création de tous les postes d'enseignants et d'éducateurs nécessaires ! Non aux bourses au mérite : pour la multiplication et l'augmentation des bourses sur critères sociaux !**

- **Pour la répartition du travail disponible entre tous : baisse générale du temps de travail sans baisse de salaire et flexibilité !**

- **Pour l'abrogation de la loi Fillon de 2003 et de la réforme Balladur de 2003 contre les retraites ! Baisse de l'âge de la retraite au niveau nécessaire pour l'embauche des chômeurs et des jeunes !**

- **Pour l'ouverture de grands travaux utiles à la population, à commencer par la construction des logements nécessaires et l'aménagement des cités !**

- **Non aux privatisations, renationalisation des entreprises privatisées, développement des services publics !**

**POUR UNE GRANDE
MANIFESTATION CENTRALE, À
PARIS, OÙ CONVERGERAIENT
LES JEUNES RÉVOLTÉS ET LES
TRAVAILLEURS, POUR STOPPER
ET VAINCRE CHIRAC, SON
GOUVERNEMENT ET SON
ASSEMBLÉE !**

Ludovic Wolfgang

Voir aussi notre tract du 8 novembre sur notre site <http://groupecri.free.fr>

TRIBUNE LIBRE DU SITE LUTTE DE CLASSE

LETTRE OUVERTE AUX MILITANTS DU PARTI DES TRAVAILLEURS (PT)

La « lettre ouverte aux militants du PT » que nous publions ci-dessous provient du site Lutte de classe (<http://www.meltl.com/>), animé par Jean-Claude Tardieu, militant communiste révolutionnaire qui fut longtemps proche du PT avant de rompre avec lui. Il vit aujourd'hui en Inde et a pris contact avec le Groupe CRI au mois d'août dernier. Les nombreuses et fondamentales convergences politiques qui se manifestent entre nous mettent à l'ordre du jour la discussion la

plus prometteuse malgré la distance géographique et la difficulté d'agir en commun. Nous invitons nos lecteurs à consulter régulièrement le site Lutte de classe, qui est d'une très grande richesse politique et suit de très près les événements de France.

« Vous avez sans doute suivi comme nous les travaux de la *Convention nationale* du 16 octobre 2005 à Paris.

Vous avez sans doute pris connaissance des conclusions et des initiatives qui ont été prises à l'issue de cette *Convention nationale*.

Parmi ces initiatives, vous avez sans doute sous les yeux la « Lettre au Premier ministre adoptée par la Convention nationale » intitulée : « *Monsieur le Premier ministre nous vous demandons de nous recevoir* ».

Quel est l'objet de cette demande de rendez-vous ?

Il est écrit dans cette lettre que :

« Réunis dans cette convention nationale, nous avons décidé de nous adresser à vous, parce que, dans une situation aussi terrible, **il faut trouver des solutions** et qu'il n'est pas possible que des choses aussi dramatiques se poursuivent. »

Nous devons avouer que nous avons été stupéfaits en lisant ces lignes : comment est-il possible que le Parti des travailleurs, associé à cette initiative, puisse demander au Premier ministre de Villepin « **de trouver des solutions** » à la situation catastrophique qu'il a lui-même contribué à créer ? Pire : le Parti des travailleurs ne se propose-t-il pas d'aider le gouvernement à « *trouver des solutions* » ? La formulation « *il faut trouver des solutions* » peut le laisser entendre, mais nous n'irons pas jusque-là.

On ne comprend pas.

Quatre questions nous sont venues immédiatement à l'esprit :

Comment peut-on demander au gouvernement Chirac – de Villepin « *de trouver des solutions* », alors qu'il est lui-même le chef d'orchestre de tous les coups terribles portés contre les travailleurs et la jeunesse de ce

pays ? S'agit-il de lui demander de nous redonner d'une main ce qu'il nous a pris de l'autre ? Est-il concevable de prétendre que Chirac, le Premier ministre et son gouvernement auraient agi « involontairement ou inconsciemment », qu'ils ne sauraient pas ce qu'ils font ?

Comment peut-on demander au gouvernement Chirac – de Villepin « *de trouver des solutions* », alors que nous les connaissons tous « *leurs solutions* » : la destruction de la Sécurité sociale, du système de retraites par répartition, la liquidation de l'Éducation nationale, des services publics, des HLM, du Code du travail, etc. ?

Comment peut-on encore demander au gouvernement « *de trouver des solutions* », alors qu'il est resté sourd aux résultats des élections qui ont eu lieu en 2004, les cantonales, les régionales et les européennes, aux nombreuses manifestations qui ont eu lieu depuis le printemps 2003 jusqu'à celles du 4 octobre 2005, sans oublier le résultat sans appel du référendum du 29 mai 2005 ?

Le secrétaire national du Parti des travailleurs, Daniel Gluckstein, a-t-il été mandaté par les militants du PT pour demander au gouvernement Chirac – de Villepin « *de trouver des solutions* » aux problèmes graves auxquels sont confrontés quotidiennement les travailleurs, les jeunes et l'immense majorité de la population ? Ou au contraire, a-t-il été mandaté pour combattre les illusions que les travailleurs pourraient encore avoir dans ce gouvernement, en ne leur laissant entrevoir aucune issue du côté de Chirac – de Villepin ?

Ces quatre questions sont à relier au contexte politique issu du référendum du 29 mai 2005 sur le Traité européen constitutionnel :

La victoire massive du non au référendum du 29 mai 2005 n'a-t-elle pas mis en évidence que Chirac et son gouvernement étaient minoritaires dans le pays et illégitimes ?

La victoire massive du non n'a-t-elle pas mis en évidence que l'Assemblée nationale était illégitime, son écrasante majorité de députés ayant voté oui à ce référendum ?

La victoire massive du non n'a-t-elle pas mis en évidence que les travailleurs à leur écrasante majorité exigeaient une autre politique conforme à leurs intérêts, que le gouvernement Chirac – de Villepin ne serait mettre en œuvre ?

Dans ces conditions-là, nous rejetons et nous condamnons cette initiative qui ne peut que nourrir les illusions des travailleurs dans le gouvernement Chirac – de Villepin.

S'il fallait l'interpréter dans le cadre de la situation politique actuelle, sans rechercher à tout prix la polémique, nous dirions qu'elle est une tentative de redonner une légitimité au gouvernement Chirac – de Villepin, alors que les travailleurs ont manifesté clairement qu'ils n'attendaient rien de ce gouvernement.

Question : Peut-on prétendre d'un côté, mener un combat efficace contre le gouvernement, tout en entretenant des illusions sur ce gouvernement, d'un autre côté ? C'est la question que nous vous posons ?

Ceci n'est-il pas à rapprocher du fait qu'à aucun moment le Parti des travailleurs ne dit nettement :

À bas le gouvernement Chirac – de Villepin, il est illégitime !

À bas l'Assemblée nationale, elle est illégitime !

Avec nos salutations internationalistes.

Le 1^{er} octobre 2005. »

DOCUMENT SYNDICAL DE LA FSE

POUR LA FUSION DES SYNDICATS ÉTUDIANTS DE LUTTE

Constatant les échecs des mouvements étudiants de ces dernières années, l'ampleur de la division syndicale et l'absence de véritable perspective de construction pour le syndicalisme étudiant de lutte dans ces circonstances, la Fédération Syndicale Étudiante (FSE), à laquelle

participent activement les militants étudiants du Groupe CRI, a lancé un appel à l'unité organisationnelle du syndicalisme étudiant de lutte. Elle propose la fusion des organisations étudiantes qui s'en réclament : la FSE, Sud-étudiant, la CNT-FAU (anarcho-syndicaliste), la TTE

(Tendance tous ensemble, tendance de l'Unef dirigée par les JCR), le CVSE (Comité pour un vrai syndicat étudiant, dirigé par le PT) et des syndicats locaux autonomes. À la quasi-unanimité, les sections de la FSE réunies en congrès au mois de septembre dernier ont décidé de

lancer cet appel à la fusion en proposant une première réunion nationale le 10 décembre.

Si l'accord presque immédiat des militants de la FSE sur cette campagne de fusion prouve leur absence de sectarisme et leur souci de privilégier les intérêts globaux du syndicalisme de lutte plutôt que leur propre appareil, ils attendent avec impatience de connaître la réponse des autres organisations. Un syndicat étudiant unique et combatif serait bien sûr un point d'appui indispensable pour mener à bien la préparation de la grève nationale dont les étudiants ont besoin pour vaincre sur des revendications telles que l'abrogation de la réforme LMD et l'augmentation des crédits nécessaires aux facultés : c'est ce qu'ont montré les limites du mouvement qui a touché l'Université de Rouen pendant plusieurs semaines, mais qui n'a obtenu qu'1 million d'euros dû par l'État. Mais la constitution d'un tel syndicat serait aussi un point d'appui essentiel pour la construction d'une tendance intersyndicale de lutte de classe et anti-bureaucratique chez les salariés : nous publions ici le communiqué national de la FSE, car sa démarche devrait intéresser l'ensemble des organisations et des militants partisans de la lutte de classe.

Paul Lanvin

**Communiqué national de la FSE :
« Pour l'unité du syndicalisme
étudiant de lutte »**

« Depuis de nombreuses années, les gouvernements successifs et leurs ministres de l'Éducation Nationale ont remis sans cesse en cause les acquis des étudiants et des travailleurs, en s'attaquant au service public d'éducation, et particulièrement à l'enseignement supérieur. Semestrialisation de Bayrou en 1997 ; Loi sur l'innovation d'Allègre en

1999, réforme LMD/ECTS de Jack Lang en 2002, Régionalisation de Ferry en 2003, LOPRI de Fillon en 2005... Sous couvert d'harmonisation européenne, de régionalisation financière et d'autonomie pédagogique, toutes ces réformes s'inscrivent dans une logique bien précise : adapter le contenu des formations aux intérêts économiques, mettre en place un marché européen de l'enseignement supérieur, mettant les universités en concurrence, ainsi que les étudiants. Cette concurrence n'est évidemment pas sans conséquences sur la capacité des étudiants à se mobiliser pour s'opposer à des réformes qui vont à l'encontre de leurs intérêts.

La dégradation du service public d'éducation s'accompagne d'une baisse générale de l'aide sociale étudiante, qui tout comme l'enseignement supérieur, pâtit du désengagement financier de l'État. Si le système d'aide sociale, en particulier les bourses, est très largement insuffisant pour garantir aux étudiants des conditions d'étude et de vie décentes, la réforme de décentralisation des CROUS entreprise par le ministère, et qui sera applicable en 2006, va accentuer la paupérisation du milieu étudiant, creusant de plus en plus d'inégalités pour l'accès à l'enseignement supérieur.

Face à cette casse généralisée de l'enseignement public, les étudiants n'ont eu de cesse de se mobiliser, s'opposant toujours à la même logique d'attaques contre les acquis sociaux, sans pour autant réussir à établir un véritable rapport de force, dans une démarche collective et offensive. Ces échecs sont manifestement dus à la trop faible influence des organisations syndicales étudiantes de lutte : si celles-ci ont eu un rôle primordial dans la construction de luttes locales pour la défense des acquis des étudiants, et parfois de manière victorieuse, elles n'ont pas été capables d'étendre et de développer leurs méthodes pour mettre en place un rapport de force au niveau national, seule condition pour faire valoir les droits des étudiants, faire aboutir leurs revendications et protéger des acquis sans cesse remis en cause. À ce faible poids s'ajoute une visibilité quasi nulle, conséquence

première de la multiplication et de l'éclatement des organisations se réclamant du syndicalisme étudiant de lutte. Le brouillage qu'entraîne cette division aux yeux des étudiants et des institutions, a laissé le champ libre au développement du syndicalisme cogestionnaire, qui malgré une visibilité et une reconnaissance institutionnelles, n'a jamais été capable d'organiser en masse les étudiants pour défendre leurs intérêts et combattre les attaques qu'ont subi depuis de nombreuses années l'enseignement supérieur et l'aide sociale étudiante.

Les étudiants ont besoin d'une organisation syndicale de lutte capable de créer les conditions favorables à la mise en place d'un rapport de force au niveau national. Conscients que la division des syndicats de lutte est l'une des principales causes des échecs des mouvements étudiants, nous devons maintenant dépasser les intérêts de chapelle pour construire l'unité du syndicalisme étudiant, sur des bases de lutte et anticapitalistes, et s'opposer ainsi au processus des réformes qui cassent les acquis historiques des étudiants et des travailleurs. De ce fait, nous nous opposerons également au syndicalisme cogestionnaire, qui depuis des années fait le jeu des réformes en accompagnant leur application.

Par conséquent, la Fédération Syndicale Etudiante appelle toutes les organisations étudiantes se réclamant du syndicalisme de lutte à ouvrir un dialogue, tant en interne qu'avec les autres organisations, sur la nécessité de l'unité du syndicalisme étudiant, dans le but de créer à terme une seule organisation, puissante et massive.

La FSE invite donc, le 10 décembre à Paris, toutes les sections appartenant aux organisations suivantes, ainsi que leurs secrétariats ou bureaux fédéraux : SUD-étudiant, CNT-FAU, CVSE, UNEF-TTE, AGEN, Résistance Syndicale, Epices, ainsi que tous les comités de mobilisation se retrouvant sur les bases du syndicalisme de lutte.

Cette réunion sera l'occasion de débattre de nos accords et de nos divergences, et ainsi avancer sur les points essentiels à l'unité et au développement du syndicalisme de lutte. »

DOCUMENT REÇU D'UN SYNDICALISTE ÉTUDIANT

**ENQUÊTE OFFICIELLE SUR LA RÉFORME LMD :
DES RÉSULTATS ÉDIFIANTS QUI CONFIRMENT LES ANALYSES DE LA FSE**

Le *Comité de suivi de la licence* a mené une enquête sur la mise en œuvre de la réforme LMD de 2002 à 2004, dans les formations de « sciences et technologies » et « lettres et langues ». Un questionnaire a été envoyé à 59 universités ayant basculé dans le système LMD entre 2002 et 2004 ; 45 universités ont répondu.

Le document complet (17 pages) se trouve à l'adresse

http://www.amue.fr/Telecharger/LMD/QuestLMD_res.pdf

Ce comité officiel n'a évidemment pas pour but de souligner les conséquences négatives du LMD. Il ne peut pourtant pas les camoufler – comme nous allons le voir – malgré des **questions souvent biaisées**. Un exemple de question : « *La proportion de TD par étudiant a-t-elle été augmentée, maintenue, diminuée ?* » Le résultat fait apparaître que cette proportion a été plus

souvent augmentée que réduite. Qu'en conclure ? Que les étudiants sont mieux encadrés et bénéficient de plus d'heures de TD ? C'est ce qu'on voudrait nous faire croire, mais la bonne question n'a pas été posée : « *Les heures de TD par étudiant ont-elles été augmentées, maintenues, diminuées ?* » Les résultats auraient sans doute été très différents, car beaucoup d'universités ont compensé l'ouverture de nouveaux TDs par la diminution des heures

d'enseignement par TD. En outre, une autre question (cf. ci-dessous) indique le nombre d'heures global d'enseignement par étudiant a baissé.

Voici quelques résultats instructifs de cette enquête :

Un tronc commun de plus en plus réduit

Dans 14 universités sur 29 (pour les licences de sciences et technologies) et 5 universités sur 11 (pour les licences de lettres et langues), le tronc commun du cursus licence représente moins de 30 ECTS (c'est-à-dire moins de 1/6 du total).

Cela signifie que dans près de la moitié des cas, le tronc commun a quasiment disparu ! Le diplôme de licence est ainsi de plus en plus individualisé. Chaque étudiant possédera son propre « diplôme ». Or, jusqu'à maintenant, un diplôme – commun à un ensemble d'étudiants – fondait la reconnaissance de droits collectifs (garantis par des conventions collectives) sur le marché du travail. La réforme LMD vise à casser ces droits collectifs, et donc à laisser chacun négocier seul (et donc en position de faiblesse) le prix de sa force de travail.

Diminution des heures d'enseignement

Par étudiant, le volume horaire en « présentiel » (sic) a été réduit dans 13 universités (et augmenté dans 3) pour les licences de Sciences et technologies, a été réduit dans 8 universités, augmenté dans 3 pour les licences de lettres et langues.

Si l'on comprend bien ce charabia technocratique, cela signifie que les étudiants ont moins d'heures de cours

(cours magistraux et TD cumulés). Cela est d'autant plus grave que ces diminutions touchent en priorité les matières fondamentales, les universités se vantant de développer les modules de « compétences transversales » (re-sic) – un des objectifs de la réforme LMD – comme l'informatique ou la « création d'entreprises ».

La part du contrôle continu augmente, le nombre d'épreuves terminales baisse

Conformément à l'esprit du LMD – mais aussi de la loi Fillon sur l'école –, la part du contrôle continu tend à augmenter partout. **Dans 3 universités, la part du contrôle continu dans le cursus licence est même de... 100% !!**

Le nombre d'épreuves terminales a été augmenté dans 7 universités, diminué dans 17 pour les licences de Sciences et technologies, et a été augmenté dans 4 universités, diminué dans 14 pour les licences Lettres et langues.

Ainsi, les universités suppriment de plus en plus de partiels, y compris sur les matières fondamentales ! Un exemple frappant est celui de l'histoire à Paris I : les étudiants d'histoire ne passeront plus qu'une unité d'enseignement fondamentale en examen terminal chaque semestre (au lieu des deux aujourd'hui), les étudiants tirant au sort – au dernier moment – laquelle des épreuves ils vont passer !

C'est une manifestation, qui ne trompe pas, du délaissement croissant des formations générales non sélectives à l'entrée, aux diplômes dévalorisés, alors que les universités mettent le paquet (financier) pour promouvoir leurs

nouvelles formations sélectives. Le LMD renforce la dualisation de l'Université, avec d'un côté des filières générales délaissées pour la « masse », et des filières « hautement compétitives » pour une petite minorité.

Les Universités achètent la paix sociale

Les « initiatives étudiantes » sont rémunérées de crédits ECTS dans 15 universités pour les licences de Sciences et technologies, et dans 15 universités pour les licences de Lettres et langues.

Cela signifie concrètement que les universités ont la possibilité de récompenser les « gentils » élus (cf. l'exemple de l'université Paris V : <http://oxygenefse.free.fr/lettres/lettre-info-70.htm>).

Cela ne fera qu'amplifier un phénomène déjà bien réel : la pléthore d'élus étudiants lèche-cul qui renoncent à défendre les intérêts étudiants pour leurs petits intérêts personnels. Il va sans dire que les militants de la FSE refuseront bien évidemment tout crédit ECTS pour leur activité militante.

En outre, cette enquête confirme d'autres tendances, qui sont déjà bien identifiées : la suppression de la compensation annuelle (qui n'est plus garantie par les décrets), la suppression de la session de septembre (une « anomalie » dans le système complètement semestrialisé du LMD – mais une anomalie bien utile pour les étudiants qui ont ainsi le temps de rattraper leurs lacunes).

Un syndicaliste de la FSE

MAROC

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET LA MONARCHIE : UNE COOPÉRATION PRIVILÉGIÉE... CONTRE LE PEUPLE ET LE PROLÉTARIAT MAROCAINS

L'anniversaire du quarantième anniversaire de l'assassinat de Ben Barka a été l'occasion de nombreux articles dans la presse. Mais on a été souvent fort discret sur le fait que, loin de relever seulement du passé, la collusion entre l'impérialisme français et la dictature monarchiste marocaine reste d'une terrible actualité : plus que jamais, il appartient à la presse révolutionnaire de l'expliquer et de la dénoncer.

Brefs rappels historiques

Le Maroc a acquis son indépendance en 1956, au terme de quarante-quatre années de protectorats français et espagnol. En 1953, le roi Mohammed V qui avait des velléités d'indépendance a été détrôné par les autorités françaises et remplacé par un cousin. Le roi et sa famille sont arrêtés et déportés. Lorsque le soulèvement algérien commence, la France, qui a peur d'un embrasement généralisé de l'Afrique du Nord, commence à envisager l'indépendance de ses protectorats du Maroc et de la Tunisie. Le roi déchu est rappelé et rétabli dans

ses droits, il remonte sur le trône. Les accords de la Celles-Saint-Cloud prévoient alors l'indépendance du Maroc. Aux yeux de l'impérialisme français, le roi déchu pour nationalisme, puis rappelé, sera le mieux à même de sauvegarder sur place les intérêts français, tout en laissant croire aux Marocains qu'ils ont obtenu une véritable indépendance.

En fait, le Maroc indépendant ne sera pas même un semblant de démocratie, les intérêts français seront toujours garantis. Le parti nationaliste lui-même, l'Istiqlal, renonce à toute revendication démocratique ; il ne

demande même plus une monarchie constitutionnelle. Ce renoncement provoque le départ de l'Istiqlal d'une aile gauche qui, conduite par Mehdi Ben Barka et Mohammed Basri, fonde l'UNFP (Union nationale des forces populaires).

Contre la monarchie compradore, une insurrection éclate dans le Rif en 1959. Elle se réclame de la République d'Abdelkrim, qui avait été proclamée en 1920 et avait bravé la France et l'Espagne, se heurtant à leur armée de 500 000 hommes sous le commandement de Pétain de 1921 à 1926, avec le soutien (essentiellement moral) de la IIIe internationale et du

mouvement islamiste. Comme la première trente ans plus tôt, la deuxième révolte du Rif est écrasée dans le sang, mais par la monarchie marocaine elle-même cette fois, acte inaugural d'une politique répressive féroce qui n'a jamais cessé.

À la mort de son père Mohammed V en 1961, Moulay Hassan monte sur le trône sous le nom de Hassan II. Il forme son gouvernement avec le parti Istiqlal. L'UNFP et le PC restent dans l'opposition. Sur le plan international, Hassan II se bat contre l'Espagne, puis l'Algérie pour la possession du Sahara occidental. Il est le premier dirigeant arabe à reconnaître implicitement l'État d'Israël en entretenant des relations diplomatiques avec lui.

La première Constitution du Maroc est adoptée. Le roi y détient un pouvoir gigantesque, y compris religieux : il est le « *commandeur des croyants* ». Le multipartisme et la liberté de la presse sont formellement reconnus, à condition de ne pas critiquer le roi ou la monarchie. Hassan II encouragera même la multiplication des partis (plusieurs seront créés directement par le Palais) et jouera sur leurs rivalités pour asseoir son pouvoir. Mais surtout, tout l'arsenal qui permettra la répression est mis en place. Le nouveau code pénal institue le crime d'*intention* d'atteinte à la sûreté de l'État et rend illimitée la garde-à-vue.

Des émeutes éclatent à Casablanca contre la vie chère ; l'armée mitraille la foule (23 mars 1961). On ne connaîtra jamais le nombre de victimes (sans doute un millier). D'autre part, les principaux dirigeants de l'UNFP sont bientôt emprisonnés et torturés. Mehdi Ben Barka, accusé de complot, est condamné à mort par contumace. Il sera peu après enlevé en plein Paris dans des circonstances jamais réellement élucidées ; selon toute vraisemblance, des policiers français l'auraient livré aux sbires de Hassan II ; on ne l'a plus jamais revu.

Tout le long règne d'Hassan II est marqué par la persistance d'une monarchie absolue, la répression sanglante des révoltes souvent spontanées et violentes de la population, la torture et l'assassinat systématique des opposants. Ce n'est qu'en 1998 que se dessine une certaine évolution politique, sous la pression du mécontentement silencieux des masses, qui profite avant tout, sur le terrain, aux islamistes. La gauche ayant progressé lors des élections, bien qu'elles soient manifestement truquées, le roi semble vouloir

respecter une sorte d'alternance, avant tout pour contrer la montée des islamistes. Il nomme alors Abderrahmane, le dirigeant socialiste et « opposant » de toujours, à la tête du gouvernement. Mais il n'a pas grand-chose à craindre : de fait, il n'aura pas de meilleur soutien que ce parti membre, aux côtés du PS français, de l'Internationale « socialiste ».

Le régime aujourd'hui

Hassan II meurt en 1999. Son fils aîné monte sur le trône, sous le nom de Mohammed VI. Les médias français annoncent à cors et à cris qu'il est un « roi démocrate » et « moderne »... Raffarin, en 2003, encore, avait parlé d'une politique d'ouverture et de démocratisation menée par le roi Mohammed VI. En fait, celui-ci a pris lors de son accession au pouvoir un certain nombre de mesures symboliques en réformant quelques aspects particulièrement moyenâgeux de la législation, en ce qui concerne les femmes notamment, mais il n'a rien changé d'essentiel à la politique de son père. Au contraire, on assiste à une véritable recrudescence de la répression après que, en 2002, les élections (un peu plus transparentes que les précédentes), la monarchie s'est trouvée confrontée à une poussée islamiste et à la défaite des partis dits « administratifs ».

Après ces élections, Mohammed VI nomme Driss Jettou, un proche du Palais, au poste de Premier ministre. En mai 2002, le nouveau code de la presse maintient les peines de prisons pour délits de presse, même si les peines sont réduites (5 ans de prison pour atteinte à la dignité du roi, contre... 20 ans précédemment) ; de plus, la notion de diffamation a été élargie à la religion musulmane et à l'intégrité territoriale. Le ministre de l'Intérieur, Youssoufi, interdit trois journaux d'un coup, au motif qu'ils n'avaient pas respecté l'intégrité nationale du royaume ou manqué de respect à « son altesse ». En 2003, quelques jours avant les déclarations de Raffarin, la « Justice » marocaine condamne à mort dix jeunes militants islamistes et le journaliste Ali Lmrabet est condamné à trois ans de prison pour « outrage à la personne du roi ». En mai de la même année, dans un discours télévisé, Mohammed VI serre encore la vis en annonçant « la fin de l'ère du laxisme » : contre ceux qui « exploitent la démocratie pour porter atteinte à l'autorité de l'État », ceux qui font « un mauvais usage de la

liberté d'opinion ». Récemment, en juin, le journaliste indépendant Brahim Fillali a soutenu dans son journal libertaire « Ici et maintenant » les mineurs d'Imini, en grève contre leur direction, laquelle venait d'engager des hommes de main pour briser leur mouvement ; quelques jours après, les locaux du journal ont été incendiés, la police a refusé de prendre la plainte du journaliste, et celui-ci est menacé par des procédures judiciaires : il doit répondre d'une accusation selon laquelle il détiendrait des « *dossiers touchant aux institutions* » ainsi qu'à « *l'intégrité territoriale du Maroc* ».

La situation économique et sociale

Ce regain de la répression politique correspond à un accroissement de la misère des masses, dont la colère latente, mais non moins explosive potentiellement. La croissance économique du Maroc est d'une moyenne de 3,7 % au cours des cinq dernières années, mais ce taux est inférieur à celui des autres pays de la région, alors que la démographie est galopante. Au début de 2002, le chômage touche officiellement 12,2 % de la population, en réalité plus de 20 %, et parfois 50 et même 60 % dans certaines zones rurales du sud du Maroc. Il atteint toutes les couches de la population et n'épargne pas les diplômés, dont un quart est sans travail. Dans ces conditions, le secteur informel emploierait 40 % de la population et la pauvreté absolue a progressé de 50 % au cours des années 1990, atteignant plus de 5 millions de Marocains (19 %). Près d'un Marocain sur deux n'a pas accès à ce que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) appelle « *le minimum des potentialités humaines élémentaires* » (une alimentation correcte, la possibilité de s'instruire et de se faire soigner, d'enfanter dans des conditions salubres). En revanche, 18 % de la population accapare plus de la moitié des ressources du pays, les inégalités s'étant considérablement creusées ces dernières années, le roi quand à lui, est un des hommes les plus riches du monde. Dans les années 1990, un opposant au régime, Abdelmoumern Diouri, avait dressé un inventaire (contesté par le Palais) de la fortune d'Hassan II dont a hérité Mohammed VI : quelque 10 milliards de francs déposés dans une vingtaine de banques françaises, américaines et suisses. Au Maroc, une vingtaine de palais, plusieurs milliers d'hectares de terres agricoles (reprises en 1963 aux

colons français), le groupe ONA (Omnium nord-africain) présent dans tous les secteurs de l'économie... Plusieurs immeubles à Paris et à New-York, de nombreux pied-à-terre luxueux aux États-Unis et en France, notamment le château d'Armainvilliers (Seine-et-Marne) comportant deux cents pièces et quatre cents hectares de parc..., un portefeuille boursier considérable comprenant des titres américains et européens.

Quant à la classe moyenne, l'archaïsme social et économique du pays la réduit à la portion congrue (5 % de la population, contre 35 % en Tunisie). On comprend dès lors sans peine pourquoi, comme une enquête récente l'a établi, 72 % des Marocains souhaitent émigrer, et même 89 % pour les jeunes de 21 à 29 ans !

De fait, les ressources économiques du Maroc viennent d'abord des 2,5 millions de Marocains émigrés, le plus souvent vers l'Europe ; leurs envois d'argent représentent la première source de devises du pays, loin devant le tourisme ou les phosphates. Les mines occupent une place primordiale dans l'économie marocaine : elles représentent près de 21 % des recettes d'exportation, emploient 39 225 personnes et constituent un monopole de l'État représenté par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP), créé en 1920. Le Maroc renferme 3/4 des réserves de phosphates connues sur la planète, il est le 1^{er} exportateur et le 3^e producteur de phosphates bruts à l'échelle mondiale (mais il faut noter que la demande a commencé à baisser ces dernières années).

Selon un rapport de l'ONU, le Maroc occupe également la première place dans la production de cannabis, qui joue un rôle considérable dans son économie et dans ses relations internationales. Le revenu de 800 000 personnes, soit environ les deux tiers de la population du Nord, dépendrait de cette activité. Cultivé sur 134 000 hectares, principalement dans le Rif, la production totale annuelle de cannabis brut s'élève à 47 000 tonnes, tandis que le potentiel de production de résine de cannabis est évalué à 3 080 tonnes ; cette production engendre un chiffre d'affaires annuel de 10 milliards d'euros. Il est en effet d'une rentabilité bien supérieure à celle des cultures céréalières pour les paysans pauvres : « *Financièrement, les terres cultivées en cannabis rapportent (aux agriculteurs) 7 à 8 fois plus que celles cultivées en orge, lorsqu'elles ne sont*

pas irriguées, et 12 à 16 fois plus lorsqu'elles le sont » (rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : ONUDC et le gouvernement du Maroc, enquête sur le cannabis 2003). L'Europe reste le débouché principal pour la résine de cannabis, à commencer par l'Espagne. En 2002, 735 tonnes ont été saisies dans ce pays, et 66 tonnes au Maroc même. Les auteurs du rapport cité en déduisent que 2 300 tonnes auraient été écoulées sur le marché européen : « *Avec un prix de détail de 5,40 dollars par gramme en Europe en 2003, le chiffre d'affaires total du marché de la résine de cannabis d'origine marocaine peut être approximativement estimé à 12 milliards de dollars* ». À titre de comparaison, en 2002, les exportations officielles du royaume totalisaient 11 milliards de dollars ! Mais la comparaison doit être utilisée avec précaution car « *l'essentiel (du) chiffre d'affaires* » généré par la drogue est réalisé par les « *circuits de trafic dans les pays européens* », sans revenir directement à l'État marocain. (Enquête de l'ONUDC citée par J.-P. Tuquoi dans *Le Monde* du 17 décembre 2003.) Des rumeurs ont même circulé sur les bénéfices que Hassan II aurait tirés du commerce du haschisch, mais sur ce point rien n'a pu être prouvé.

Le poids de l'impérialisme français

En 2003, les investissements directs étrangers (IDE) au Maroc, ont atteint un montant de 22,9 milliards de dirhams (11 dirhams = 1 euro), après le montant record de 2001 (32,5 Md DH). Globalement ces investissements prennent de plus en plus de poids dans l'économie marocaine, qui est ainsi toujours plus dépendante. Ces années d'investissements étrangers records sont avant tout dues à la campagne de privatisations menée par le gouvernement marocain : vente de la deuxième licence de téléphonie mobile à Méditel en 1999, cession de 35 % du capital de Maroc Telecom au groupe Vivendi en 2001 pour 23,3 milliards de dirhams, privatisation de la Régie des Tabacs au profit du groupe franco-espagnol Altadis (14 milliards de dirhams)... Le secteur de l'industrie (18,8 milliards de dirhams, soit 80 % du total en 2003) est celui qui bénéficie le plus des investissements et prêts privés étrangers reçus par le Maroc. Il est suivi par le secteur de l'immobilier (1,6 milliards de dirhams, soit 6,7 % toujours en 2003) et par

celui des télécommunications (630,5 millions DH, soit 2,7 %).

À eux seuls, les investisseurs français représentaient 54,4 % du total des IDE dans la période 1999-2003, malgré un recul relatif en 2003 au profit des investisseurs espagnols. De plus, treize des quinze plus grandes entreprises françaises sont implantées au Maroc (Totalfinal, Vivendi Universal, Aventis, France Télécom, AXA, Sanofi Synthelabo, BNP Paribas, Suez Lyonnaise, Alcatel, Société générale, Danone, PSA Peugeot Citroën, Crédit Lyonnais). En ce qui concerne les échanges, la France est le principal partenaire économique du Maroc. (Source : fiche de synthèse de janvier 2005 sur <http://www.missioneco.org>, site des marchés extérieurs du ministère de l'économie.)

Il n'est dès lors pas étonnant que l'État français n'ait jamais cessé de couvrir et de protéger l'État marocain, même au moment de ses pires exactions contre des militants et des pires répressions. Le premier voyage officiel d'Hassan II le conduisit évidemment à Paris. Réciproquement, les présidents français successifs ont tous réservé leur premier voyage à l'étranger, officiel ou non, au Maroc (selon J.-P. Tuquoi, *Le dernier roi*, Grasset & Fasquelle novembre 2001). Depuis un demi-siècle, parmi les hommes d'État français de droite comme de gauche, généralement suivis par leurs laquais médiatiques, il n'y en a pas un qui ne se soit félicité de « l'excellence des relations bilatérales », de la « clarté » et de la « loyauté » des rapports franco-marocains. De très nombreux ministres, députés et autres diplomates de droite comme de gauche font partie des différentes associations de soutien au Maroc, comme par exemple le « Cercle d'amitié franco-marocain » présidé par Mehdi Qotbi, et vice-présidé par Hubert Védrine, l'ex-ministre PS des Affaires étrangères. Pendant tout le règne d'Hassan II, tous ces amis du dictateur étaient couverts de cadeaux luxueux et reçus gratuitement dans les plus grands palaces du royaume.

Les difficiles conditions de la lutte de classe prolétarienne

Le mouvement ouvrier marocain, né sous la colonisation, a d'abord subi le joug de l'État français, avant de connaître la dictature royale. La surexploitation des ouvriers est insupportable, notamment dans les

mines, et les libertés syndicales et politiques sont toujours bafouées, sous le nouveau roi comme sous l'ancien. Par exemple, le 14 janvier dernier, six syndicalistes, dont l'ex-secrétaire général du syndicat des ouvriers des mines d'Imini, Mohamed Khouya, ont été condamnés pour « entrave à la liberté de travail et coups et blessures entraînant un décès délibéré » à 10 ans de prison ferme chacun. La direction des mines voulait briser les maigres droits et acquis des ouvriers, arrachés au bout de combats durs et nombreux. En octobre 2002, la direction avait imposé le travail à temps partiel, avec une réduction de 50 % des salaires. Devant cette attaque terrible pour les salariés, un mouvement de grève, de manifestations et de sit-in avait commencé. Mais, le 1er avril 2004, les patrons ont obtenu de la direction régionale de l'UMT (une des deux grandes confédérations syndicales) que Mohamed Khouya, membre du bureau régional et mandaté pour négocier le plan social de continuation de la mine, soit remplacé. Les 148 ouvriers et cadres des mines d'Imini ont alors décidé de se retirer de l'UMT

pour adhérer à la CDT, le syndicat concurrent. Le 15 avril, c'est le secrétaire régional de l'UMT en personne qui a conduit 120 jaunes armés de barres de fer et de couteaux à l'assaut des ouvriers de la mine, pendant que la direction organisait des coupures de courant dans tous les villages de mineurs des alentours. Les ouvriers de la mine se sont défendus en jetant des pierres ; or un jaune, blessé à la main, a été transporté le soir même à Ouarzazate, où il est mort une semaine plus tard. Quelques jours avant l'attaque, cet homme avait déjà été placé en réanimation à l'hôpital à cause d'un diabète chronique et, la veille encore, le directeur local des mines d'Imini l'avait fait sortir de l'hôpital à l'insu de sa famille pour le faire transporter jusqu'aux mines ; il y a donc eu manifestement une provocation, fournissant un prétexte idéal pour réprimer violemment les meneurs du mouvement de grève.

Cet exemple, pris parmi tant d'autres, montre que l'État marocain et les bureaucrates syndicaux qui font partie de ses agents n'ont jamais lésiné sur les moyens les plus atroces pour

venir à bout des mobilisations de la classe ouvrière et réprimer ses militants. Mais l'impérialisme français a une responsabilité décisive : parce que ses capitaux sont investis massivement dans l'industrie marocaine, il exerce une pression considérable pour faire baisser le coût du travail, notamment pour exiger la liquidation des maigres droits syndicaux que les travailleurs marocains ont su arracher lors de grèves et de mobilisations dures et violentes. C'est pourquoi les travailleurs de France et leurs organisations ont le devoir de soutenir leurs camarades marocains en nouant des liens de solidarité active, en rendant publiques leurs terribles conditions d'existence et de combat, mais aussi en combattant l'État français et ses collusions intolérables avec la dictature monarchiste et en exigeant l'annulation de la dette et la publication des subventions versées à la cour du Maroc sous prétexte d'aide au développement.

Paul Lanvin

ALLEMAGNE

LA FIN DE L'HÉGÉMONIE DU SPD SUR LE PROLÉTARIAT ALLEMAND

Que ce soit pour s'en réjouir ou pour s'en affliger, tous les commentateurs, quelle que soit leur couleur politique, ont estimé que le fait marquant des dernières élections générales en Allemagne était l'apparition d'une nouvelle coalition électorale préfigurant un nouveau parti, le Linkspartei, parti de la gauche, union du PDS (Partei des Demokratischen Sozialismus, ancien SED, parti de la bureaucratie est-allemande, rebaptisé Parti du Socialisme Démocratique après la chute du Mur, puis, récemment, Linkspartei-PDS) et du WASG (Wahlalternative Arbeit und Soziale Gerechtigkeit, Alternative Électorale pour le Travail et la Justice Sociale). Quelle est la signification de l'apparition d'un nouveau parti à gauche du SPD ? Quel est le rapport entre les processus de recomposition politique en cours et les exigences nouvelles du capital allemand dans le contexte de l'économie mondiale ouvert par l'effondrement de la bureaucratie stalinienne et le rétablissement du capitalisme à l'Est de l'Europe ? Quelle est la relation entre les événements de la lutte de

classe en Allemagne de l'été et de l'automne 2004 (« manifestations du lundi » et grèves ouvrières, cf. Le CRI des travailleurs n° 15 de novembre-décembre 2004) et la création de ce nouveau parti ?

Les exigences nouvelles du capital allemand et la politique du gouvernement Schröder (1998-2005)

Le capital, le SPD et les masses

Les résultats des élections générales du 18 septembre ne peuvent être compris sans une analyse des changements intervenus dans la situation de l'impérialisme allemand dans le cadre du capitalisme mondial depuis l'effondrement de la bureaucratie stalinienne à l'Est de l'Europe. Dans ces nouvelles conditions d'une concurrence exacerbée à l'échelle mondiale, confrontée en outre aux difficultés posées par l'absorption de l'ex-RDA par la République Fédérale, la bourgeoisie allemande a dû remettre en cause sa politique traditionnelle, élaborée par la CDU dans l'après-guerre, qui reposait sur l'intégration

organique du prolétariat et de ses organisations dans le cadre du capitalisme allemand — politique symbolisée par la formule de « l'économie sociale de marché ». La bourgeoisie allemande ne pouvait maintenir ses parts de marchés et ses profits sans remettre en cause les nombreuses conquêtes sociales et le haut niveau des salaires. C'est seulement dans ce contexte que l'on peut comprendre l'évolution de la ligne politique du SPD.

Certes, le SPD était depuis 1914 « définitivement passé du côté de l'ordre bourgeois », et il avait depuis 1959 renoncé à toute analyse de classe et à toute référence au combat pour le socialisme (même au moyen d'une série de réformes progressives). Mais la défense des intérêts particuliers du prolétariat avait beau avoir disparu de la politique, puis du programme du SPD, elle n'en continuait pas moins d'imprimer sa marque à son discours comme à ses pratiques : le SPD n'avait pas cessé de s'appuyer essentiellement sur les puissants syndicats allemands, organisant en masse un prolétariat nombreux. De ce point de vue, l'évolution de la politique du SPD

dans les années 1990 marque une nouvelle rupture qualitative : c'est le SPD qui a pris *directement* en charge l'attaque en règle contre les conquêtes sociales des salariés allemands exigées par le capital allemand dans ces nouvelles conditions. Après 16 ans de gouvernement sans partage, la CDU avait marqué le pas et le patronat s'impatientait. Kohl n'était pas parvenu à faire passer les réformes exigées par la bourgeoisie. Seul le SPD, en raison de sa position de direction du prolétariat, pouvait arriver à faire avaler aux travailleurs l'amère potion nécessaire aux besoins du capital allemand. C'est précisément le travail que Schröder s'est efforcé d'accomplir, d'abord avec l'aide de Lafontaine, puis sans lui. Après sept ans de gouvernement SPD-Verts, les patrons ont fait savoir combien ils étaient contents de la politique de Schröder. Mais, comme la gestion de ces conquêtes, sous-produits de la puissance révolutionnaire potentielle du premier prolétariat d'Europe, servait précisément au SPD de justification pour sa politique de collaboration de classes ouverte, il ne pouvait accomplir le sale boulot pour la bourgeoisie sans se heurter de front aux travailleurs organisés. L'examen des résultats de la politique du gouvernement SPD-Verts permet de comprendre la satisfaction unanime des patrons pour le travail de Schröder.

Les résultats de la politique du gouvernement SPD-Verts

La compétitivité des entreprises allemandes sur le marché mondial est redevenue excellente. Les exportations allemandes ont doublé entre 1993 et 2005, passant de 11,4 % du PIB (Produit Intérieur Brut) à 22,4 %. L'excédent commercial atteint 156 milliards d'euros et l'excédent courant (incluant biens, services et capitaux) 4,1 % du PIB. La construction de l'Union Européenne y joue un rôle majeur : 85 % de l'excédent commercial allemand provient des échanges sur les marchés de l'UE. Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que la bourgeoisie allemande soit farouchement « pro-européenne ». La politique de Schröder a contribué à réduire le « coût du travail » pour le capital d'outre-Rhin. La principale mesure touchant aux salaires directs a consisté en une pression constante exercée sur les syndicats pour qu'ils acceptent la mise en place de clauses dérogatoires au sein des conventions collectives. Quant à la part indirecte

du salaire, Schröder l'a réduite par sa réforme de la santé et celle des retraites, complétées par des mesures diminuant les allocations chômage et multipliant les sanctions contre les chômeurs qui n'acceptent pas n'importe quel emploi (plans Hartz I à IV). Résultat : si les coûts salariaux allemands étaient supérieurs à la moyenne de l'UE d'environ 60 % en 1974, et encore de 16 % en 1995 (malgré l'impact de la réunification), ils sont aujourd'hui inférieurs de 6 % à cette moyenne. Certes, comme toujours, les chiffres moyens recouvrent de fortes disparités, ici entre l'Ouest et l'Est, entre les grandes entreprises et les PME, etc. Mais la meilleure preuve que les difficultés actuelles de l'économie allemande symbolisées par un taux de croissance faible et un taux de chômage record, ne s'expliquent pas par des coûts salariaux trop élevés, c'est que les régions d'Allemagne où les salaires sont les plus bas, à l'Est, sont aussi les plus sinistrées économiquement, avec un chômage de 18 % en moyenne. Bien sûr, ces chiffres sont néanmoins à relativiser, car ils reflètent aussi une croissance du PIB plus lente que dans les autres pays de l'UE : en gros, alors que le PIB par habitant de l'Allemagne était supérieur de 20 % à la moyenne de l'UE en 1974, il lui est aujourd'hui un peu inférieur. Mais ces chiffres doivent être à leur tour nuancés : la croissance lente du PIB est aussi en partie due, notamment à l'Est, à la crise du secteur du bâtiment, qui représentait 17 % du PIB à l'Est dans les années 1990 et aujourd'hui 7 %, avec une perte d'1 million d'emplois. En effet, dans un premier temps, il y avait une forte demande de constructions neuves (infrastructures, immeubles de bureaux, logements) : le capital s'est donc largement investi dans ce secteur ; mais aujourd'hui, la demande a brutalement chuté, le capital se déplace donc vers d'autres secteurs, éliminant les surcapacités – selon les normes de rentabilité du capital – dans ce domaine.

Mais pour obtenir de si bons résultats, il a fallu modifier en profondeur la structure de l'économie. La baisse des coûts salariaux s'est combinée avec une remise en cause de « l'intégration verticale » caractéristique de l'économie rhénane, c'est-à-dire avec l'externalisation massive de tâches auparavant réalisées dans le cadre d'une entreprise et avec des délocalisations de proximité en Europe centrale. Certes, si l'on s'en tient aux

moyennes, la productivité du travail dans ces pays (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, etc) est si basse que la faiblesse des salaires ne la compense pas. Mais cela s'explique principalement par la vétusté des installations des industries et des services. En ce sens, lorsque Volkswagen construit une usine en Tchécoslovaquie, la productivité y atteint des niveaux proches de ceux de l'Allemagne pour des coûts salariaux extrêmement bas. Cela permet de comprendre que les bons résultats à l'exportation ne créent pas (ou créent peu) d'emplois en Allemagne et que le pouvoir d'achat des salariés qui ont un emploi stagne ou n'augmente que faiblement. Les PME fortement dépendantes du marché intérieur sont asphyxiées, ce qui accentue la hausse du chômage. Comme, en revanche, le taux d'épargne des ménages reste élevé, le marché intérieur en est réduit d'autant. Par ailleurs, la baisse des impôts sur les actions, sur les sociétés et sur le revenu a eu pour effet de réduire les rentrées fiscales : « l'État social » a donc dû se serrer la ceinture, les services publics ont été attaqués sous toutes les formes possibles. C'est seulement dans ces conditions que l'on peut comprendre l'émergence du WASG.

Le WASG, le PDS et leur coalition électorale Linkspartei

Réponse d'une fraction de l'appareil des syndicats à un processus de rupture des masses avec le SPD

Pour cerner la nature du WASG, il faut certes examiner son programme, mais d'abord et plus encore regarder selon quel rapport avec la lutte des classes il s'est fondé. La politique du gouvernement SPD-Verts était de plus en plus clairement rejetée par le prolétariat, en particulier par les millions de chômeurs chroniques. Cela se manifestait à chaque élection dans les Länder (régions), où le SPD faisait des scores lamentables, perdant une à une les régions où il avait encore la majorité, mais aussi dans le fait que des dizaines de milliers d'adhérents du SPD rendaient leur carte et enfin dans la multiplication des grèves touchant la métallurgie et les services publics. Ce mouvement profond de mécontentement face à la politique du SPD a atteint son point culminant au cours de l'été et de l'automne 2004, avec les « manifestations du lundi » contre le plan Hartz IV, des manifestations dans les Länder à

l'appel des syndicats et la manifestation centrale de Berlin organisée en novembre par les sections d'entreprise des syndicats, ATTAC, le MLPD (parti d'origine maoïste) et les petites formations se revendiquant du trotskysme. Les membres de l'appareil des syndicats ressentaient – et cela d'autant plus clairement qu'ils étaient prêts de la base – que les masses étaient en train de rompre avec le SPD. Dans la mesure où ce dernier dominait presque sans partage l'appareil des syndicats, ce premier mouvement de rupture en annonçait un second, celui d'une rupture avec l'appareil conservateur des syndicats. C'est pour répondre à cette situation qu'un certain nombre de permanents syndicaux, de la section d'établissement jusqu'au plus haut niveau, ont décidé de mettre en place progressivement, à partir de 2004, un mouvement pour aller vers un nouveau parti. De son côté, le PDS (ex-SED au pouvoir en RDA), qui s'était révélé incapable en quinze ans de s'implanter à l'Ouest, y a contribué et a apporté un soutien matériel décisif à l'opération. Un appel de plus de 2000 syndicalistes à voter pour le Linkspartei — coalition WASG-PDS — a été publié pendant l'été 2005, montrant l'ampleur des fissures dans l'appareil syndical, en particulier dans les deux plus grands syndicats, Ver.di (services) et IG-Metall (métallurgie)¹.

¹ Parmi ceux qui ont mis en place le WASG, on trouve tout d'abord de hauts dirigeants de Ver.di à l'échelle nationale, comme le chef de l'influente commission économique de Ver.di, Michael Schlecht, et son adjoint Ralf Krämer, ou encore Margret Mönig-Raane, ancienne secrétaire générale du syndicat HBV (Commerce, Banque et Assurances, avant sa fusion avec quatre autres syndicats dans Ver.di) et aujourd'hui l'une des vice-secrétaires générales de Ver.di, ainsi que hommes influents au sommet d'IG-Metall, comme Horst Schmitthener, aujourd'hui retraité, longtemps membre de la direction nationale de IG-Metall, ainsi que deux de ses proches, Hans-Jürgen Urban und Axel Gerntke, qui travaillent en relation étroite avec le secrétaire général de IG-Metall, Jürgen Peters. Des dirigeants syndicaux dans les villes comme ceux de Ver.di Potsdam, München, Stuttgart, Düsseldorf, Francfort, Leipzig, Hamburg, ainsi que ceux d'IG-Metall Francfort et Schweinfurt, des dizaines et des dizaines de dirigeants syndicaux locaux et d'entreprises de ces deux syndicats, tout comme, quoique plus marginalement, des responsables du GEW (syndicat des enseignants), quelques responsables secondaires de IG-BCE (Mine, Chimie, Énergie) et Transnet, figurent également parmi les signataires de l'appel à voter pour le Linkspartei. Frank Bsirske, secrétaire général de Ver.di,

Lutte de classe, appareil des syndicats et plate-forme du WASG

Face aux optimistes et aux confusionnistes qui parent ce nouveau parti de toutes les vertus, il faut se rappeler comment ont agi ses principaux fondateurs face au mouvement ascendant de la lutte de classe pendant la période 2003-2005. La direction de IG-Metall a trahi la grève des métallos, partie des régions de l'Est de l'Allemagne, qui exigeait l'égalisation des conditions de la convention collective entre l'Est et l'Ouest. Non seulement cette direction n'a pas sérieusement préparé la grève, mais elle a eu recours à la tactique des grèves tournantes, inefficaces contre le patronat, et les dirigeants des syndicats de l'Ouest ont refusé de soutenir la mobilisation des métallos de l'Est. Les membres de l'appareil n'ont combattu ni à l'Ouest ni à l'Est la direction traître de leur syndicat. La même direction d'IG-Metall, tout comme les représentants de ce syndicat chez Opel, ont tout fait pour casser la puissante grève spontanée avec occupation des ouvriers de Opel à Russelheim et Bochum, qui combattaient le plan de 10 000 licenciement prévu par General Motors. Et ils sont allés négocier un compromis qui prévoit encore plusieurs milliers de suppression d'emplois. La direction et l'appareil de Ver.di dans les Länder mènent la même politique dans leur secteur, acceptant la modération salariale, l'allongement du temps de travail, les « clauses d'ouverture » qui vident de son contenu la convention collective (autorisant, en cas de difficultés financières, des clauses dérogatoires pour une ville ou une entreprise) ; et ils mettent en œuvre la même tactique des grèves tournantes. Les directions nationales des syndicats s'étaient dressées de toutes leurs forces contre la montée et la centralisation de la lutte de classes de l'été et de l'automne 2004 contre le plan Hartz et

membre des Verts, n'a pas caché sa sympathie pour l'appel. Le PDS a largement appuyé la constitution du WASG en lui prêtant des moyens financiers sans lesquels il n'aurait pu se monter aussi vite et surtout faire campagne pour les élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie. Des dissidents du WASG, qui ont rompu à droite avec lui, pointent notamment les étroites relations entre Bodow Ramelow, directeur de campagne du PDS, ex-secrétaire du HBV au niveau d'un Land au moment où Margret Mönig-Raane en était la secrétaire générale...

l'agenda 2010, et notamment contre la manifestation centrale à Berlin qui avait été organisée par des réseaux de militants à la base et rassemblé 100 000 personnes. Ces dirigeants syndicaux ont d'une part refusé d'exiger l'abrogation pure et simple du plan Hartz IV, se prononçant pour des améliorations, « pour la justice sociale », etc., et, d'autre part, refusé d'appeler à une manifestation nationale, se contentant de simples mobilisations par Land, pour donner le change aux travailleurs mécontents de la politique de casse sociale du gouvernement. Quant à organiser des grèves contre les plans du gouvernement, il n'en était pas question pour eux.

Certes, des syndicalistes de base et de niveau intermédiaire, parmi lesquels un certain nombre participent à la mise en place du WASG, ont été les principaux organisateurs de la manifestation centrale de Berlin. Mais, dans sa plate-forme politique, le WASG ne dit rien contre la politique des directions syndicales, l'appel des syndicalistes à voter pour le Linkspartei non plus : et pour cause, les bureaucrates syndicaux et les membres de l'appareil intermédiaire ne vont pas se critiquer eux-mêmes ! Mais, sous la pression de la rupture d'importantes couches de travailleurs avec le SPD et d'un début de radicalisation à une échelle de masse, qui menaçaient de se cristalliser politiquement, ils ont décidé de lancer une nouvelle organisation, façon pour eux de se refaire une virginité sous couleurs d'anti-néolibéralisme, pour ne pas perdre le contact avec ces travailleurs qui sont la base sociale sur laquelle ils s'appuient. Au delà des apparences trompeuses, ce nouveau parti, produit et reflet déformé de ces développements de la lutte de classe, se constitue donc comme l'organisation de ceux qui ont tout fait pour freiner l'initiative des masses qui cherchaient à en découdre avec le gouvernement Schröder et sa politique de casse sociale au nom des exigences du capital, c'est-à-dire comme un obstacle au regroupement des travailleurs sur une véritable base de classe.

L'arrivée de vieux dirigeants du SPD à la tête du WASG

À cette palette de permanents syndicaux sont venus s'ajouter récemment Oskar Lafontaine, ancien secrétaire général du SPD de 1990 à 1999 et ancien ministre de l'Économie

de Schröder de 1997 à 1999, ainsi que Ulrich Maurer, ancien dirigeant du SPD de Bade-Wurtemberg pendant l'ère Lafontaine, et quelques autres anciens cadres moins importants, qui avaient perdu toute fonction de direction au sein du SPD. Qui sont-ils ? Qui est en particulier Lafontaine ? C'est un homme politique bourgeois, fidèle au capitalisme. Il cherche aujourd'hui à se donner un profil d'homme « de gauche » : pourtant, c'est sous sa direction que le SPD a définitivement terminé de rompre avec ce qui restait de ses origines ouvrières, s'alignant strictement sur les exigences nouvelles du patronat allemand pour faire face à la concurrence des capitalistes des autres pays, les exigences du cours « néolibéral ». Le programme adopté en 1995 sous sa présidence prévoyait notamment la « diminution massive des charges sociales (*Lohnnebenkosten*, c'est-à-dire le « salaire socialisé », comme les cotisations sociales retraite, maladie, chômage, etc) », maître-mot des exigences patronales, l'« allongement du temps de fonctionnement des machines en relation avec la réduction du temps de travail », supposant une flexibilisation accrue du travail, « la compensation du travail de nuit, du travail en trois huit et du travail du week-end par des congés supplémentaires », c'est-à-dire la suppression du paiement en heures supplémentaires, et enfin la possibilité de « dispositions différenciées au sein des conventions collectives nationales », permettant aux patrons de soumettre leurs salariés à un constant chantage aux difficultés financières de l'entreprise ou de la branche (citations extraites de la brochure du RSB sur le Linkspartei) : toutes ces mesures convergeaient clairement vers l'objectif patronal de « baisse du coût du travail » et annonçait indiscutablement la politique de Schröder, nommé candidat à la chancellerie sous la présidence de Lafontaine et avec son appui, avant que celui-ci ne se retire de manière spectaculaire, mais tardive, du gouvernement en 1999, quand Schröder décida de pousser plus encore la logique même du programme de 1995.

Le programme du WASG : néo-keynésianisme nostalgique des « Trente glorieuses »

Certes, le programme de fondation du WASG affirme : « *Nous sommes comme parti du côté de ceux qui*

assurent leur existence par le propre travail, du côté des faibles, des pauvres et des exclus. Nous voulons leur redonner une voix en politique et au parlement. Nous voulons de meilleurs conditions de travail et de vie pour la grande majorité de la population. » Mais c'est là sans doute le passage le plus « radical » (!) d'une plate-forme qui non seulement pose clairement le capitalisme comme un horizon indépassable, mais en outre se refuse à toute analyse en termes de classes sociales au sens marxiste du terme : les concepts d'ouvrier (*Arbeiter*), de classe ouvrière, de prolétaire (*Proletarier*) et de prolétariat sont soigneusement écartés. On y lit que « *l'ensemble des richesses économiques et culturelles est né de la production sociale de tous les hommes. C'est pourquoi chaque homme a le droit de participer à et de co-décider dans tous les processus sociaux. Nous intervenons pour une démocratisation de l'économie, pour la mise en place de droits d'influence et de co-décision des employés (Beschäftigten) et de leurs syndicats dans les entreprises. Une démocratisation de l'économie est le but et la condition d'un changement de politique durable. Le pouvoir du capital doit être limité. Nous tenons ferme aux principes de l'État social, tel qu'il est inscrit dans notre Constitution.* » (Nous soulignons.) Les 28 pages de la plate-forme sont imprégnées de cet esprit typique du permanent syndical nostalgique de la période du « bon » capitalisme des « Trente Glorieuses » et du « bon » SPD d'après Bad-Godesberg qui pratiquait tranquillement la collaboration de classes avec le capital dans l'harmonie sociale, troublée de temps à autre par quelques ouvriers ou jeunes révoltés infestés par le virus du maudit communisme. Ce programme est rempli d'une véritable adoration pour l'État bourgeois et sa Constitution « démocratique ». Il décline un projet économique d'esprit keynésien, fait de hausses d'impôts pour les riches, d'extension des services publics, de collaboration capital-travail, etc. Ce programme, déjà réactionnaire dans les années 1950 et 60, est entièrement utopique dans la phase actuelle du capitalisme mondialisé. D'ailleurs, il revendique l'adaptation aux évolutions de celui-ci : « *Nous ne sommes pas opposés aux réformes. Au contraire : l'État social est une conquête essentielle de la civilisation. Garantir l'État social, c'est le rendre plus englobant et*

l'adapter aux nouvelles évolutions. » De quelles « évolutions » peut-il s'agir sinon des nouvelles exigences du capital ?

Les listes communes du WASG et du PDS

Le PDS, incapable de se construire à l'Ouest, avait manqué l'entrée au Bundestag lors des dernières élections générales. Il n'était pas assuré de réussir seul à dépasser la barre des 5 % ou des trois mandats directs. De son côté, le tout jeune WASG, qui venait d'obtenir un score prometteur de 2,2 % des voix lors des élections en Rhénanie du Nord-Westphalie, ne pouvait espérer parvenir seul à entrer au Parlement. Organisé au sommet et sans doute prévu de longue date par la direction du PDS, un processus de rapprochement était organisé en toute hâte, Lafontaine et Gysi mettant tout leur poids personnel dans la balance. En raison de certaines dispositions légales, il était impossible de former une simple coalition électorale de deux partis ; d'où la solution de listes ouvertes du PDS, qui se sont rebaptisées pour l'occasion en Linkspartei-PDS, permettant ainsi d'apparaître à l'Ouest sous l'étiquette Linkspartei (sans la mention PDS, pour ne pas effaroucher les syndicalistes anti-RDA et anti-communistes) et Linkspartei-PDS à l'Est (pour conserver l'électorat traditionnel du PDS, composé des nostalgiques de la RDA).

Le programme de la coalition Linkspartei-PDS/WASG

À première vue, le programme de cette coalition est assez à gauche : on y trouve pêle-mêle la critique de la politique de la CDU et du SPD, l'opposition à toute privatisation de l'assurance maladie et à toute remise en cause de la protection contre les licenciements, la défense des conventions collectives, l'opposition à la directive Bolkestein, la revendication de la mise en place d'un salaire minimum fixé à 1400 euros, la mise en place d'une assurance maladie universelle financée paritairement par le patronat et les salariés, une retraite minimum de 800 euros, le droit à la formation sur le temps de travail, le droit de vote à 16 ans, la mise en place d'une procédure de référendum, la défense du droit d'asile et de la double nationalité, la dénonciation du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie, l'augmentation des

impôts sur le capital, sur la fortune et sur les hauts salaires, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, la réduction des dépenses d'armement, la suppression de la conscription, l'opposition à toute intervention de l'armée allemande à l'étranger, l'augmentation de l'aide au développement à hauteur de 0,7 % du PIB, l'œuvre pour la paix dans le monde, etc.

Mais, si on y regarde de plus près, ce programme électoral évite les sujets les plus brûlants de la lutte de classe. Le plus remarquable est la revendication formulée à propos des réformes Hartz. Seule la réforme Hartz IV est critiquée et la coalition WASG/PDS dit simplement la chose suivante : « *Hartz IV, c'est la pauvreté inscrite dans la législation. Comme revendications minimum, nous voulons le relèvement de l'allocation chômage II à 420 euros à l'Est et à l'Ouest, le droit de cotiser librement à une assurance vieillesse et des possibilités de revenus complémentaires plus élevés* ». Autrement dit, sur cette question centrale, qui a mobilisé des dizaines de milliers de travailleurs et de chômeurs, la coalition WASG/PDS s'oppose à la revendication d'abrogation pure et simple des réformes Hartz, même Hartz IV ; elle respecte donc en fait le cadre général imposé par la bourgeoisie dans la continuité de leur attitude de l'époque, puisque ses dirigeants avaient voulu ôter toute perspective d'une lutte pour le retrait de la réforme et avaient fermé ainsi la voie à toute contestation franche de la politique du capital. D'une façon plus générale, la coalition « de gauche » s'est bien gardée de poser l'orientation concrète de défaire toutes les contre-réformes de l'ère Schröder. Bref, elle n'a mené aucun véritable combat contre la politique du SPD, se contentant de vagues critiques, qui ne mangent pas de pain. De façon corrélative, son programme électoral ne cesse de souligner que les mesures progressistes proposées sont financables, c'est-à-dire réalisables dans le cadre du capitalisme ; le programme ne contient pas le moindre appel à la mobilisation autonome des masses sur leurs revendications pour en obtenir la satisfaction ; il invite les électeurs à compter simplement sur le groupe parlementaire du Linkspartei. Bien entendu, il reste silencieux tant sur la politique de la bureaucratie syndicale consistant à couvrir Schröder que sur la participation du PDS à des gouvernements de coalition avec le SPD à Berlin et en

Mecklembourg-Poméranie, gouvernements qui appliquent la politique « néo-libérale » que la coalition électorale WASG-Linkspartei a tant dénoncée... en paroles !

Le PDS, son programme et sa politique

Si le programme propre du PDS est légèrement plus subtil dans ses formulations, il reconnaît ouvertement l'économie de marché comme un horizon indépassable, comme le rappelait d'ailleurs avec satisfaction Lafontaine dans une interview à la *Süddeutsche Zeitung* du 16 juin 05 : « *Le nouveau programme du PDS reprend des éléments essentiels du programme social-démocrate, notamment en se revendiquant de la démocratie et de l'économie de marché, de la libre entreprise et du profit.* » Le PDS met d'ailleurs sa politique en accord avec son programme en participant, à Berlin notamment, à la politique de casse sociale la plus brutale qui soit : suppression de 14 000 postes dans les services publics, fermetures massives de crèches, augmentation des horaires d'ouverture des magasins, sortie de la convention collectives des services publics communaux pour allonger le temps de travail et baisser les salaires encore davantage, privatisations, réduction de 40 millions d'euros du budget de la jeunesse, projet d'introduction de droits d'inscription à l'université qui a provoqué la plus grande grève des universités à Berlin depuis des années... : telle est la politique réelle du PDS, c'est-à-dire de ces charlatans bourgeois prétendument « anti-néolibéraux » qui dirigent ce parti.

Les élections et leurs résultats

En convoquant des élections anticipées, Schröder a rendu un dernier service à la bourgeoisie

Comme on l'a rappelé plus haut, le capital était très satisfait du travail accompli par Schröder. Ce dernier n'avait nullement ralenti son cours « réformateur ». Pourtant, son gouvernement n'était plus le gouvernement souhaité par les patrons : usés par sept ans d'une politique de casse sociale, le SPD et les Verts perdaient de plus en plus de terrain dans l'opinion, ce qui se reflétait dans la multiplication des conflits internes à la coalition et par des frictions croissantes à l'intérieur des syndicats. Bref, l'équipe Schröder-

Fischer n'était plus la meilleure pour faire passer la politique du capital. L'arrivée d'une majorité CDU-FDP (droite chrétienne-démocrate et parti libéral) était donc souhaitée par la bourgeoisie : auréolé d'un succès électoral et disposant d'une majorité absolue dans les deux Chambres, un gouvernement CDU-FDP aurait pu accélérer le processus de réformes et porter des coups particulièrement durs au prolétariat. En ce sens, Schröder a rendu un ultime service aux patrons en décidant, au lendemain de la déroute électorale du SPD en Rhénanie du Nord-Westphalie (ce parti perdant ainsi le dernier Land qu'il dirigeait avec les Verts), d'engager un processus compliqué pour des élections anticipées, dont il était d'avance clair qu'elles ne pouvaient permettre au SPD et aux Verts d'être reconduits. Tous les partis ayant un groupe au Bundestag (Parlement) — SPD, CDU, Verts et FDP — se sont entendus pour provoquer de façon artificielle, contre l'esprit de la Constitution, des élections anticipées, preuve une nouvelle fois que la Constitution (si chère au WASG) n'est qu'un chiffon de papier que la bourgeoisie déchire chaque fois que cela lui semble nécessaire à ses intérêts.

Réfraction de la lutte des classes : une tendance à la polarisation

Lors de ces élections, le SPD a perdu 2,2 millions de voix, soit un recul de 4,2 points, et il a fait son plus mauvais résultat depuis 1957, exception faite de 1990. De leur côté, les Verts connaissent une légère érosion en points et des pertes en voix. Le nombre des abstentionnistes a augmenté d'1,1 million pour atteindre 22 % des inscrits. Ces résultats expriment le rejet par la population de la politique du gouvernement SPD-Verts. Cependant, le SPD ne s'est pas effondré, réussissant à talonner la CDU. Cela ne traduit pas une adhésion à la politique de Schröder, mais un vote contre la CDU qui, surtout vers la fin, a mené une campagne très à droite, annonçant une réforme fiscale particulièrement brutale, avec la mise en place d'un taux unique d'imposition à 25 %, une hausse de la TVA et une attaque en règle des protections contre les licenciements et des prérogatives des syndicats. C'est pourquoi ce n'est pas la CDU/CSU qui a bénéficié du recul du SPD : elle a perdu elle aussi 2,2 million de voix et près de 3,3 points. Elle s'est montrée

incapable de tirer profit du rejet de la politique du SPD : elle n'a pas progressé, mais elle aussi a régressé. Le recul de la CSU en Bavière atteint même 10 points. La coalition CDU-CSU n'a pas attiré les déçus du SPD, tout simplement parce qu'elle proposait de poursuivre la politique du SPD en l'aggravant. Quant au FDP, qui était le parti au profil le plus « néolibéral », défendant le plus conséquemment un programme de réformes favorables au capital, il connaît une progression limitée, passant de 8 % à 10 % des voix, mais sans gain en termes absolus.

En revanche, l'extrême droite progresse nettement, même si cette progression est passée inaperçue, d'une part car elle n'a pas eu d'influence sur la répartition des sièges, d'autre part parce que les résultats du Linkspartei l'ont éclipsés. Pourtant, le NPD a multiplié ses voix par trois, passant de 266 000 à 745 000 voix. Ces progrès sont nets surtout à l'Est, où ce parti dépasse partout les 3 %, sauf en Saxe-Anhalt.

Mais c'est surtout la coalition PDS-WASG qui a connu un succès important, quoique limité. Elle a attiré 1,3 millions d'anciens électeurs du SPD, 25 % des voix des chômeurs et 20 % de celles des employés à bas salaire, ainsi qu'un pourcentage légèrement supérieur à son score moyen chez les salariés. Cependant, elle fait un résultat bien inférieur à celui dont elle était créditée au milieu de l'été, où on lui attribuait 12 % des intentions de vote : elle ne fait qu'environ 9 % et moins de 5 % à l'Ouest. Certes, cela s'explique en partie par le réflexe dit du « vote utile » (pour le SPD) et la faiblesse de ses structures militantes à l'Ouest. Mais ce n'est qu'une partie de l'explication : ce résultat traduit plus fondamentalement l'incapacité du Linkspartei à obtenir davantage qu'un vote protestataire. Les électeurs ne sont pas dupes face à l'absence d'une alternative crédible. Le PDS-WASG ayant notamment renoncé à exiger l'abrogation de la contre-réforme Hartz IV, les travailleurs ne pouvaient pas se sentir vraiment représentés par cette coalition, plus préoccupée d'une sage critique du « néolibéralisme » que d'une défense conséquente des intérêts des salariés et des chômeurs. Refusant de mettre en cause le capitalisme lui-même et de proposer une orientation ouvrière et socialiste, le PDS ne peut faire aucune autre politique que celle des partis bourgeois qu'il critique, comme le prouvent les

gouvernements auxquels il participe à Berlin et dans le Mecklembourg-Poméranie. De même, les vieux fonctionnaires du SPD et autres bureaucrates syndicaux recyclés dans le WASG sont peu crédibles auprès des travailleurs pour incarner une alternative à la politique des partis bourgeois. Cela s'est aussi exprimé dans des détails, comme le scandale des vacances luxueuses de Lafontaine en Espagne ou les discours xénophobes du même Lafontaine pour ratisser les voix de l'extrême droite.

En résumé, les élections marquent un début de tendance à la polarisation entre les classes, mais qui ne s'exprime que de façon très déformée sur le terrain électoral. En particulier, le pays apparaît comme coupé en deux, entre l'Est et l'Ouest, cette division géographique recouvrant en réalité une certaine polarisation sociale : la lutte de classes est plus forte à l'Est, où le chômage est plus massif, les salaires plus bas, etc. ; c'est pourquoi, notamment, le Linkspartei y fait ses meilleurs scores, avec 20 % des voix. Mais les vagues annoncées de licenciements dans l'industrie – Volkswagen, par exemple, a annoncé 10 000 suppressions d'emploi – vont inévitablement ranimer la lutte de classe à l'Ouest, autour des grands centres industriels.

Les résultats de ces élections marquent en tout cas la fin de cinquante ans d'hégémonie du SPD sur la classe ouvrière. C'est un fait d'une importance considérable : même si on ne saurait se faire la moindre illusion sur la volonté de la direction du WASG de lutter de façon conséquente pour les intérêts du prolétariat, l'apparition d'un nouveau parti à « gauche » du SPD exprime une tendance à la fracturation de la bureaucratie syndicale, elle ranime les interrogations politiques des masses et elle va offrir sans doute de nouvelles possibilités aux militants révolutionnaires pour sortir de leur rachitisme chronique. S'il ne fait aucun doute que tous les bureaucrates seront unis pour mener la vie dure à ces militants révolutionnaires et pour continuer à co-gérer avec le patronat les nouveaux reculs, cette division ouvrira inévitablement des brèches qu'il faudra savoir utiliser.

La situation issue des élections

L'autre grand enseignement de ces élections est que, si les réformes exigées par le capital ont une ample majorité au Parlement, il est clair que le résultat sorti des urnes n'est pas

celui qui était attendu et souhaité par la bourgeoisie. Le capital voulait une majorité de rechange CDU-FDP pour poursuivre facilement les réformes engagées, sans avoir à s'arrêter aux protestations des masses. Cela aurait permis dans le même temps au SPD de se refaire une santé dans l'opposition, pour resservir la prochaine fois. Mais la configuration issue des élections a rendu impossible cette solution. Une grande coalition, qui apparaissait comme inévitable (même si on ne pouvait pas absolument exclure un gouvernement minoritaire s'appuyant sur des majorités variables), s'est réalisée. C'est un gouvernement CDU-SPD — dirigé par la CDU, mais avec un fort poids du SPD — qui va maintenant poursuivre la politique de son prédécesseur SPD-Verts, car les besoins du patronat allemand restent évidemment les mêmes qu'avant les élections. Cette nouvelle situation crée non pas une crise — le terme serait excessif —, mais des difficultés nouvelles à la bourgeoisie pour régler sa domination. D'une part, cette grande coalition risque d'aggraver la crise interne du SPD : cela vient de commencer avec le retrait de Müntefering, le fidèle de Schröder, du poste de secrétaire général, avec l'élection à ce poste, puis le retrait, de la représentante de la « gauche » du SPD, Andrea Nahles, et avec l'élection finalement de Mathias Platzeck, dirigeant du gouvernement de coalition SPD-CDU dans le Land du Brandebourg et principal ministre SPD du gouvernement fédéral. D'autre part, la grande coalition risque d'être fort peu stable : les deux partenaires pouvant être tentés à chaque instant de provoquer des élections anticipées, si la conjoncture leur semble favorable à leurs intérêts respectifs. Or la poursuite de la politique de Schröder, faite d'austérité budgétaire, de blocage des salaires, de baisse de la protection sociale, de baisse des impôts sur les sociétés et sur les riches, etc., ne peut résoudre les deux problèmes centraux de l'économie allemande : une croissance relativement faible et un chômage de masse. De plus, la réduction des investissements publics en termes d'infrastructures, de recherche et d'éducation semblent des menaces à long terme sur les profits du capital allemand. En ce sens, on ne saurait s'attendre à une atténuation de la lutte des classes. Bien au contraire, les coups redoublés de la bourgeoisie vont appeler une réponse plus déterminée du prolétariat.

Certes, les travailleurs trouveront sur leur route l'obstacle de la bureaucratie syndicale et du Linkspartei. Mais, comme le Linkspartei n'a pas d'autre alternative à proposer à la politique « néolibérale » des partis traditionnels qu'une utopique politique « anti-néolibérale » impossible dans les nouvelles conditions mondiales, un espace va s'ouvrir pour regrouper sur la base d'une politique de classe indépendante. Ce développement sera sans doute relativement lent : les

cinquante ans d'hégémonie du SPD sur le prolétariat ont imposé une déformation profonde et durable de la conscience de classe. Mais ce n'en est pas moins selon cette tendance que va se développer la situation.

Il faudra revenir sur l'attitude des différentes organisations allemandes qui se réclament du communisme révolutionnaire, tout particulièrement à l'égard du Linkspartei. Mais une chose est sûre : dans la nouvelle situation sociale et politique de l'Allemagne, où se trouve le prolétariat le plus

concentré d'Europe, les communistes révolutionnaires authentiques ont une responsabilité immense. Ils doivent saisir l'occasion qui leur est offerte par le développement même de la situation et de la lutte de classe pour sortir de leur isolement en regroupant les militants de classe combattifs qui entreront inévitablement en conflit avec l'appareil conservateur des syndicats, du SPD et du Linkspartei lui-même.

Antoni Mivani

ÉTATS-UNIS

LA SCISSION AU SOMMET DE L'AFL-CIO EXPRIME ET APPROFONDIT LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER

La Convention (congrès national) de l'AFL-CIO, la centrale syndicale américaine, qui s'est tenue à la fin de juillet 2005, devait être l'occasion de célébrer le cinquantième anniversaire de cette organisation, née de la fusion entre l'AFL (Fédération Américaine du Travail) et le CIO (Congrès des Organisations Industrielles). Mais elle a surtout été marquée par l'aboutissement de la scission de plusieurs syndicats importants vis-à-vis de la fédération. Sept syndicats, regroupant environ 40 % des 12 millions de syndiqués aux États-Unis, déjà regroupés auparavant autour d'une plate-forme intitulée « Change to Win » (Changer pour Gagner), ont annoncé qu'ils se désaffiliaient de l'AFL-CIO ; ils se dirigent vers la création d'une fédération nationale concurrente. Les deux principaux syndicats qui ont fait scission sont le SEIU (travailleurs des services) et les Teamsters (chauffeurs routiers), regroupant respectivement 1,8 et 1,4 millions de syndiqués, suivis par UNITE-HERE (travailleurs de l'hôtellerie, de la restauration et du textile), l'UCFW (secteur de l'alimentation), les Laborers (travailleurs de la construction), l'UFW (travailleurs agricoles), et rejoints par les Carpenters (charpentiers), qui avaient déjà quitté l'AFL-CIO depuis deux ans.

Pourquoi cette scission ? Prétextes et réalité

Les principaux dirigeants de la coalition *Change to Win*, Andy Stern du SEIU et James Hoffa des Teamsters, ont évoqué la nécessité d'augmenter le nombre de syndiqués,

ce que ne permettrait pas l'AFL-CIO. Il est vrai que le taux de syndicalisation est dramatiquement bas aux États-Unis (13 % des travailleurs), et surtout en baisse constante depuis cinquante ans (il s'élevait à 35 % au début des années 1950, et à 24 % en 1979). La situation est pire encore dans le secteur privé, où le taux de syndicalisation (8 %) est le plus bas depuis le début du XXe siècle. Les dirigeants dissidents n'avancent aucune explication de fond pour cet effondrement, mais proposent des mesures : la centrale devrait se restructurer pour diminuer son budget de moitié, et les syndicats affiliés pourraient ainsi utiliser l'argent économisé pour mener des campagnes de syndicalisation¹. Jamais la coalition dissidente n'évoque la longue liste de trahisons, la collaboration incessante avec le patronat et le pouvoir politique, comme cause principale de la désaffection des travailleurs américains envers l'AFL-CIO. Ainsi, derrière les prétendues raisons de principe évoquées, la principale justification avancée après la désaffiliation par James Hoffa est que cela permettrait à son syndicat d'économiser 10 millions de dollars de cotisations fédérales.

Il paraît tentant de faire un parallèle entre la scission actuelle et le mouvement des années 1930 qui a vu la création du CIO, en rupture sur la

gauche avec la vieille AFL conservatrice (c'est une telle comparaison que fait par exemple Andy Stern dans la presse, tout en précisant, comme pour rassurer le patronat, qu'il n'y aura pas aujourd'hui autant d'agitation sociale qu'alors). À cette époque, tandis que l'AFL regroupait principalement les travailleurs qualifiés des petites entreprises, un important soulèvement de la classe ouvrière la plus exploitée (travailleurs non qualifiés et chômeurs) avait ébranlé le pays. La direction de l'AFL refusait d'organiser ces travailleurs, pour mieux défendre l'aristocratie ouvrière ; mais certains dirigeants de la centrale comprirent les changements dans la situation, avec le développement d'une industrie de masse, et donc l'importance de syndiquer cette nouvelle couche de la classe ouvrière, pour en devenir le porte-parole tout en contrôlant son mouvement, influencé alors par des militants socialistes et radicaux ; c'est ainsi que fut fondé le CIO. Mais la situation aujourd'hui est très différente, avec un niveau de luttes ouvrières à son plus bas depuis des années. Et ce n'est pas la constitution d'une fédération concurrente, dont les promoteurs n'ont aucune intention d'abandonner la collaboration de classe (jusqu'à en oublier le mot de grève dans leurs documents constitutifs), qui va relancer le mouvement ouvrier américain : seul l'abandon de cette pratique réformiste revitaliserait le nécessaire combat de la classe ouvrière contre ses exploités.

Un autre argument a été avancé contre l'actuelle direction de l'AFL-CIO : ses liens trop étroits avec le Parti

¹ L'ironie de l'histoire est qu'il y a dix ans, John Sweeney, l'actuel président de l'AFL-CIO, avait conquis ce poste en présentant un axe de syndicalisation similaire. En quittant son poste de président du SEIU pour celui de la centrale, il s'était choisi comme remplaçant Andy Stern, son principal opposant aujourd'hui.

Démocrate. Là encore, la critique semble juste. L'alignement de la centrale syndicale derrière un des deux piliers de la domination politique de la bourgeoisie empêche toute expression politique indépendante de la classe ouvrière ; cela ne fait que refléter d'ailleurs l'alignement de l'AFL-CIO derrière l'impérialisme américain depuis sa création en 1955 : ses dirigeants ont suivi le gouvernement américain dans sa politique de guerre froide et son pendant à l'intérieur, le maccarthysme, en dénonçant les militants les plus actifs de la période de grèves de l'après-guerre, accusés de communisme, et ils le suivent aujourd'hui dans sa « guerre contre le terrorisme », y compris l'intervention en Irak. Mais cette critique apparente de la direction centrale par les dissidents s'évanouit bientôt, comme quand Andy Stern se félicite que son syndicat, le SEIU, ait davantage contribué au financement du Parti Démocrate que la centrale elle-même. Quant au syndicat des Teamsters, on devine facilement derrière la critique de l'intégration de l'AFL-CIO dans le Parti Démocrate les indices d'un soutien renouvelé au Parti Républicain.

Bien que cette scission au sommet de l'AFL-CIO, comme on vient de le voir, ne donne aucune perspective aux syndiqués américains, il serait faux de n'expliquer cette crise que par des rivalités personnelles. La rupture du statu quo au sommet de l'AFL-CIO s'explique en effet par des bases matérielles. La crise du mouvement ouvrier américain, l'effondrement de son influence et donc la baisse des entrées d'argent dans les syndicats — produits de l'offensive de la bourgeoisie depuis le début des années 1980 et de la politique de la direction traître de l'AFL-CIO — ont aussi des effets sociaux considérables. Le développement actuel du capitalisme dans les pays industrialisés et la composition du salariat font naître des différences dans l'expression de cette crise selon les syndicats. Les syndicats des travailleurs des « services », qui constituent la base principale de la coalition *Change to Win*, tirent profit de l'afflux de travailleurs peu qualifiés dans ces secteurs par rapport au secteur industriel ; ainsi les effectifs du SEIU ont-ils continué à augmenter ces dernières années. Les dirigeants de ces syndicats ne veulent pas être pénalisés par l'effondrement des syndicats d'industrie, et ils entendent garder la plus grosse part du gâteau dans la gestion de la manne financière qui

constitue la base de leur force sociale. Quand la coalition *Change to Win* réclame des syndicats plus forts pour pouvoir mieux négocier face au patronat, il faut comprendre ce que cela signifie dans le cadre de la collaboration de classe entre employeurs et syndicalistes, particulièrement spectaculaire aux États-Unis. Aux indemnités que s'accordent les dirigeants syndicaux s'ajoute leur participation directe dans les conseils dirigeants des entreprises, ce qui contribue fortement au détournement de la force des syndicats en faveur de contreparties matérielles pour ses dirigeants.

Quelles perspectives ?

Cette crise au sommet de l'AFL-CIO ne change donc pas fondamentalement sa nature. La direction de la centrale a toujours été le pion de la bourgeoisie à l'intérieur du mouvement ouvrier, un appui pour le système capitaliste national et sa représentation politique, justifiant éventuellement sa collaboration par des avancées limitées pour les travailleurs, quand le rapport de force contraignait la bourgeoisie à des concessions. Toutefois, les syndicats restent les organisations dont les travailleurs se saisissent pour défendre leurs droits et leurs intérêts. En tant que tels, ils restent des enjeux dans la lutte de classe ; c'est ainsi qu'une entreprise férocement antisyndicale comme la chaîne de supermarchés Wall-Mart n'a pas hésité pas à fermer un magasin dans lequel une majorité de travailleurs avaient signé un texte en faveur de la création d'un syndicat.

Si les militants révolutionnaires doivent donc continuer à construire les syndicats, aux côtés des travailleurs, pour les aider dans leur lutte, ils doivent n'avoir aucune illusion dans les deux clans en présence de la bureaucratie syndicale ; ils doivent au contraire aider à dissiper celles qui pourraient exister. Les motivations des dirigeants de *Change to Win* ne correspondent en rien aux intérêts des travailleurs ; de l'autre côté, les appels à l'unité de la direction « légaliste » sonnent bien creux de la part de gens qui n'ont jamais hésité à écraser toute opposition dans la centrale. Au demeurant, les structures unitaires existent encore, au niveau des villes et des États, et il faut se battre pour les préserver. Quant à une réunification au niveau fédéral qui soit autre chose qu'un compromis entre bureaucrates, et une réelle avancée de la

syndicalisation, elle ne pourra se faire que contre les dirigeants actuels des deux bords, sur la base d'un renouveau de la combativité syndicale.

Pour les militants communistes révolutionnaires, ce combat anti-bureaucratique dans les syndicats est indissociable de la construction d'un parti politique indépendant de la classe ouvrière américaine. Ils doivent expliquer en quoi les trahisons des bureaucrates trouvent leur racine dans leur soumission au système capitaliste, soumission qui s'exprime dans leur alignement derrière les deux partis de la bourgeoisie, notamment le Parti Démocrate. Les travailleurs qui veulent en découdre avec le patronat et ses représentants politiques devront nécessairement combattre aussi la bureaucratie syndicale et adopter une perspective politique ouvrière indépendante. Cela peut passer aujourd'hui par la constitution d'une tendance « lutte de classe » à l'intérieur de l'AFL-CIO et de l'autre regroupement syndical qui en est issu, pour œuvrer à la reconquête des syndicats par les syndiqués eux-mêmes, sur la base d'une orientation combative et indépendante. Par exemple, il ne faut pas hésiter à prendre au mot les dirigeants de la coalition *Change to Win* quand ils disent que les cotisations des syndiqués doivent servir à la construction du syndicat : il faut que, dans des structures démocratiques, l'utilisation de cet argent soit contrôlée par les syndiqués eux-mêmes. Ceux-ci pourraient alors interdire qu'il soit englouti dans le soutien aux deux partis de la bourgeoisie et dans les émoluments des bureaucrates syndicaux, et imposer qu'il serve exclusivement aux travailleurs qui se battent aux États-Unis et à ceux qui, à l'étranger, notamment en Amérique latine, sont victimes de l'impérialisme US.

En particulier, les militants et les syndiqués qui ont sauvé l'honneur du mouvement ouvrier américain en combattant la guerre en Irak, contre la ligne de la direction de l'AFL-CIO, sont un point d'appui pour promouvoir la rupture des syndicats avec les partis bourgeois et pour aller vers la constitution d'une tendance lutte de classe. Ont également vocation à participer à ce travail politique les milliers de militants et de travailleurs qui, à l'occasion de la catastrophe de la Nouvelle-Orléans, ont mesuré à quel point le gouvernement bourgeois ne fait aucun cas de la survie des plus pauvres, laissés à l'abandon et décrits

par les médias capitalistes comme des hordes de pillards noirs que l'armée doit mater. Les événements tragiques de la Nouvelle-Orléans ont au moins permis à des centaines de milliers de travailleurs de comprendre ou de confirmer qu'ils n'ont rien à attendre de l'État bourgeois : beaucoup sont sans doute disposés à entendre que seule une politique indépendante du prolétariat peut ouvrir une issue — à commencer, dans l'immédiat, par l'organisation d'une grande campagne

nationale de solidarité ouvrière pour venir en aide aux sinistrés.

La constitution d'une tendance syndicale de la lutte de classe, qui combattrait la collaboration de classe des dirigeants, serait ainsi un premier pas concret vers une alternative politique au système actuel du bipartisme bourgeois, vers la constitution d'un véritable parti ouvrier indépendant qui défendrait les intérêts des travailleurs et qui serait nécessairement anticapitaliste. Bien

sûr, tout en étant à l'avant-garde d'un tel travail de regroupement politique indépendant des travailleurs, les communistes révolutionnaires devront continuer leur travail propagandiste, montrant à chaque pas la nécessité d'un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs, seul capable de mettre en œuvre une politique de rupture révolutionnaire avec le capitalisme.

Frédéric Traille

LEUR SOCIÉTÉ

COMMENT LE CAPITALISME TUE PAR MILLIONS : SANTÉ HUMAINE ET TRUSTS PHARMACEUTIQUES

« Grippe aviaire » : la « grande menace » a été pendant plusieurs semaines sur les lèvres de tous les responsables politiques et médiatiques. Le risque d'une pandémie à l'échelle mondiale semble bien réel, les spécialistes le montrent, même si le virus de la grippe aviaire (H5N1) n'a pas encore acquis la propriété de se transmettre d'homme à homme. Pour l'instant, la grippe aviaire est une infection qui touche les oiseaux, comme son nom l'indique : elle a d'abord atteint les oiseaux domestiques et les espèces sauvages sédentaires ; la propagation aux espèces migratrices a été constatée en mai 2005. Cette grippe ne frappe l'homme que de manière exceptionnelle (par contact direct avec des animaux contaminés, consommation de chair crue...). Le premier cas de contamination humaine a été détecté à Hong Kong en 1997, chez un petit garçon de trois ans qui en est mort. Depuis, une centaine de personnes a été victime de cette grippe. La mort frappe 100 % des oiseaux atteints et 50 % des hommes. Or les virus grippaux mutent en permanence et avec une rapidité extrême. Ils peuvent se combiner les uns avec les autres, par exemple *via* un hôte intermédiaire comme le cochon¹. « *En effet, écrivent des médecins, ce dernier peut être affecté en même temps par un virus aviaire et par un virus humain. De plus, il peut en mélanger les éléments, créant ainsi un hybride associant l'agressivité de sa composante aviaire et la*

transmissibilité du virus humain. »² En outre, il a été constaté que la virulence de H5N1 ne cessait de s'accroître, sans doute du fait de la circulation même du virus. Un désastre sanitaire par pandémie de grippe aviaire est donc possible. Il pourrait bien ressembler alors à la catastrophe qu'a représentée l'épidémie de « grippe espagnole »³, de sous-type H1N1, au lendemain de la Première Guerre mondiale ; on estime aujourd'hui qu'elle a causé la mort d'au moins quarante millions de personnes sur les cinq continents. Les experts ne peuvent toutefois affirmer avec certitude que cette nouvelle pandémie aura lieu et, le cas échéant, quand.

Si l'on évoque tant la grippe aviaire, c'est évidemment que les pays riches sont cette fois directement concernés. Par conséquent, les médias en parlent et les responsables politiques se montrent préoccupés. Plus, infiniment plus, que de toutes les autres maladies infectieuses qui ravagent aujourd'hui le monde, en ses parties les plus déshéritées. Chaque année, selon le rapport annuel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de dix millions de personnes meurent de maladies infectieuses ou parasitaires. Le sida tue 3 à 4 millions de personnes par an, mais seuls 5 % des 40 millions des malades sont actuellement soignés. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, 40 % des femmes sont infectées par le virus

du sida au Botswana, un tiers de la population est séropositive au Lesotho et l'espérance de vie a reculé de 25 à 30 % dans plusieurs pays d'Afrique. Plus de deux millions de personnes sont mortes de la tuberculose en l'an 2000 ; la prévision pour les vingt prochaines années s'établit à 200 millions de cas et 35 millions de morts. Le paludisme, enfin, touche un demi-milliard d'individus, avec un million de morts par an ; un enfant en meurt toutes les trente secondes en Afrique. Or, du fait de l'absence de médicaments, les maladies infectieuses sont responsables de 43 % des décès dans les pays dits « du tiers-monde », contre 1 % dans les pays riches.

Aucun pays n'est prêt à faire face à une pandémie de grippe aviaire

Or, face à la menace de grippe aviaire, les pays riches ont eux aussi, désormais, de quoi s'inquiéter. Non seulement en raison de la gravité du virus, s'il parvenait à une mutation rendant possible la contamination interhumaine, mais également devant la situation sanitaire et pharmacologique en la matière. Car la grippe ne fait pas recette pour les firmes pharmaceutiques ! Les vaccins anti-grippaux rapportent peu d'argent ; les recherches et les investissements en ce domaine ont été faibles au cours des dernières années ; même des vaccins jugés particulièrement efficaces, comme le Relenza (zanamivir), ont vu leur promotion interrompue par le trust qui les produisait, Glaxo-Smith-Kline (GSK), pour cause de trop faibles marges bénéficiaires... Ce n'est qu'au vu des profits considérables que Roche réalise actuellement avec l'agent antiviral

¹ Tout comme la bactérie de la peste est hébergée par le rat mais ne passe pas directement du rat à l'homme : il faut l'intermédiaire de la puce.

² Professeur Jean-Philippe Derenne, Professeur François Bricaire, *Pandémie la grande menace. Grippe aviaire 500 000 morts en France ?*, Paris, Fayard, 2005, p. 16.

³ Ainsi appelée parce que le roi d'Espagne en fut atteint.

Tamiflu (oseltamivir) que GSK a décidé de relancer son Relenza ! « *Pis : les capacités de production sont faibles. La totalité des laboratoires pharmaceutiques ne peut fabriquer annuellement que 300 millions de doses, soit vingt fois moins qu'il n'y a d'habitants sur terre. Comme, en plus, un vaccin contre un virus vraiment nouveau pourrait nécessiter deux injections à quatre semaines d'intervalle, et à supposer que la totalité des capacités de production lui soit dévolue, ce ne sont que 2,5 % de la population mondiale qui en ce cas en bénéficieraient.* »¹ La couverture vaccinale réelle et potentielle est donc très insuffisante. Et les gouvernements, même s'ils affichent leur volonté de parer à l'éventualité d'une pandémie, restent timorés dans les actes, au-delà des déclarations fracassantes. L'administration Bush, par exemple, a acheté 23 millions de pilules de Tamiflu, soit entre 2 et 4 % des estimations nécessaires pour les États-Unis. Quant à la France, les commandes sont de 130 millions de comprimés, mais les besoins sont au minimum de 400 à 500 millions, selon l'estimation de spécialistes².

D'autre part, en ce qui concerne les services hospitaliers qui auraient à faire face à une pandémie, on connaît leur état parfois catastrophique, même dans les pays les plus riches et même en France, pourtant censée être à la pointe des systèmes de santé les plus performants. C'est ainsi que, « *le 10 février 2005, les services d'urgence et les capacités d'hospitalisation de plusieurs régions les plus peuplées — Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Alsace — étaient saturés en raison de l'épidémie de grippe, et ce alors même que l'efficacité du vaccin antigrippal était considérée comme satisfaisante et que la grippe elle-même n'était pas jugée particulièrement virulente* »³. Les services de pneumologie figurent parmi les plus durement touchés par les politiques de restrictions budgétaires menées par les gouvernements successifs : fermeture de lits, manque d'infirmières, etc. ; les secteurs de soins intensifs respiratoires manquent cruellement. Que dire alors de la situation hospitalière des pays pauvres, dont la population malade est

d'ores et déjà, jour après jour, littéralement exterminée.

Dis-moi combien tu gagnes... je te dirai si je te soigne

Dans le système capitaliste, certaines populations ne sont pas solvables, certaines maladies ne sont pas rentables. Rentabilité et solvabilité sont les deux mamelles de l'industrie pharmaceutique comme des autres branches. Ainsi les vaccins ne représentent-ils que 1 % des profits

des firmes⁴ : une goutte d'eau dans une mer d'argent. L'industrie pharmaceutique est en fait le secteur qui réalise le taux de profit moyen le plus élevé : 18,6 % contre 15,8 % pour les banques commerciales, qui viennent en deuxième position, largement devant les autres secteurs de l'industrie⁵. L'importance de ces profits est parfois ahurissante : par exemple, le principe actif du Valium, diffusé par le trust pharmaceutique suisse Hoffmann-La Roche, atteint 4 870 dollars le kilo au Canada et même 10 000 dollars le kilo en France, alors que le laboratoire, au cours d'un procès qui a eu lieu voici quelques années au Canada, a reconnu que le coût de production lui revient seulement à 35 dollars le kilo⁶ ! Les grands manitous du complexe médico-industriel touchent des revenus faramineux : aux États-Unis, les vingt-cinq dirigeants les mieux payés du secteur ont reçu en 2000 une rémunération de 354 millions d'euros, plus 1,7 milliard d'euros de stocks-options⁷.

Dans ces conditions, pour réaliser des profits gigantesques et assurer une rémunération maximale aux actionnaires, mieux vaut investir judicieusement : dans les maladies cardio-vasculaires, neuro-dégénératives, gastro-entérologiques et cancérologiques, qui touchent les populations les plus riches, celles qui ont les moyens de se soigner ; mais pas dans les maladies tropicales qui affectent des populations non-solvables ; pas dans la tuberculose, réapparue même dans les pays occidentaux, mais parmi les populations les plus pauvres (dans les prisons et les hôpitaux et chez les « sans domicile fixe ») ; et... pas dans la grippe, du moins jusqu'au développement de l'aviation !

De fait, 25 % de la population mondiale, vivant dans les pays développés, consomment 80 % des médicaments produits dans le monde. La dépense par habitant et par an se monte pour eux à 305 euros, contre 15 euros dans les pays dits « en voie de développement » et même 3 euros dans les pays les plus pauvres. À eux

³ *Idem*, p. 257.

⁴ Paul Benkimoun, *Morts sans ordonnance*, Paris, Hachette Littérature, 2002, p. 34.

⁵ Philippe Pignarre, *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique*, Paris, La Découverte, 2003, p. 13.

⁶ Paul Benkimoun, *Morts sans ordonnance*, op. cit., p. 60.

⁷ *Idem*, p. 53.

¹ Professeur Jean-Philippe Derenne, Professeur François Bricaire, *Pandémie la grande menace. Grippe aviaire 500 000 morts en France ?*, op. cit., p. 111-112.

² *Idem*, p. 245.

seuls, les Américains consomment plus de la moitié des médicaments vendus sur l'ensemble de la planète.

Gaspillages publicitaires

Toutes les méthodes de marketing sont bonnes pour inciter les populations qui en ont les moyens à consommer toujours davantage de médicaments. À cet effet, des sommes colossales sont investies dans la publicité et la promotion des médicaments, sommes que les trusts pharmaceutiques font figurer sans vergogne dans la rubrique « recherche et développement » de leur comptabilité, ce qui est une tromperie caractérisée. Durant la période 1991-1998, la Warner-Lambert Company a ainsi dépensé 24,7 milliards de dollars d'investissements purement promotionnels, contre... 4,4 milliards pour la recherche et le développement, soit un rapport de 561 % ! Pour la même période, ce rapport a été de 376 % pour SmithKline Beecham et de 299 % pour Schering-Plough Corp¹. Des laboratoires comme Pfizer, Pharmacia, Merck, Abbott, dépensent tous plus de deux fois plus en publicité et administration qu'en recherche et développement.

La publicité menace maintenant d'atteindre les médicaments jusque-là placés hors de ses rets. On distingue en effet deux catégories de médicaments : les produits à usage diagnostique, prescrits par les médecins uniquement, et les produits d'automédication en vente libre (sans ordonnance). La publicité directe est interdite pour la première catégorie, sauf en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis, où près de deux milliards d'euros ont été dépensés pour la publicité de ces médicaments, selon l'Institut IMS Health² ; or le chiffre d'affaires des entreprises qui les produisent a considérablement progressé. On comprend dans ces conditions que la Commission de Bruxelles se montre favorable à l'ouverture de ces médicaments à la publicité en Europe aussi : en juillet 2001, elle a voulu expérimenter une telle publicité auprès du grand public pour les médicaments traitant le diabète, l'asthme et le sida. Pour l'instant le Parlement européen en a bloqué la directive. Mais la déferlante ne saurait tarder, étant donné les masses de profits en jeu.

¹ Jean-Claude Salomon, *Le Complexe médico-industriel* (publication d'ATTAC), Paris, Mille et une nuits, 2003, p. 47.

² Cité par Paul Benkimoun, *Morts sans ordonnance, op. cit.*, p. 51.

Pour les industriels de la pharmacie, il s'agit aussi de faire pression tous azimuts sur les praticiens pour qu'ils prescrivent les « *blockbusters* » et autres médicaments rentables. Pour ce faire, ils envoient sur les routes leurs « visiteurs médicaux » : il y en a en France environ 15 000 (un pour dix praticiens !), payés par les laboratoires pour aller convaincre les médecins des bienfaits de leurs produits. Parmi les 105 000 salariés que compte le géant pharmaceutique GSK, 40 000 sont des « commerciaux », lobbyistes et autres experts en « marchandisation ».

Les firmes pharmaceutiques ont encore d'autres méthodes de lobbying éprouvées. En France, quand les médecins se perdent un peu dans le labyrinthe des nouveautés, ils ont évidemment recours à leur *Vidal* ; or cette « bible » du praticien est financée quasi exclusivement par les laboratoires. Ceux qui n'apportent pas leur quote-part voient leurs produits purement et simplement exclus de ce dictionnaire : plus de 3 000 médicaments, notamment des génériques, n'y sont pas répertoriés. Même les revues spécialisées les plus réputées, telles que *Nature*, *Science*, le *New England Journal of Medicine*, le *Journal of the American Medical Association*, perdent peu à peu, elles aussi, leur indépendance, en étant dévorées chaque jour davantage par la voracité des trusts pharmaceutiques. Les apports en espèces sonnantes et trébuchantes venues de la publicité financée par les firmes sont en effet considérables. Les dirigeants de ces revues sont donc de plus en plus souvent liés aux industriels, parfois contre l'avis de leurs rédacteurs, réduits au silence quand il le faut.

Trusts et pouvoir politique

Pour s'assurer les meilleures conditions de rentabilité et se forger des armes de pression contre les États en imposant leur quasi-monopole, les firmes pharmaceutiques n'ont cessé d'accroître leur taille par voie de fusion et de rachats divers, particulièrement ces dernières années. En 2002, suite au rachat de Warner Lambert, d'American Home Products, puis de Pharmacia, Pfizer est devenu le premier laboratoire du monde : il représente 11 % du marché mondial du médicament ; quinze ans plus tôt, Merck, qui occupait cette position, ne détenait que 5 % de ce marché. Les géants britanniques Smith Kline Beecham et Glaxo Wellcome ont

fusionné en 2000, comme Sandoz et Ciba-Geigy en 1996. En Europe, Aventis a regroupé Hoechst et Rhône-Poulenc en 1999, et Sanofi a absorbé Synthélabo. Bien sûr, la concentration implique à chaque fois la réalisation d'économies d'échelle, la fermeture de sites industriels et de centres de recherche, le licenciement de nombreux salariés et de chercheurs : « *Les effectifs doivent absolument diminuer dans les deux premières années pour que la fusion soit considérée comme un succès.* »³

Avec leur puissance économique considérable, les trusts peuvent pratiquer très efficacement une véritable politique d'intimidation à l'égard des États, en leur imposant leurs exigences en matière de prix et de conditions d'exploitation, avec chantage à la clef. C'est ainsi que Pfizer a, en 2002, menacé de se retirer de France si on ne lui accordait pas le prix qu'il demandait pour ses médicaments. Depuis un accord signé l'an passé avec le gouvernement Chirac-Raffarin, les trusts peuvent fixer eux-mêmes le prix de lancement de leurs « innovations », tandis qu'un décret leur assure qu'aucune baisse de prix ne pourra intervenir pendant les cinq premières années de commercialisation des nouveaux produits. Aux États-Unis, l'industrie pharmaceutique profite d'avantages fiscaux non négligeables : ses bénéficiaires ne sont taxés qu'à 16,2 %, contre 27,3 % en moyenne pour les autres secteurs.

La collusion entre géants de l'industrie pharmaceutique et responsables politiques est dès lors monnaie courante. En 1999-2000, les dix premiers laboratoires pharmaceutiques américains ont versé 10 millions de dollars pour les campagnes électorales (dont 80 % en faveur du Parti républicain). En France, les industriels de la pharmacie ont aussi leurs alliés au sommet du pouvoir. En témoignent la vieille amitié qui lie le patron de Sanofi-Synthélabo, Jean-François Dehecq, à Jacques Chirac, les allées et venues d'un Louis-Charles Viossat entre les commandes d'un groupe industriel et les responsabilités ministérielles (il a été directeur des affaires réglementaires du groupe Lilly en France, puis directeur de cabinet du ministre de la Santé) ou encore la multiplicité des fonctions de Michaël Danon, qui a remplacé Viossat à la tête de ce même groupe Lilly et qui fut

³ Philippe Pignarre, *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique, op. cit.*, p. 87.

aussi conseiller technique de Martine Aubry, directeur adjoint de l'Agence régionale d'hospitalisation du Nord-Pas-de-Calais, puis secrétaire général de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé...

Trusts hors contrôle

Il n'est donc pas étonnant qu'il n'existe dans *aucun* pays de commissions véritablement indépendantes pour évaluer l'efficacité des médicaments et le ratio bénéfice/risque en réalisant elles-mêmes leurs propres études. Les quelques commissions officielles ne peuvent que vérifier, sans grands moyens, la pertinence des méthodes mises en œuvre par les industriels. Les capacités d'expertises contradictoires n'existent pas. Aux États-Unis, il existe depuis 1938 une institution censée contrôler la toxicité des nouveaux médicaments, la *Food and Drug Administration*. Mais le Congrès n'a cessé, ces dernières années, d'affaiblir ses compétences et ses moyens d'action : en 1997, il a ainsi voté le *Modernisation Act*, qui permet aux industriels de réduire les délais d'examen de leurs molécules. Le contrôle doit donc être effectué à la va-vite, et les autorités de régulation sont par là même conduites à un laxisme avoué par nombre d'experts. En France, la commission d'autorisation de mise sur le marché (AMM) ne peut que statuer sur les dossiers fournis par les entreprises, sans pouvoir réellement vérifier par elle-même la validité des tests présentés et des résultats promis. On peut parler, pour le moins, d'une « *asymétrie d'information* »¹... Quant à l'AFSSAPS, l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, censée évaluer et contrôler les médicaments, ses membres sont à la fois juges et parties. En 1999, sur les quelque 429 experts que comptaient ses diverses commissions, 334 reconnaissaient avoir un lien avec un laboratoire pharmaceutique, plus des trois quarts travaillaient ou avaient déjà travaillé pour une firme ! Peut-être sont-ils plus nombreux encore, mais on ne peut mesurer le phénomène avec davantage de précision puisque la « déclaration d'intérêt » des experts de

¹ Boris Hauray, *L'Europe du médicament. Expertise, politique et intérêts privés dans la formation et le fonctionnement d'une évaluation européenne des médicaments*, Paris, Institut d'Études politiques, Thèse de doctorat en sociologie, 2003, p. 433.

l'AFSSAPS n'est contrôlée par personne.

Fausse nouveautés et vrais profits

La puissance économique sans cesse croissante des trusts pharmaceutiques n'implique nullement un développement de l'innovation : tout au contraire, on assiste parallèlement, depuis le milieu des années 1970, à une véritable crise de l'innovation pharmaceutique. Si les médecins ont souvent du mal à se retrouver dans les méandres des « nouveaux » médicaments mis sur le marché, c'est que les laboratoires font tout pour multiplier les prétendues « nouvelles » formules qui n'ont en fait de nouveau... que l'enrobage. Depuis 1975, la mise sur le marché de médicaments comportant au moins un principe actif nouveau est en régulière diminution² : depuis trente ans, parmi les prétendus « nouveaux » produits qui sont apparus sur le marché, seuls 1,5 % permettent de traiter de nouvelles maladies, 15 % présentent de nouveaux mécanismes, une nouvelle structure et/ou l'amélioration de la thérapie, mais 83,5 % ne proposent absolument aucune nouveauté !³ Désormais, la plupart des produits ne sont que des « déclinaisons de gamme », avec nouvel habillage, sirops un peu plus sucrés, copies à peine modifiées, associations faussement innovantes... qui conduisent certains spécialistes à parler de « pharmacologie théâtrale »⁴.

Ce n'est nullement étonnant quand on sait que le fonctionnement des laboratoires pharmaceutiques est tout entier orienté vers la recherche du profit et que des laboratoires comme Merck ou Abbott, par exemple, gagnent deux fois plus d'argent qu'ils n'en consacrent à l'investissement pour le futur⁵. Des études en « finance d'entreprise et marchés internationaux de capitaux » montrent que « *les dirigeants sont tellement soumis à la pression des marchés financiers qu'ils adaptent leur stratégies d'investissement en fonction de la réaction du cours qui en résulte. On se*

² Philippe Pignarre, *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique*, op. cit., p. 35.

³ Sophie Ronnet, *L'impact de l'annonce du « pipeline » des entreprises pharmaceutiques sur leurs cours de bourse*, Paris, Institut d'Études politiques, Mémoire de DESS, 1995-1996, p. 7.

⁴ Jean-Claude Salomon, *Le Complexe médico-industriel*, op. cit., p. 77.

⁵ Paul Benkimoun, *Morts sans ordonnance*, op. cit., p. 52.

retrouve alors en situation inverse où c'est l'entreprise qui anticipe les mouvements du marché et non plus le marché qui juge des décisions prises dans une optique industrielle. »⁶ De son côté, Jürgen Drews, l'un des rares chercheurs à avoir décidé de témoigner sur ce milieu très fermé et très secret des trusts pharmaceutiques, où les pressions sont très fortes, évoque ainsi son expérience dans le laboratoire Hoffmann Laroche : « *Les organisations de recherche des grands laboratoires pharmaceutiques ne se gèrent plus elles-mêmes. Elles sont dirigées par des juristes, des financiers, des vendeurs et des commerciaux, pour qui le futur ne peut être imaginé que comme la suite des développements en cours [...]. L'industrie pharmaceutique a créé des conditions qui éliminent l'originalité, la créativité et la liberté, mais qui favorisent le consensus, le suivisme, la soumission et un esprit répétitif.* »⁷ C'est ainsi que la nécessité de développer les marchés conduit de plus en plus les trusts à un comportement de « création destructrice »⁸. C'est pour eux d'autant plus essentiel que le prix de vente des médicaments anciens, dont l'action thérapeutique a pourtant fait ses preuves, s'effondre lorsqu'ils tombent dans le domaine public, de sorte que les trusts ne bénéficient plus de la situation de monopole que leur assurait le brevet d'exclusivité.

Privatisation des découvertes

Le système des brevets garantit en effet aux industriels un monopole d'exploitation pendant une période de vingt ans à compter de la date de dépôt du brevet, position de monopole qui leur permet évidemment de pratiquer des prix très élevés et de s'assurer des profits maximaux. Dans le cadre du capitalisme où la propriété privée est valeur sacrée, le brevet est justifié par la défense de la propriété intellectuelle. Mais en fait, ce sont les trusts qui s'approprient les résultats des chercheurs. Ceux-ci, en raison des très faibles moyens publics affectés à la recherche clinique et biologique,

⁶ Sophie Ronnet, *L'impact de l'annonce du « pipeline » des entreprises pharmaceutiques sur leurs cours de bourse*, op. cit., p. 13.

⁷ Jürgen Drews, *In Quest of Tomorrow's Medicines*, cité par Philippe Pignarre, *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique*, op. cit., p. 92.

⁸ Jean-Claude Salomon, *Le Complexe médico-industriel*, op. cit., p. 38.

sont souvent conduits à passer contrat avec des entreprises privées : ils doivent alors laisser la maîtrise des résultats aux industriels. C'est ainsi que « *les encouragements à la collaboration avec ces entreprises sont devenus un leitmotiv des directions du CNRS et de l'Inserm* »¹ et « *quand, pour des raisons de conscience, des chercheurs décident de passer outre et de publier des résultats défavorables à leur partenaire industriel, ils font l'objet de mesures d'intimidation ou de rétorsion, ou sont entraînés en justice* »².

La législation censée « protéger » les médicaments est récente. Par exemple, elle ne date que de 1978 en Suisse. L'industrie pharmaceutique s'est construite sans elle. En France, une première loi a été adoptée en 1959, pour des brevets durant trois ans. Mais, en 1968, le médicament est devenu brevetable pour une durée de vingt ans. Cette législation s'est internationalisée depuis les accords sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) signés dans le cadre de l'OMC lors de la fondation de celle-ci en 1995. L'Office mondial de la propriété intellectuelle (OMPI), qui dépend de l'ONU, assure et contrôle le « respect » de cette propriété.

Or, dès qu'un médicament perd son brevet et tombe dans le domaine public, il n'intéresse plus personne, aucun laboratoire ne veut plus l'étudier, aucune étude clinique n'est plus réalisée sur un produit qui n'est plus protégé par un brevet. Pour autant, les trusts continuent de le fabriquer et de le commercialiser, sous forme de générique, pour se défendre contre la concurrence des copies effectuées par des laboratoires de plus petite taille. Ceux-ci ont d'ailleurs du mal à développer leur propre diffusion de génériques, car les marges de profits plus faibles sur ce type de produits impliquent une période d'accumulation de capitaux beaucoup plus longue et laborieuse. On comprend dans ces conditions pourquoi les gouvernements promeuvent les génériques : c'est toujours au service de leurs amis des trusts, et cela permet de faire faire des économies à la Sécurité sociale. Ainsi le ministre de la Santé Xavier Bertrand vient-il d'annoncer la généralisation du tarif forfaitaire de responsabilité (TFR) : à partir de l'année prochaine, tous les médicaments pour lesquels il

existe un générique seront remboursés sur la base du prix de ce générique.

Pays pauvres : payez... ou crevez !

Mais ce sont les mêmes gouvernements impérialistes qui exercent des pressions considérables sur leurs homologues des pays pauvres pour qu'ils empêchent la production locale de génériques. C'est ainsi que Chirac a mis son poids dans la balance pour appuyer l'action d'Al Gore sous la présidence Clinton, dans le but de dissuader l'Afrique du Sud de produire ses propres génériques dans la lutte contre le sida. En effet, les molécules utilisées dans les trithérapies anti-sida ont été mises au point en 1996 : elles sont donc toujours sous brevet.

Malgré cela, quelques pays, dont l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde, au vu des ravages du virus, ont décidé de contourner le « droit » international en la matière. En Inde, une législation de 1970 autorise la production locale de médicaments protégés par un brevet si l'inventeur ne propose pas de conditions correctes (*fair conditions*) pour son exploitation. Au Brésil, une loi interdit la protection par un brevet de tout médicament mis sur le marché brésilien avant 1997 : cela a favorisé la production locale de huit des douze anti-rétroviraux disponibles mondialement avec une baisse moyenne des prix de 79 % ; dans ce pays, l'épidémie de sida a ainsi été stabilisée, et la mortalité due au virus a diminué. En Afrique du Sud, le gouvernement a adopté en 1997 une loi autorisant la production locale et l'importation de génériques à bas prix qui copient des médicaments encore protégés par un brevet ; trente-neuf des plus grands laboratoires pharmaceutiques du monde ont alors poursuivi l'Afrique du Sud pour violation des accords internationaux. Les gouvernements impérialistes ont relayé les trusts : le Brésil s'est vu directement infligé des menaces de rétorsion économique par les États-Unis. Les tentatives d'intimidation se sont multipliées en quelques années. C'est que l'enjeu financier est de taille : dans le cadre des thérapies contre le VIH, pour un médicament comme le fluconazole, le prix varie entre 14 et 25 euros à la journée dans les pays où Pfizer a maintenu son monopole avec la complicité des gouvernements, contre 0,75 euro dans les pays où des génériques sont produits³.

On appréciera dans ce contexte les prétendues opérations humanitaires de quelques firmes, pratiquant de-ci de-là une baisse de prix ou une distribution gratuite de médicaments. Par exemple, Bristol-Myers Squibb a annoncé en 2001 un don sur cinq ans de 100 millions d'euros pour mener des recherches et lutter contre le sida en Afrique. Mais quand bien même une telle recherche serait réalisée avec une efficacité maximale, elle ne permettrait de soigner que 20 000 personnes, c'est-à-dire un Africain concerné sur mille ! Sous le vernis et les effets d'annonce, d'une monstrueuse hypocrisie, c'est bel et bien un génocide que pratiquent les trusts pharmaceutiques et les gouvernements à leur botte.

Nationalisation sans indemnités ni rachat des trusts pharmaceutiques !

Face à ce système capitaliste qui tue par millions, la mobilisation et l'organisation des travailleurs et des peuples opprimés est vitale. Le mouvement ouvrier doit être à l'avant-garde du combat pour le droit à la santé, à commencer par la défense des acquis existants (Sécurité sociale, hôpitaux publics...). Pour faire face aux urgences sanitaires, il faut exiger un plan d'urgence mondial pour lutter contre les pandémies comme le paludisme, la tuberculose, le sida et aussi contre la menace bien réelle d'une pandémie de grippe aviaire. Cela suppose d'imposer par la lutte de classe la construction des établissements hospitaliers nécessaires, la formation et l'embauche massive des personnels compétents et la *réquisition des firmes pharmaceutiques*, qui seule permettrait la mise en œuvre d'un tel plan d'urgence pour la recherche et la production massive des vaccins et des médicaments, dans le but de les distribuer gratuitement aux populations. Il faut également se battre pour que les travailleurs des industries pharmaceutiques et les usagers exercent un droit de contrôle sur l'innovation pharmacologique, la production de médicaments et les comptes des trusts pharmaceutiques.

Mais, au-delà de ces mots d'ordre nécessaires aux mobilisations, le mouvement ouvrier des différents pays doit se fixer l'objectif d'une *expropriation pure et simple, sans indemnités ni rachat, des trusts pharmaceutiques*, qui suppose des gouvernements de rupture avec le capitalisme. Car il doit être clair que,

¹ *Idem*, p. 19.

² *Idem*, p. 20.

³ Philippe Pignarre, *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique*, op. cit., p. 130.

sans rupture avec la logique même du profit et de la rentabilité, il ne sera jamais possible d'éradiquer les pandémies qui détruisent des dizaines de millions d'êtres humains chaque année, il ne sera pas possible d'élever le niveau de santé des populations pauvres au niveau de celui des riches, il ne sera pas même possible de défendre et d'étendre les acquis des pays développés. À la destruction des travailleurs et des peuples par le capitalisme, il faut donc opposer la destruction du capitalisme par les travailleurs et les peuples : ici comme ailleurs, il n'y a pas de demi-mesures possibles, car il s'agit bien d'une guerre de classe.

Laura Fonteyn

AU SOMMAIRE

FRANCE :

- Pour empêcher de nouvelles défaites-traisons, il faut préparer et imposer une grève générale, seule capable de stopper et de vaincre ce gouvernement (p. 3)

- Le PCF et la « gauche renouvelée » : pour quoi faire ? (p. 9)

- Révolte des banlieues : la violence de la jeunesse populaire répond à la violence du capitalisme et de son État : il lui faut un programme et un parti révolutionnaires ! (p. 13)

- Lettre ouverte aux militants du Parti des travailleurs (tribune libre du site *Lutte de classe*) (p. 17)

- Pour la fusion des syndicats étudiants de lutte (document syndical de la FSE) (p. 18)

- Enquête officielle sur la réforme LMD : des résultats édifiants qui confirment les analyses de la FSE (texte reçu d'un syndicaliste) (p. 19)

MAROC : L'impérialisme français et la monarchie : une coopération privilégiée... contre le peuple et le prolétariat marocains (p. 20)

ALLEMAGNE : La fin de l'hégémonie du SPD sur le

prolétariat allemand (p. 23)

ÉTATS-UNIS : La scission au sommet de l'AFL-CIO exprime et approfondit la crise du mouvement ouvrier (p. 29)

LEUR SOCIÉTÉ : Le capitalisme tue par millions : santé humaine et trusts pharmaceutiques (p. 31)

Consultez notre site :

<http://groupecri.free.fr>

